

E DITO

C'est les yeux encore pleins des larmes d'émotion provoquées par les vœux de *môssieur le président de la république* que nous bouclons ce 1er CA de 2010. Si l'on met en parallèle les sujets traités dans CA en 2009 et ceux abordés lors de cette allocution, incontestablement cela concorde. Nous avons donc bien vécu ces 12 derniers mois sur la même planète. Quoi que... Aussi étonnant que cela puisse paraître, si parfois nous faisons le même constat que lui, il n'y a pas corrélation sur les causes et les conséquences. Nous avons repris ici quelques perles.

«L'année qui s'achève a été difficile pour tous. Aucun continent, aucun pays, aucun secteur n'a été épargné». «A nos compatriotes d'Outre-mer je veux dire ma détermination à ce que la République tienne à leur égard cette promesse d'égalité et de dignité qu'elle n'a pas suffisamment tenue par le passé». 2009 a vu le pouvoir se faire

*secouer en Islande et en Grèce, la Grèce où la détermination populaire ne s'est pas émoussée. La politique ultra-violente d'Israël à l'égard du peuple palestinien a encore été accompagnée de désastres humains. Mais il y a aussi parmi les refuzniks nos camarades «anarchistes contre le mur» pour dénoncer cet état théocratique, raciste et colonial. Le ver est dans le fruit mais ici, c'est le ver que nous voulons voir fructifier. Le colonialisme à la française - qui a pourtant été bien malmené en Gwadeloup ainsi qu'en Kanaky - a toujours de beaux jours devant lui, en particulier en Polynésie où le système *chirako-Flossien* perdure. A Madagascar où les méfaits du passé colonial sont prégnants, les règles imposées par le capitalisme ont plongé l'île dans une situation de tension sociale et de misère épouvantables. Colonialisme aussi en Chine où le peuple Ouïghour subit la violence de l'état chinois sous l'œil bienveillant de la communauté internationale. Il est vrai qu'à l'instar des Tchétchènes, ils sont musulmans alors on peut les rayer de la surface du globe sans même se faire tirer l'oreille... La brutalité de l'état chinois atteint son paroxysme avec la construction du barrage des trois gorges sur le Yang-Tsé-Kiang: violence sociale et écologique, destruction de villes, villages, terres agricoles et sites archéologiques sur l'autel de la fée électricité. Mais c'est une énergie propre n'est-ce pas? Colonialisme encore en Euskadi où manipulations électorales et barbouzeries sont élevées au rang de disciplines olympiques. Dans les geôles espagnoles comme dans les prisons du monde entier, *c'est la mort lente au fil des jours* pour les militant(e)s révolutionnaires, quand on ne les fait pas disparaître. Colonialisme toujours, imposé au peuple Kurde qui n'a pas le droit d'exister autrement que sous la domination des États turcs, irakiens, iraniens et syriens (voir le site internet de l'OCL). Enfin quand la France et ses amis font semblant de s'émouvoir des massacres commis fin 2009 en Guinée par la junte militaire au pouvoir, c'est par pure empathie n'est-ce pas? Qui oserait croire que pour le système international, le véritable motif de cet émoi est de désavouer une dictature capable de remettre en cause des intérêts économiques qui la dépassent? Réponse en page 4...*

«Les idées que la France défend vont pouvoir s'imposer dans la recherche d'un nouvel ordre mondial: plus d'équilibre, plus de régulation, davantage de justice et de paix». Dans les rubriques Immigration ou sans frontières parues en 2009, on peut constater ce en quoi consiste le nouvel ordre mondial que l'on veut nous imposer: contrôles toujours plus systématiques des personnes n'affichant pas un teint albatre ou au bronzage autre qu'issu d'UV, répressions à tout va contre les sans-papiers et les collectifs qui les soutiennent, traques, rafles et violences se généralisent dans les pays occidentaux. Fermeture de Sangatte

contre ouverture de camps de rétention. Le droit d'asile est réduit à néant. Dans les pays riches les migrant(e)s vivent traqué(e)s et risquent à tout instant de tomber sous les griffes de fonctionnaires ou de mouchar(d)e(s) zélé(e)s, la reconduite (fatalement?) musclée vers un pays qui n'est pas ou plus le leur ou un régime qui les attend à potence ouverte... Cet *équilibre* n'est pas celui que nous voulons et nous ne pouvons que soutenir les révoltes qui se sont produites dans les camps de rétention.

*«Je le conduirai [le travail] avec le Premier Ministre et le Gouvernement dans le dialogue et avec un esprit de justice». «En 2010, nous réformerons notre Justice pour qu'elle protège davantage les libertés et qu'elle soit plus attentive aux victimes». Soyons clairs (et brefs, vous allez en prendre pour 10 pages là): à en croire la teneur et le nombre d'articles sur ce sujet parus dans CA en 2009, nous ne devons pas avoir bien compris ce que le gouvernement français entendait par les mots *justice* et *liberté*. Yvan Colonna doit aussi se le demander. Nous remettons donc le couvert dès maintenant avec un dossier bien cossu. Si certaines personnes se demandaient encore comment l'état procède pour que SA justice protège SES libertés, les réponses dans l'inénarrable et riante rubrique *Big Brother*.*

Vous avez aimé 2009 ? Vous adorerez 2010 !

*«[...] un lycée qui prépare mieux à l'enseignement supérieur, des universités enfin autonomes, [...] une formation professionnelle davantage tournée vers les jeunes et vers ceux qui cherchent un emploi, un système hospitalier [...] mieux adaptés aux besoins de notre époque». Des réformes liberticides de la psychiatrie, la loi Bachelot destinée à transformer l'hôpital en entreprise, les lycées professionnels qui se muent en fabriques de précaires, la réforme-dépeçage de Xavier Darcos - Luc Chatel dont le but est la suppression de postes... La santé et l'éducation à deux vitesses, c'est une affaire qui marche. Si nos gouvernants jugent de ce qui est *adapté à notre époque* en consultant les partenaires sociaux, on a déjà une clé pour comprendre comment on en est arrivé là. Mais Nico la talonnette sait être reconnaissant envers ses amis: *«Je veux rendre un hommage particulier aux partenaires sociaux qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités»*. Déjà si les syndicats jouaient vraiment leur rôle, on parlerait d'adversaires sociaux... Mais il est vrai qu'en matière de collaboration de classe les directions des syndicats dits représentatifs ont atteint des sommets en 2009. Alors que cela commençait à chauffer, ils ont réussi à étouffer la grogne des salarié(e)s du public comme du privé. La palme revient à la CGT qui a définitivement troqué le syndicalisme de classe contre le syndicalisme d'accompagnement. Un aperçu de son 49ème congrès s'imposait.*

*«Grâce au Grenelle de l'Environnement nous allons pouvoir relever le défi de la protection de notre environnement. C'est un domaine où il est bien difficile de faire évoluer les mentalités et les comportements». Là nous avons tou(te)s bien compris que seule la plèbe est responsable du désastre écologique vers lequel la planète se dirige. En aucun cas les choix énergétiques des états, l'industrie, la surproduction ou la course aux profits. Pour preuve la relaxe prononcée en faveur d'AZF (mais où est donc *«la justice pour les victimes?»*). Un retour sur l'état de délabrement des centrales nucléaires françaises et les problèmes techniques et financiers posés par le tout-nucléaire prouve qu'il est effectivement urgent *«de faire évoluer les mentalités»*.*

Notons enfin que notre bon président fait référence à la fraternité *«qui est inscrit[e] dans notre devise républicaine»*. Outre le fait qu'une fois de plus nous ne pensons pas donner le même sens à ce mot, il est intéressant de constater que la liberté et l'égalité ne sont que vaguement abordées. Dont acte. Il est souhaitable que ce personnage ignore que la véritable devise révolutionnaire était « Unité, indivisibilité de la République. Liberté, égalité, fraternité ou la mort ». Il serait bien capable d'en faire une interprétation dangereuse.

OCL Région Parisienne, 03 janvier 2010.

Iran

Le mouvement populaire et les diverses tendances au sein du régime

L'agitation qui a fait suite à l'élection présidentielle iranienne de juin 2009, et qui se poursuit actuellement par un mouvement de contestation du régime qui résiste malgré la répression, a été présentée ici comme l'expression d'un soutien au courant réformateur s'opposant au courant fondamentaliste pour le contrôle du pouvoir. Le texte d'Alireza Saghafi (1) écrit en juillet, dont nous vous proposons une traduction, met en cause cette vision des choses. Il nous montre en quoi fondamentalistes et réformateurs ne sont que les deux faces d'une même médaille dont s'accommode très bien le capitalisme international, qui préfère soutenir de fait un régime officiellement décrié mais avec qui les affaires sont rentables, plutôt que de risquer l'embrasement d'un mouvement populaire incontrôlable.

A l'entente des analyses qui soutiennent que l'une des tendances représente les travailleurs et les couches inférieures de la société et l'autre les classes moyennes et les néo-libéraux, il convient de dire qu'aucune d'entre elles n'a de partisans ni de représentations de ce genre.

Le mouvement social iranien, qui traverse actuellement une période critique, a connu bien des hauts et des bas au cours de ces trente dernières années. Cette dernière insurrection ne peut être comprise indépendamment des luttes de ces trois dernières décennies, car elle emprunte la même

voie et avance des revendications similaires.

Ces mêmes revendications qui n'ont jamais été satisfaites, qui ont été avancées à diverses reprises par différents groupes sociaux, et auxquelles les autorités ont toujours répondu par une répression sévère.

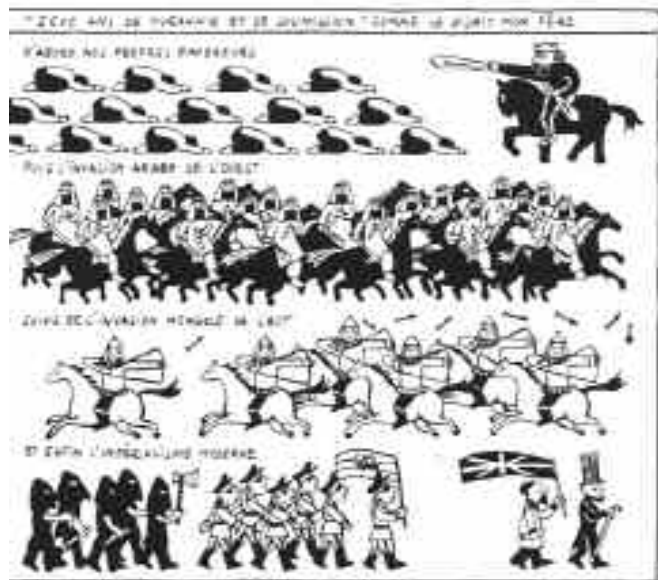
DERRIÈRE LES APPARENCES : L'IRAN AUXILIAIRE DE L'OCCIDENT

Certains articles ou essais écrits par des gens de gauche en Occident – des gens dont les Iraniens attendent un soutien – parlent de «révolution de couleur» à propos des événements consécutifs à la dernière élection présidentielle. Certains analystes espèrent même son échec et félicitent le camp des vainqueurs, ce qui s'explique peut-être par le fait que la seule chose qui ait trouvé un écho dans les médias occidentaux, c'est la rhétorique anti-américaine du gouvernement iranien. Certains médias ont fait pas mal de battage autour de la couverture des événements post-électorales, et des gens qui ne savaient rien des revendications de notre peuple s'en sont présentés comme de fervents défenseurs au point d'amoener à penser qu'ils étaient les orchestrateurs du mouvement. En cette époque de manipulation médiatique, de confusion et d'absence de reportage sur les événe-

ments et les positions des uns et des autres, les points de vue sont déformés et présentés de façon telle que cela laisse penser que le mouvement a été planifié. Il est intéressant de voir qu'il existe deux groupes distincts qui parlent de révolution de velours à propos de ce mouvement, l'un de gauche, l'autre de droite. Les deux n'ont vu que la surface des choses, ni l'un ni l'autre n'a de véritable compréhension de la société iranienne et de ses mouvements récents.

Il y a des tas de raisons de penser et de multiples éléments prouvant que dans les trente dernières années, les gouvernements en place en Iran ont eu le soutien des Etats-Unis, de leurs alliés et du monde occidental en général. Entre eux il n'y a pas eu de conflit ouvert, et ce à quoi nous avons assisté par le passé (des slogans du genre «A bas les Etats-Unis!», «Mort à Israël!»...) n'était qu'un jeu de chat et de la souris visant à détourner les regards des aspirations populaires. La seule chose qui ait joué un rôle vraiment déterminant dans les choix politiques, ce sont les immenses profits économiques...

Il y a quantité d'éléments qui le prouvent («Faut-il se fier au discours du renard ou aux plumes de poulet qui pointent sous son ventre?», dit un dicton persan). En trente ans, ces preuves sont devenues si nombreuses que ce n'est plus contestable, sauf pour les régimes similaires à celui de l'Iran et pour leurs partenaires commerciaux occidentaux. Ce jeu a permis aux entreprises qui ont investi dans le pays de faire d'immenses profits. Les gouvernements des Etats-Unis, de Russie et d'autres pays européens se sont servis de questions comme l'affaire Salman Rushdie, les droits de l'homme ou la filière nucléaire pour exercer une pression sur l'Iran, signer des contrats, faire une énorme moisson de profits et obtenir des concessions de la



(1) Alireza Saghafi, journaliste, fut directeur du magazine Rah Ayandeh («La Voie de l'avenir»), suspendu en mai 2008. Il est également membre de l'Association des écrivains iraniens. Il a été arrêté dans le centre de Téhéran le 1er mai 2009, avec d'autres journalistes, une heure avant le début des manifestations prévues à l'occasion du 1er mai, puis libéré sous caution après un mois de détention. En 2005, il avait été à l'origine d'un appel pour le droit à l'existence d'organisations ouvrières indépendantes en Iran.

même veine que celles faites par la dynastie Qajar à la Russie par le traité de Turkmanchai (2).

Dans pareil contexte – et notamment lors de l'instauration de sanctions – beaucoup de transactions commerciales se sont faites, et continuent de se faire, de façon officieuse. Avec des profits sans commune mesure avec ceux dégagés à travers des accords officiels. C'est très lucratif pour les deux parties – qui se trouvent être les enfants des mollahs et certains autres membres du pouvoir en place. Exemples: l'Iran est de fait le troisième importateur en volume de cigarettes américaines; il achète des armes et des armements et bien d'autres choses encore.

Pour mieux faire comprendre les choses, nous partons de la situation actuelle.

Dès le départ, la création de la République islamique a obtenu le soutien de quatre puissances industrielles (Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Allemagne), lors de la conférence de Gadeloupe [1979]. Depuis, la révolution du peuple d'Iran a été entraînée dans la direction dessinée par l'accord passé entre les fondamentalistes et l'Occident. L'objectif poursuivi par l'échange de lettres entre les mollahs et les leaders occidentaux, le soutien des cercles occidentaux à ces chefs religieux en Iran, étaient clairs pour tout le monde. Les choix politiques de l'époque, comme la création d'une ceinture verte autour de l'URSS, la formation de pôles religieux dans le but de faire échec au bloc de l'Est... étaient ouvertement discutés dans les écrits des hommes politiques d'alors. C'est un fait indéniable, dont on peut trouver sans peine un grand nombre de preuves dans les journaux de l'époque.

Puis, à la suite de la révolution, vint la crise des otages américains. Elle a fait l'objet de nombreux débats, et il est maintenant

(2) Par le traité de Turkmanchai (1828), l'empire perse, plus connu aujourd'hui sous le nom d'Iran, a reconnu la souveraineté russe sur les provinces du nord comme l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan (la rivière Aras marquant la frontière entre les deux empires) après sa défaite finale dans la guerre russo-perse (1826-1828).

(3) Vosough od-Dowleh fut premier ministre d'Iran pendant l'ère Qajar. Dans cette fonction, il signa plusieurs accords avec des puissances étrangères qui mirent en péril la souveraineté de l'Iran.



prouvé que l'objectif poursuivi était essentiellement de faire échec à la lutte pour l'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et du système capitaliste international dans son ensemble. C'est pourquoi, après l'élimination de groupes indépendants, les otages ont été remis au gouvernement conservateur de Ronald Reagan. Celui-ci déclara aux médias que les chefs iraniens lui faisaient là le plus beau cadeau de son mandat présidentiel. En signant l'accord d'Alger, le Premier ministre et son adjoint ont accepté de rendre les otages, ce que le président de l'époque, Bani Sadr, a lui-même dénoncé comme «un accord à la Vosough od-Dowleh (3)».

Ensuite, ce fut l'affaire de l'Irangate, qui se produisit en même temps que le voyage du président McFarlane en Iran, relaté dans son intégralité dans le rapport Tower, qui met au jour l'arrangement secret permettant de vendre des armes à l'Iran pendant cinq ans à travers des canaux officieux. Le revenu de la vente finançait les forces paramilitaires en Amérique latine. Peu à peu on apprit qu'au moins 2008 roquettes TOW et 235 missiles Hawk avaient été vendus à l'Iran. Et que la majeure partie du chargement avait été fourni par Israël.

Puis ce furent les événements de 1988: le massacre des prisonniers politiques, dont l'Occident n'a pas pipé mot. Aucune plainte n'a été officiellement déposée contre ce crime de génocide, alors qu'au même moment le gouvernement libanais était cité devant les tribunaux pour avoir bombardé un avion avec deux cents passagers à bord. Les vies humaines n'auraient-elles pas toutes la même valeur? La seule explication plausible, c'est que ceux qui furent assassinés en

Iran en 1988 étaient politiquement hostiles à l'Occident et aux Etats-Unis, donc ne méritaient pas qu'on s'inquiète de leur sort.

De ces meurtres de masse de prisonniers politiques, le régime fut ensuite récompensé par l'octroi de plusieurs prêts, venus de diverses sources occidentales. L'Iran reçut quasiment 50 milliards de dollars en l'espace de trois ans. Ces prêts permirent au gouvernement iranien d'assassiner ses opposants en différents endroits du monde, ce dont on eut un aperçu en certaines occasions, comme lors du procès de Mykonos. Selon certaines sources, il y eut environ deux cents cas d'assassinats. Les meurtres du Dr Ghassemloo, de Bakhtiar, de Kazem Rajavi et de Fereidoon Farrokhzad, perpétrés à l'étranger, et des centaines d'autres perpétrés dans le pays, comme ceux de Forouhars, de Mokhtari et de Pouyandeh, ont été commis sous les yeux assoupis des Occidentaux. Chose remarquable, pendant toute cette époque, l'une au moins des forces impliquées dans les événements iraniens d'aujourd'hui était au pouvoir.

Une fois ces incidents dévoilés, l'Occident se mit à soutenir les réformes politiques et les réformistes en Iran et commença à traiter avec le gouvernement réformateur. De gros contrats d'exploitation du gaz et du pétrole furent signés avec des entreprises comme Total et Royal Dutch Shell, et de gros contrats d'exclusivité tels que Crescent, Iran Cell ou d'autres furent accordés à de grosses multinationales. Des entreprises comme Halliburton (propriété de Dick Cheney et Condoleezza Rice) commencèrent à jouer un rôle en Iran. Dans cette période d'apparent réformisme, des organes de répression

furent remis sur pied, que l'on peut voir en action aujourd'hui. Le mutisme de l'Occident lors de la révolte étudiante du 9 juin 1999, son silence à propos des tortures de prisonniers – les Etats-Unis étaient occupés à faire de même à Guantanamo et ailleurs, à l'époque – et les négociations du gouvernement réformateur avec l'Irak, l'Afghanistan, les pays du Moyen-Orient et même des Balkans, tout indique qu'il y avait compatibilité entre les méthodes du gouvernement en Iran et la volonté de l'Occident.

IRAN - ETATS-UNIS : UNE COOPÉRATION MULTIFORME

Pour illustrer cette coopération, voici quelques éléments:

1. La façon dont les Etats-Unis et l'Iran ont coopéré pour démanteler la Yougoslavie montre clairement que les fondamentalistes islamistes en Iran et les responsables des politiques expansionnistes en Occident travaillaient de concert. Cette coopération et la signature de contrats bilatéraux ont coïncidé avec l'assassinat des opposants politiques iraniens à l'étranger.

Lorsqu'éclata la guerre en Yougoslavie, Mohammad Reza Naghdi fut envoyé en Bosnie-Herzégovine à la tête d'un bataillon de Pasdaran (Gardiens de la révolution) et resta l'un des trois commandants de ce corps jusqu'à la fin du conflit dans la région. A l'époque, les Etats-Unis et l'OTAN avaient instauré une couverture aérienne pour neutraliser les forces aériennes yougoslaves, permettant ainsi aux forces moudjahidin de renforcer les défenses bosniaques avec le soutien de l'Iran.

Dans la guerre des Balkans, le musulman Rasim Delic commandait lui aussi l'unité de volontaires des Pasdaran envoyée en Bosnie. Alors que la base militaire était sous le commandement des officiers des Pasdaran, l'unité de volontaires était tout entière intégrée dans les brigades d'Al-Moudjahid. Cette unité qui comptait en 1993 deux mille combattants étrangers est, d'après Ali Ahmad, un moudjahid afghan toujours incarcéré dans la prison de Zenitsa, responsable du meurtre de 24 civils dans le village de Delic. En 1993, la même unité a assassiné des dizaines de prisonniers serbes à Orasac et exposé leurs têtes coupées dans les rues du village.

Rasim Delic, ce vieux général de l'armée bosniaque âgé de 56 ans, est actuellement accusé de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de génocide. Il fut à la tête de cette armée de 1992 à 1995. Il doit également répondre devant le tribunal de La Haye du viol de dizaines de femmes et d'enfants croates et serbes commis par les forces de volontaires étrangers qui opéraient sous son commandement. Ces dernières années, Rasim Delic travaillait avec certaines entreprises d'import-export fondées par Karis Zilasic, le chef des forces de sécurité bosniaques, qui commerçaient essentiellement avec la République islamique.

2. L'Iran et les Etats-Unis ont coopéré pour porter le gouvernement Karzaï au pouvoir en Afghanistan.

A la conférence de Bonn sur l'Afghanistan post-talibans (2001), une coordination des efforts fut mise en place entre les deux pays. Elle avait existé à l'époque de l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS, où l'Iran travaillait en collaboration étroite avec l'Occident

pour fournir aux moudjahidin afghans la logistique et les armes dont ils avaient besoin. L'aide de l'Iran et l'entraînement des forces moudjahidin dans leur combat étaient d'une telle ampleur qu'il est inutile de revenir dessus.

Cette coopération se poursuit avec la participation de l'Iran à la conférence de La Hague sur l'Afghanistan [mars 2009]. Certaines dépêches évoquant une possible coopération entre l'Iran et l'Otan, certaines informations récentes au sujet de négociations entre le régime islamiste et des entreprises allemandes à propos du passage par le territoire iranien des engins livrant des équipements non militaires aux forces allemandes stationnées en Afghanistan, mais aussi le récent message d'Obama, sont autant de signes d'une volonté américaine de négocier avec l'Iran.

En mars une rumeur a circulé selon laquelle un accord secret avait été signé par les Etats-Unis et l'OTAN prévoyant que tout le matériel militaire transporté par bateau pour livraison à l'Afghanistan passerait par l'Iran. Cet accord n'a pas été porté à la connaissance des membres du Parlement iranien avant signature, et les seuls à en connaître l'existence étaient le secrétaire privé du Guide suprême et le chef du Comité pour la sécurité nationale et la politique étrangère du Parlement. Le journal londonien Sunday Times du 29 mars 1999 annonça que l'Iran et les Etats-Unis avaient entamé leur première série de discussions sur la fin de la guerre en Afghanistan. Le même journal signale que des diplomates iraniens et américains se sont rencontrés, à l'initiative des Russes et avec un diplomate britannique assurant la liaison, le 27 mars.

Etaient présents le chef de la division Asie centrale et du Sud du ministère américain des Affaires étrangères, Patrick Moon, et le vice-ministre iranien des Affaires étrangères. Certains parlementaires ayant reproché de n'avoir pas été informés de cette importante rencontre, le Comité des affaires étrangères déclara que, comme le Pakistan traversait une période d'instabilité, les Etats-Unis avaient fait plusieurs concessions à l'Iran de façon à obtenir ce passage du matériel militaire par son territoire. Toutefois, personne n'a mentionné quelles étaient ces concessions ni à qui et lors de quelle rencontre elles avaient été faites.

3. Coopération des Etats-Unis et de l'Iran dans le but d'instaurer un gouvernement islamique en Irak. Le résultat des élections qui ont eu lieu après l'occupation montraient que le peuple irakien désirait un gouvernement laïque. Et pourtant les négociations menées et les accords signés entre l'Iran et les Etats-Unis ont débouché sur l'arrivée au pouvoir de Nouri al-Malki et la marginalisation des forces laïques. Les deux pays ont eu trois séries de rencontres sur l'Irak, auxquelles ont pris part à chaque fois des hauts responsables de l'armée et de la sécurité des deux pays. Au même moment, les deux parties s'accusaient par médias interposés de ne pas coopérer sur les questions de sécurité en Irak. Et pourtant c'est bien la coopération des deux pays qui a permis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement irakien et sa stabilité. Chacun sait que ce gouvernement est proche du régime iranien et que la plupart de ses membres ont vécu en Iran pendant des années; aucun autre pays de la région a autant d'influence en Irak que le gouvernement iranien.

4. Dans les trois dernières décennies, l'Iran et les Etats-Unis ont, en collaboration étroite avec le monde capitaliste occidental, travaillé à l'avènement de gouvernements religieux. Dans les trois exemples que nous venons de citer, sans coopération irano-étasunienne, ces gouvernements n'auraient jamais pu arriver au pouvoir. Et leurs pays respectifs n'auraient pu devenir la proie des capitaux internationaux et des marchés capitalistes. Mais, dans cette même période, l'Iran lui-même n'a pas été à l'abri de ce genre de transactions.

L'ÉPOUVANTAIL ISLAMISTE N'EMPÊCHE PAS LES PROFITS JUTEUX

Parmi les importantes transactions économiques de ces dernières années, on peut retenir – outre les armes achetées par voie directe ou indirecte – les cas qui suivent:

- Voici ce que rapporte l'agence iranienne Fars News Agency, citant Magic City: «La compagnie pétrolière américaine Halliburton a vendu pour 40 millions de dollars d'équipements de raffinerie à l'Iran, en dépit des sanctions économiques américaines qui frappent ce pays. Après l'adoption de ces sanctions, Halliburton a commencé à créer des filiales étrangères de façon à pouvoir contourner les règles d'embargo. En effet, les sanctions ne s'appliquaient qu'aux entreprises américaines et pas aux entreprises étrangères. L'inspecteur new-yorkais William Thompson a interrogé Halliburton sur cette transaction, mais les responsables de l'entreprise considèrent que leurs activités en Iran ne contreviennent pas aux lois américaines.»

Le vice-président et directeur général d'Oriental Kish Corporation et l'ancien vice-président des Etats-Unis Dick Cheney ont tous deux joué un important rôle facilitateur dans la signature d'un accord entre Halliburton-Oriental et l'Iran. Le voyage de Dick Cheney en 2000, destiné à préparer le terrain à la signature de contrats de gaz et de pétrole en Iran, a été tenu secret pendant plusieurs années. Mais l'histoire la plus énorme a débuté en 2002 lorsque Halliburton a remporté l'appel d'offres pour le forage du champ pétrolifère de South Fars, un contrat lucratif où la compagnie s'engageait à creuser douze puits en phases 9 et 10 de ce champ, et l'on s'attendait à trouver du pétrole aux alentours de 2007 dans deux sections maritimes et terrestres et à en extraire 50 millions de mètres cubes de gaz naturel et plus de 400 tonnes de soufre. Halliburton n'était bien sûr pas seule engagée dans la transaction. C'est le consortium Halliburton-Oriental qui remporta l'appel d'offres. Autre élément intéressant: Halliburton avait avancé le chiffre de 23 millions de dollars par puits et réclamait au total 282 millions; or le gouvernement iranien – qui en tant que client aurait dû avancer un chiffre



inférieur – accorda, dans la version finale du contrat, 360 millions de dollars au consortium.

- Le contrat pour l'assemblage de 55.000 automobiles Chrysler signé au moment où la compagnie était au bord de la faillite. Plusieurs hauts représentants des Pasdaran, a-t-on appris, s'étaient rendus à Dubai pour rencontrer l'entreprise américaine, par l'entremise de courtiers internationaux. A cette occasion l'aéroport et la ville de Dubai avaient été bouclés par mesure de sécurité. Selon certaines informations, la délégation militaire iranienne parvint à un accord préliminaire avec Chrysler, ce qui représentait l'aide la plus importante qui puisse être apportée à l'entreprise en banqueroute.

Lors de ces négociations, les commandants du corps des Pasdaran annoncèrent leur accord – au nom de l'entreprise SAIPA – pour l'achat de 55.000 Chrysler à assembler en Iran. Des citoyens du Koweït et des Emirats arabes unis firent fonction d'intermédiaires dans cette transaction. La délégation iranienne se rendit à Dubai sous prétexte d'accompagner l'équipe nationale de football. Le directeur général de SAIPA, nommé par le président, en aurait lui-même fait partie.

Le ministre iranien de l'industrie avait auparavant fait mention, lors du 6e Salon international de l'industrie automobile à Téhéran, de la signature d'un contrat pour la production d'automobiles Mercedes-Benz en Iran, selon certaines sources. «On trouvera des Mercedes 240 et 320 sur le marché l'année prochaine, même si c'est en nombre limité», aurait déclaré le ministre. Bien évidemment, dès que les informations ont commencé à filtrer, ça a été démenti!

Les discussions autour de ces contrats se sont faites dans la période où Bush acceptait d'accorder un prêt de 13,4 millions de dollars à Chrysler et General Motors prélevé sur la somme destinée à sauver le système bancaire (annonce du 12 décembre 2008). Ce prêt continue à courir. Ces négociations et accords, qui consistaient essentiellement à aider Chrysler à sortir de la crise, étaient en complète contradiction avec les discours servis à la population par les chefs des Pasdaran et le président iranien selon lesquels l'empire américain était au bord de l'effondrement et avec le ton joyeux sur lequel étaient transmises les informations sur la

crise financière aux Etats-Unis.

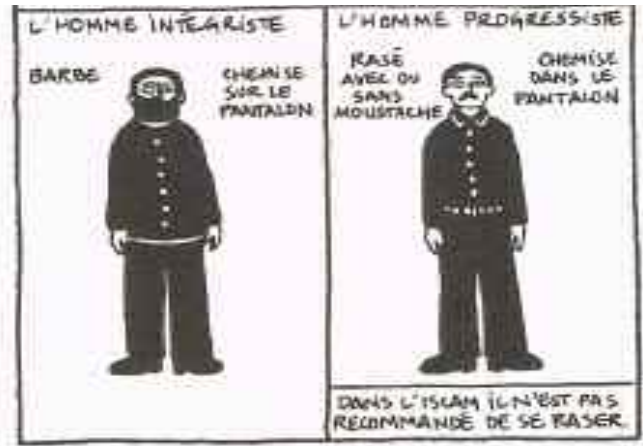
- D'après le *Wall Street Journal*, «depuis début juin [2009], l'Iran a acheté plus d'un million de tonnes de blé aux Etats-Unis, ce qui est considérable: cela représente 3 à 4 % des exportations américaines annuelles de blé. Les chiffres du ministère américain de l'Agriculture montrent en outre que le dernier achat de blé fait par l'Iran aux Etats-Unis remonte à 1981-82, et portait alors sur 728.000 tonnes».

- La vente à l'Iran de dispositifs de filtrage électronique et d'émission de bruit par des pays qui parlent de démocratie et élèvent la voix en ce moment à propos du sort fait aux Iraniens. La question du filtrage du Net et des équipements achetés au Royaume-Uni et aux Etats-Unis avec l'implication apparemment d'Israël a été abordée lors d'une table ronde de presse en Iran. A cette table ronde, le PDG de Data Communications, branche de la compagnie iranienne de télécommunications a déclaré: «Notre entreprise a dépensé 7 milliards de toman (7 millions de dollars) ces dernières années pour le filtrage.» D'après, le chef du syndicat iranien des fournisseurs de services Internet, «le matériel et les logiciels de filtrage produits aux Etats-Unis ont été sélectionnés par mise en concurrence interne des offres». C'est l'entreprise Asr-e-Danesh Company qui a remporté le morceau, mais il est apparu depuis qu'elle achetait le matériel à une entreprise basée en Angleterre.

- Début juin [2009], une compagnie financière de Wall Street qui travaillait pour un fonds de pension américain a adressé une lettre au ministre de l'Economie demandant que soient officiellement établies les frontières de la propriété privée et les règles d'investissement pour les étrangers à la Bourse de Téhéran.

- Deux géants bancaires américains, Citibank et Goldman-Sachs, ont également demandé à être présents en Iran. Citibank est la propriété de Citigroup, deuxième banque américaine en importance, dont 5 % du capital est détenu par un prince saoudien. Lequel a joué apparemment le rôle de facilitateur dans les négociations entre Citigroup et la Banque centrale iranienne. Goldman-Sachs est un autre des géants de Wall Street dont le précédent PDG, Robert Zoellick, est actuellement à la tête de la Banque mondiale.

- Récemment, l'Iran est entré en contact avec l'OTAN pour la



première fois depuis trente ans, et des représentants des deux bords se sont rencontrés pour parler de la question des réfugiés afghans et du trafic de drogue. Dans le cadre de cette recherche de stabilité en Afghanistan, Barak Obama a suggéré que soit créé un groupe de contact régional incluant l'Iran. Selon le *Sunday Times*, Obama chercherait par ces discussions à convaincre l'Iran de négocier sur la question de son programme nucléaire.

Pendant l'Irangible, il était question d'achat d'armes à Israël. Les liens entre l'Iran et ce pays n'en sont pas restés à ce genre de tractations secrètes. Voici quelques exemples illustrant notre propos:

- Nestlé est une entreprise dont les liens avec des groupes sionistes et avec le régime israélien ont été révélés par certains membres du régime en place en Iran. En raison de ces liens, elle a été boycottée par différents groupes dans le monde. Or plusieurs de ses articles sont produits en Iran, dont les céréales pour bébés Cerelac et l'eau minérale Anahita sous licence Anahita-Blour. Et certains produits Nestlé sont importés en Iran, dont le Nescafé, le café en poudre Coffee Mate, les bouillons de viande Maggi, le lait en poudre Nan, divers types de chocolat dont Kit Kat et Smartees, la nourriture pour animaux Frisky (importée par Pars-Pooran).

- Coca-Cola, également connue pour ses liens avec le pouvoir israélien, est distribuée en Iran par les entreprises Khoshgovar de Machhad et Astan Qods Razavi. L'un des dirigeants de Coca-Cola, «Dana Bolden», a déclaré – selon l'agence Mehr News Agency citant le *London Times* – que «l'entreprise [avait] obtenu de l'administration de contrôle des fonds américains à l'étranger l'autorisation de vendre du sirop de coca

concentré à l'Iran». A propos de protestations de grande ampleur à Machhad contre le transfert annuel de 150.000 dollars à Coca-Cola USA par l'intermédiaire d'une filiale irlandaise, il a fait ce commentaire: «Pour certaines raisons, je ne peux parler de nos transactions avec des pays chez qui nous exportons et avec lesquels nous avons des accords financiers.» Coca-Cola, qui avait renoncé au marché iranien après la révolution de 1979, est revenu en Iran en 1994 après la signature d'un contrat de franchise avec des entreprises comme Khoshgovar. Les entreprises iraniennes recevaient le sirop de coca par l'intermédiaire d'une compagnie irlandaise baptisée Atlantic Coca-Cola puis Drogheda Concentrate. L'entreprise Sasan, qui détient la licence d'American PepsiCo, produit entre autres les boissons Pepsi-Cola et Miranda, marque qui se vend massivement en Iran et dans la région.

LES EUROPÉENS NE SONT PAS DE RESTE

Nombreux sont les exemples de ce genre de transactions avec d'autres pays capitalistes occidentaux, dont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ce qui s'explique facilement par le fait que le régime iranien n'a pas la même prévention envers ces pays qu'envers les Etats-Unis et Israël. En voici quelques exemples:

1. Une grande partie de l'essence importée par l'Iran est fournie par l'entreprise indienne Reliance, mais aussi par les compagnies française Total, suisses Vitol et Clangour et britannique British Petroleum. La compagnie d'assurances londonienne Lloyds assure la plupart des cargaisons d'essence. Ces dernières années, «la banque américaine d'import-

export» aurait, dit-on, fourni à Reliance jusqu'à 900 millions de dollars de prêts. Des prêts du même ordre lui seront accordés pour l'année fiscale 2010 (qui démarre en octobre 2009). Lors d'une visite en Inde, Hillary Clinton a donné à Reliance l'assurance qu'aucun embargo sur l'essence destiné à l'Iran n'était à l'étude. Ce qui s'explique peut-être par le besoin permanent d'essence des véhicules des forces de sécurité au moment fort des manifestations en Iran! Ceux qui se rendaient à pied à ces manifestations n'en avaient pas besoin, eux ...

2. Iran Khodro a constitué avec SAIPA un duopole sur le marché automobile, dont SAIPA possède 35 % de parts et Iran Khodro 55 %. Une fois assouplies les règles d'importation dans le secteur, Iran Khodro a commencé à collaborer avec les entreprises étrangères: 750.000 voitures ont été vendues en 2004, 1,1 million en 2006 et 1,2 million en 2008. Le but d'Iran Khodro était de conserver sa position sur le marché tout en accédant à de nouvelles technologies, essentielles pour améliorer la qualité de ses produits et pour se préparer à la compétition sur le marché international. Le groupe Peugeot-Citroën, qui dès 1992 avait travaillé avec Iran Khodro à la fabrication de la Peugeot 405 (produite à 60 % dans le pays), a fait un grand pas en avant en signant un contrat en 2001, qui prévoyait l'assemblage de Peugeot 206 et 307, avec une très faible participation locale à la production.

Renault, de son côté, s'est associée avec les deux géants automobiles iraniens au sein d'une grande entreprise baptisée Renault Pars, chargée de l'assemblage de la Logan (appelée localement Tondar). Elle en détient 51 % du capital, Iran Khodro et SAIPA en détenant conjointement 49 %. On remarquera que les industries pétrolière, gazière et automobile –qui représentent la majeure partie de l'investissement américain et européen en Iran et qui sont source de gros profits– imposent les pires conditions du travail aux ouvriers et que les défenseurs des droits de l'homme n'ont pas élevé la moindre protestation contre les conditions de travail sauvages et répressives qui sévissent dans ces industries, ni même contre le fait que toutes les associations de travailleurs –syndicats islamistes compris– y sont interdites par la loi. Alors que dans les autres secteurs, les syndicats islamistes liés au patronat sont encouragés, dans ces industries les travailleurs sont soumis à une énorme pression et la moindre protestation déclenche l'intervention des forces de sécurité. Dans leurs usines, les forces nationales de sécurité sont présentes en nombre, sous couvert d'assurer la sécurité de l'entreprise. Il faut savoir que les industries pétrolière, gazière et automobile, qui sont entièrement sous le monopole du capital étranger, participent pour plus de 90 % à l'économie iranienne. Un gouvernement pro-occidental en Iran pourrait-il faire plus pour prouver sa loyauté envers l'Occident? Dif-

ficile à dire... Sur ce point, les deux camps présents au sein du gouvernement ont toujours été d'accord.

3. En janvier 2008, un membre du Parti travailliste suggéra, lors d'une séance de questions parlementaires, que la Lloyd's TSP Bank se voie infliger une lourde amende pour blanchiment supposé d'argent sale en faveur du régime iranien et interrogea Gordon Brown à ce sujet. En déclarant accepter de blanchir des fonds pour le pouvoir en Iran, la Lloyd's TSP Bank choisit d'enfreindre la loi américaine, d'ignorer les embargos bancaires internationaux et de payer volontairement une amende de 350 millions de dollars au gouvernement américain. Ce qui veut dire que certains documents et fichiers seront ouverts aux inspections et que, s'il était prouvé qu'une partie des fonds blanchis ont servi à aider les organisations terroristes, les directeurs de la banque seront inculpés! Le parlementaire a interprété la chose ainsi: blanchir de l'argent ne pose pas problème au gouvernement iranien, et les hommes politiques iraniens sont autorisés à transférer à l'étranger ces produits du pillage, à la seule condition de ne pas les employer dans des activités terroristes. Cela aussi a un sens, bien sûr, cela veut dire: on peut se permettre d'ignorer les meurtres d'opposants. La Lloyd TSP Bank, qui a reçu récemment une aide financière importante du gouvernement britannique destinée à la sauver de la faillite, savait ce qu'elle faisait en transférant 300 millions de dollars de fonds iraniens aux Etats-Unis. Selon des sources fiables, après leur conversion en dollars US, ces fonds ont été transférés à une organisation new-yorkaise de couverture et de là envoyés vers d'autres destinations à travers le monde. Certains comptes rendus font aussi apparaître l'implication dans le blanchiment d'argent pour l'Iran de plus de dix banques de bonne réputation dans le monde, qui ont permis ainsi de transférer des milliards de dollars d'argent iranien vers des fonds américains et de les déposer sur différents comptes.

4. La vente des avoirs d'entreprises industrielles et minières à des multinationales. La vente de 65 % des actions des mines de cuivre iraniennes à des compagnies suédoises et de mines d'or à des compagnies britanniques...

5. Enfin, le jeu du chat et de la

souris autour du programme nucléaire iranien et le meurtre d'individus qui revendiquaient des droits de base et les libertés publiques dans des manifestations pacifiques. Le gouvernement iranien a bien été formellement condamné pour ses actes, mais rien de sérieux n'a été entrepris contre l'Iran. On s'est par exemple contenté de prolonger le temps d'émission des visas pour les fonctionnaires iraniens. Pendant ce temps, au Honduras – où des gens se sont fait tirer dessus – tous les pays européens ont rappelé leurs ambassadeurs. En Iran où 150 personnes ont été tuées, pas un pays occidental n'a rappelé son ambassadeur, ni même imposé des restrictions aux voyages diplomatiques. De plus, les divers comptes bancaires détenus dans ces pays par les chefs du gouvernement iranien sont restés intouchés. Il est donc évident que, pour ces pays, le traitement que font subir les gouvernants iraniens à la population et le respect des droits de l'homme ne comptent pas pour grand-chose, et que leurs politiques envers des pays comme l'Iran sont dictées par d'autres considérations. La principale question est: en quoi le gouvernement iranien a-t-il pu nuire aux intérêts des Etats capitalistes occidentaux?

L'HYPOCRISIE OCCIDENTALE FACE AU SOULÈVEMENT POPULAIRE

Coopérer véritablement avec le peuple iranien, cela consisterait à restreindre la vente du matériel qui sert à le réprimer et à le censurer, et non pas celle de produits de base dont la rareté pèse sur les gens ordinaires et, combinée à une inflation galopante, rend leurs vies misérables. De même, couper tous les liens économiques avec le gouvernement iranien, interdire les visites de ses prétendus diplomates, bloquer les comptes en banque des gouvernants où dorment des millions de dollars, etc., voilà les initiatives qui aideraient véritablement le peuple iranien.

Mais, face aux profits astronomiques réalisés dans le pays, les gouvernements capitalistes voudront-ils prendre de telles initiatives? Ces dernières années, les gouvernants de l'Iran – qu'ils aient été réformistes ou fondamentalistes – ont toujours mis en œuvre les politiques préconisées par l'OMC, la Banque mondiale et le



FMI, et des milliers d'Iraniens en ont souffert. De nombreuses unités de production ont été fermées ou privatisées puis fermées, pour faire en sorte que l'Iran devienne un marché accessible aux produits des grandes nations capitalistes. Des centaines de millions de gens ont perdu leur emploi et des millions d'autres ont dû quitter leur maison pour offrir leurs bras à moindre prix aux capitalistes internationaux.

Tout cela a pu se faire, au cours des trois dernières décennies, grâce à la collaboration de l'une comme de l'autre faction de la République islamique; et le fardeau que cela représente pour notre nation, c'est toute la population qui le porte

L'affrontement des deux groupes qui se battent actuellement en Iran pour gagner une plus grosse part du pouvoir n'est pas très différent d'autres épisodes qui ont marqué de façon répétitive l'histoire de notre peuple. Le problème principal, c'est d'arriver à briser l'appareil de répression qui s'est constitué au cours des trente dernières années par coopération du capitalisme occidental et du fondamentalisme régional. Le fondamentalisme s'est transformé en outil de répression des mouvements populaires dans la région, et ne pourrait pas être facilement contrecarré – chose dont notre peuple a bien conscience.

Les gens exploitent au mieux les possibilités créées par l'affrontement des forces au sein du gouvernement car c'est le seul espoir qu'ils ont de déstabiliser le pouvoir de l'aile droite, qui est une machine énorme, impitoyable et répressive. Ils exploitent cette brèche pour faire entendre leurs revendications. A l'encontre des analyses qui soutiennent que l'un des groupes représente les travailleurs et les classes inférieures de la société et l'autre les classes moyennes et les néo-libéraux, il convient de dire qu'aucune de ces factions ne représente les groupes sociaux en question. On ne pourrait parler de représentation et de soutien populaire que s'il était possible pour une organisation indépendante de travailler librement dans cette optique ou s'il existait un minimum de libertés politiques. Ceux qui font ce type d'analyse doivent expliquer comment ils en sont arrivés à ces conclusions ou nous dire où il existe ce minimum de libertés publiques. Ce à quoi on assiste en ce moment, c'est à un courant

fondamentaliste aidé par la répression qui s'attaque au peuple iranien.

Beaucoup de ceux qui prennent part de loin aux récents événements n'ont pas conscience du fait que notre peuple est confronté à une violente répression depuis trente ans. Cette répression dure, brutale, s'est mise en place grâce à la coopération du système capitaliste et d'un système moyen-âgeux. Moyen-âgeux parce que les meurtres de masse et les méthodes de torture pratiqués en Iran sont sans équivalent dans aucun autre pays. Et à présent le seul rayon d'espoir qu'ait trouvé le peuple iranien, c'est la division qui s'est instaurée entre deux groupes au sein du parti dirigeant – quelque chose qui n'est malheureusement pas toujours compris. Il y a un parti unique au pouvoir en Iran, que l'on ne peut comparer aux régimes latino-américains et à ceux des pays du bloc de l'Est. Une simple manifestation de 1er Mai a été réprimée de la façon la plus brutale; des rassemblements pacifiques ont été accueillis par des balles. Deux détenus au moins on perdu la vie depuis le 9 juillet suite aux mauvais traitements infligés par les forces de sécurité. La violence dont la police fait preuve est sans équivalent dans aucun pays depuis trente ans.

De tous ces épisodes notre peuple a tiré des leçons, et il se sert aujourd'hui de ce qu'il a appris pour faire entendre ses revendications en exploitant la division qui s'est faite au sein du pouvoir. Des slogans comme «Hashemi, si tu n'interviens pas tu es un traître» est en fait une façon de monter une partie du régime contre une autre, et montre que notre peuple connaît bien ces deux factions. Cela montre aussi l'intelligence collective de notre peuple. Tous ceux qui pensent que les gens suivent une tendance de ce régime devraient aller discuter dans la rue avec eux. Notre peuple gagnera ses droits par ses propres forces. C'est pour cela qu'un grand nombre de membres de l'intelligentsia qui ont été victimes de mauvais traitements pensent qu'il faut participer à ces manifestations. La principale revendication des gens est la suppression des organes de répression. Cette machine répressive compte au moins neuf forces de police différentes: les milices Basij, les Pasdaran, les forces spéciales du NOPO, la police régulière, la police de sécurité, le ministère de l'information, le service de rensei-

gnements des Pasdaran, la police judiciaire...

FONDAMENTALISTES, RÉFORMATEURS ET CAPITALISTES : UNE MÊME PEUR DE LA RADICALISATION

L'inconsistance avec laquelle les médias occidentaux ont traité du mouvement populaire dans notre pays montre qu'ils n'ont aucun intérêt à ce que le mouvement se radicalise et élargisse ses revendications, et qu'ils désirent au contraire le canaliser dans une direction prédéterminée. Ce que les forces réactionnaires, les réformistes et les forces capitalistes mondiales ont en commun, c'est d'avoir toutes les trois peur d'une radicalisation du mouvement populaire. Elles font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que cela se produise, en s'entraînant. Parce que chacune de ces forces sait que notre peuple la rejettera et qu'aucune ne peut accéder à ce que le peuple désire. Chacune de ces trois forces – le monde capitaliste et les deux factions du régime iranien – tente de juguler cette radicalisation par différentes tactiques. Comme les forces capitalistes ne sont pas homogènes, chacune d'entre elles tente de parvenir au même but par une voie différente. Le régime fondamentaliste, qui recourt essentiellement à la force et à l'intimidation, trouve sa récompense dans la faiblesse des protestations occidentales et dans certains accords secrets. Les réformistes considèrent les marchés libres et les puissants médias occidentaux qui diffusent des promesses de paradis capitalistes comme leurs alliés. Cette tendance pourrait au bout du compte consentir à supprimer l'obligation du port du foulard et à légaliser la diffusion de certains chanteurs et acteurs d'Hollywood, mais elle ne fera rien pour changer la nature du régime. Le monde capitaliste ne perdra pas grand-chose si le pouvoir passe d'une tendance à l'autre; et que ce soit l'une ou l'autre qui satisfasse ses

exigences ne changera pas grand-chose non plus pour lui. Les puissants médias occidentaux sont au service de ce système, et ils étaient là pour montrer le mouvement populaire sous différents jours, et ainsi brouiller les enjeux et les frontières entre les actions radicales et les actions réformistes. Ils peuvent dépeindre le mouvement comme radical tout en empêchant que quoi que ce soit de sérieux se fasse pour porter atteinte aux profits des puissances occidentales et en maintenant en l'état les accords juteux mis au point précédemment avec le régime iranien.

Aujourd'hui, ce que réclame le



peuple, c'est la liberté et l'indépendance vis-à-vis de ces alliances diaboliques qui ont donné naissance à un monstre capable de faire taire toute voix réclamant la liberté en Iran et dans la région. Les forces capitalistes ont découvert que leur intérêt consiste à forger des alliances avec les régimes fondamentalistes qui leur fournissent tout ce qu'elles veulent. Le soutien apporté à des régimes comme l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Afghanistan, les Emirats arabes unis, le Pakistan et même la Turquie joue un rôle clé dans la pérennité du capitalisme international dans la région.

*Alireza Saghafi, Juillet 2009
Traduit de l'anglais par
Nicole Thé*

*Texte publié en anglais sur:
<http://rdfi.org/index.php/workers/454--the-popular-movement-and-various-factions-of-the-ruling-regime-by-alireza-saghafi>
Site de Righths & Democracy for
Iran*

*Le chapeau et les intertitres
sont de la CJ
Des informations régulières
sur l'Iran sont publiées
sur le site de l'OCL*

Haïti une catastrophe absolument pas naturelle

Le séisme du 12 janvier en Haïti est un événement, c'est-à-dire un moment qui met en lumière des raisons profondes et puissantes. La situation désastreuse dans laquelle se trouve la population haïtienne ne doit rien au hasard, mais elle est la conséquence directe de trois siècles de massacres, de pillages et d'esclavage, dont la responsabilité revient aux grandes puissances impérialistes qui se disputèrent ce bout de terre. Elles furent assistées dans leur sinistre tâche par une bourgeoisie locale vorace et particulièrement féroce, car Haïti c'est plus qu'un symbole c'est l'incarnation même de la barbarie capitaliste.

Doit on rappeler, pour les bonnes âmes qui trouveraient ce constat sévère, que ce pays, l'un des plus pauvres du monde, se trouve à quelques centaines de kilomètres à peine des côtes des États-Unis. Il suffit seulement d'une heure d'avion, de Miami à Port-au-Prince, pour que la misère succède à l'opulence.

Alors qu'aujourd'hui le monde entier se penche au chevet d'un peuple, avec tout ce que cela comporte d'hypocrisie et d'indécence, il est nécessaire de comprendre pourquoi cette catastrophe n'a malheureusement rien de naturel.

UN PEU D'HISTOIRE

Pour saisir quelques-unes des causes de la misère d'Haïti il est nécessaire de se plonger dans l'histoire de ce pays.

L'île est peuplée d'indiens Arawak lorsqu'elle est accostée par Christophe Colomb en 1492. Il la nomme HISPANIOLA, mais pour les conquistadores l'île a peu de valeur intrinsèque: peu d'or, pas d'argent. Ils la délaissent donc assez rapidement à l'exception de la ville de Saint-Domingue et de

quelques franges de littoral qui servent de bases arrière pour les convois espagnols. Pourtant les quelques années de présence coloniale ont suffi pour anéantir la

population indigène. Les historiens ont estimé qu'en à peine vingt ans 90% de la population autochtone avait disparu (meurtres, maladies et travail forcé...). Pour la remplacer les Espagnols importeront des esclaves africains. La colonie se développe et les galions chargés d'or et d'épices attirent les convoitises. Des corsaires et des pirates,

certains Français s'installent sur l'île de la Tortue et sur le littoral nord. Leur présence pérennisée ils s'organisent peu à peu en colonies.

La monarchie va soutenir ces colons et par le traité de Ryswick en 1697, elle se voit accorder une souveraineté sur la partie occidentale de l'île de Saint-Domingue.

L'exploitation intensive de l'île va pouvoir commencer. On y introduit pour les cultiver, la canne à sucre, le coton, le cacao et l'indigo, qui sert de colorant pour le bleu de Gènes qui donnera plus tard les fameux blue-jeans. L'île devient riche, et en moins d'un siècle la valeur des exportations de Saint-Domingue dépasse celle de la jeune nation américaine. À la fin du XVIIIe. Saint-Domingue est la colonie la plus riche du monde. Elle fonde sa prospérité sur le monopole du commerce

colonie entre elle aussi en pleine révolte. Il y eut d'abord la lutte entre colons royalistes et autonomistes, la révolte des affranchis - fils de colons ou noirs libres- désireux d'obtenir l'égalité avec les blancs, et finalement la révolte des esclaves pour leur liberté. Après des années de lutte acharnée, d'abord sous l'impulsion de Toussaint Louverture, puis de généraux indigènes comme Jean Jacques Dessalines, Haïti reprend son nom indien en se libérant du joug colonial et proclame le 1er janvier 1804 son indépendance.

C'est donc sur une révolte anti-esclavagiste transformé en une lutte anticoloniale que se fonde la première République noire de l'histoire. Mais cet Etat ne sera jamais véritablement reconnu par les puissances occidentales. Comment pourraient-elles en effet tolérer la souveraineté haïtienne en pleine phase de colonisation du monde ? Il y a de plus l'épineux problème de l'esclavage. Les Etats-Unis voient d'un mauvais oeil cette révolte qui pourrait donner des idées aux esclaves noirs des plantations du sud. Même chose pour le Venezuela et la Colombie pourtant libérés de la tutelle espagnole grâce à l'aide des haïtiens (en témoignent les bandes bleues et rouges sur leurs drapeaux).

La naissance de la nation haïtienne se fait donc sur trois fractures.

La première est de nature sociale: les tensions entre blancs/mulâtres qui veulent reconstruire l'économie de plantation et les *Bossales* (dénomination créole des haïtiens noirs) partisans de la petite propriété, recouvrent en fait des divisions de classes. Cette lutte des classes serait l'un des vecteurs majeurs de l'instabilité politique de l'île. Entre 1804 et 2004, ce ne sont pas moins de vingt-huit chefs d'Etat qui seront renversés ou assassinés.



La deuxième fracture est géographique, c'est la sécession, définitive en 1843, de la partie orientale de l'île qui devient la République de Saint-Domingue.

La troisième est d'ordre économique, c'est le paiement d'une dette dite «indemnité d'indépendance» à l'Etat français pour obtenir définitivement la paix. Cette dette énorme grèvera pendant longtemps le budget du pays et a clairement empêché un développement de l'économie haïtienne.

Mais même indépendants les haïtiens n'en avaient pas fini avec le colonialisme puisque c'est désormais l'impérialisme américain qu'ils allaient devoir affronter.

SOUS LA COUPE DES ETATS-UNIS;

Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, au nom de la doctrine Monroe pour renforcer leur contrôle et évincer celui de leurs concurrents européens, les États-Unis multiplient les interventions dans l'ensemble des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Après Cuba, la Colombie, Saint-Domingue, le Nicaragua et le Mexique, ce fut le tour d'Haïti.

En novembre 1914, le président haïtien voulant disposer de fonds gouvernementaux déposés à la banque nationale, une intervention militaire américaine l'en empêcha, mettant la main sur 500.000 dollars or. Sept mois plus tard, les *Marins* américains débarquaient à Port-au-Prince sous prétexte d'y rétablir l'ordre. Le chef

des troupes américaines fit élire un politicien prêt à collaborer. Un percepteur américain prit la tête des douanes. Un conseiller américain prit le contrôle de l'administration financière. L'armée haïtienne dissoute fut remplacée par une gendarmerie recrutée et commandée par l'armée américaine. L'occupant n'oubliera pas de rétablir le système des «corvées» (travaux collectifs obligatoires donc forcés), en fait un simulacre d'esclavage. La «chasse aux Cacos» (la résistance Haïtienne) se solda par des milliers de morts.

En 1918, une nouvelle constitution abolit l'interdiction faite aux étrangers d'accéder à la propriété foncière. Des sociétés américaines chassèrent de leurs terres des centaines de paysans réduits à la misère et à l'émigration. En 1922, la Banque nationale d'Haïti fut transférée à la National City Bank de New York. Un emprunt forcé de 40 millions de dollars auprès des États-Unis permit de solder la dette envers la France. Mais Haïti ne faisait que changer de créancier. L'occupation américaine se prolongea jusqu'en 1934. En 1935, le gouvernement haïtien racheta la Banque nationale mais la moitié des membres de son conseil d'administration restaient américains. Le département fiscal resta sous contrôle américain jusqu'au complet remboursement de l'emprunt de 1922, soit jusqu'en 1947. Et un traité de commerce de 1935 accorda aux États-Unis un statut privilégié.

Les États-Unis s'arrogèrent ainsi un droit de regard dans les affaires du pays. L'instrument de

cette influence pendant les années d'après-guerre fut l'armée d'Haïti dont ils avaient recruté et formé les cadres dans leur école militaire de Fort Brening et qui allait peser sur la vie du pays, y compris pendant la dictature de sinistre mémoire. Car malgré toute son horreur, le régime des Duvalier a tout au long de son existence bénéficié de la complaisance des grandes puissances, en particulier de celle des Américains. Car pour l'impérialisme américain, la situation politique en Haïti s'inscrivait dans un contexte plus général où sa sphère d'influence était soumise à bien des secousses. Dès janvier 1959, Castro s'était emparé du pouvoir à Cuba; ensuite les guérillas s'étaient développées en Amérique latine; enfin en 1965, les troupes US intervinrent pour étouffer une insurrection à Saint-Domingue. Du coup, même si les gouvernements américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, ont pu à certains moments faire semblant de prendre quelques distances vis-à-vis de Duvalier, ils ont toujours su faire preuve de compréhension lorsqu'il s'est agi de lui apporter une aide. En premier lieu, sur le plan militaire, par exemple pour créer et équiper les unités de *Léopards*, troupes spécialement entraînées à la lutte antiguérilla.

Aux yeux de l'impérialisme, la dictature des Duvalier avait non seulement le mérite de se maintenir au pouvoir et d'assurer une certaine stabilité, mais aussi de garantir des salaires misérables et l'absence de grèves. Une situation très appréciable pour les capitaux américains, canadiens, français ou italiens qui, profitant au même



titre que la bourgeoisie haïtienne d'une main-d'œuvre parmi les moins chères du monde, ont investi, au début des années soixante-dix, dans le textile, l'électronique, l'agroalimentaire ou la production de balles de base-ball.

Celui qui s'était nommé président à vie mourut finalement en avril 1971, non sans avoir désigné son fils, «Baby-Doc», pour lui succéder. Agé de 20 ans, lui qui n'avait jusque-là de goût que pour les voitures de sport et les night-clubs, mit alors l'accent sur la relance du tourisme, l'ouverture du pays aux petites entreprises de sous-traitance et l'appel aux capitaux étrangers.

Mais cette politique nécessitait quelques aménagements.

Sans renier le système dictatorial hérité de son père, Jean-Claude Duvalier essaya de redresser l'image peu reluisante du pays. Les syndicats ouvriers restèrent interdits et les paysans toujours soumis à l'arbitraire, mais les *Tontons macoutes*, ces bandes de soudards formés par la gendarmerie française, furent appelés à plus de discrétion. Mais après 30 ans de règne sans partage, et une fois son pays saigné à blanc, le dictateur fut lâché par les Américains. Le 7 février 1986, Duvalier s'envolait pour la France où il vécut un exil doré de millionnaire sur la Côte d'Azur avant de s'enfuir au Canada. Les cinq années suivantes virent de nouveau s'affronter militaires et politiciens, souvent corrompus, à l'ombre de la puissance américaine. Ceux-ci n'acceptèrent d'ailleurs pas l'arrivée au pouvoir en 1991 de l'ancien prêtre Jean-Bertrand Aristide qui remporta les élections de décembre 1990. Son mandat débuta le 7 février 1991, mais un coup d'État mené par Raoul Cédras et des militaires soutenus par la bourgeoisie d'affaires le ren-



ABA GWO PONYÈT MAKOUT NAN DEPO PAM!!

Kommandi Fransz Mésidor ay fi n pase twip mich men rats ou nou, pran kòb nou, jaja sakrite malout ou kò nou, et y ay fèye nou... Alèz ou men travayè n ay radè ou lave twot a 25 santim, you good...

PAN SI YON GWO BOKAT ENVOZAN (MÈNÈ) TOUT ZAK MEZINO SA YO, SE POU PÈNÈT YO KONTANYE EDPWATE NOU KÒM DADÈ, MALGRÈ NOU GENYÈN 10, 15 20 LANE N AY TRAVAY LA!

OUVRIYE, TRAVAYÈ, PWOGRESIS NAN OKAP: AN NOU TOUT POTE KOLE AK TRAVAYÈ PAM K AP MÈNNEN YON LIÈ LEJITIM!

Sendika Travayè Depo Pwogram Alimantè Mondyal



***À bas la répression dans les dépôts du Programme Alimentaire Mondial! Le commandeur Frantz Mésidor nous fait passer trop de misères à force de cris, vols de nos salaires, corps de sécurité macoules lâchés sur nous, disent qu'ils nous fusilleront... Tandis que nous, travailleurs, trimons à lever des boîtes pour vingt centimes, une gourde...**

Le PAM est une grosse boîte solidarisant humanitaire! Tous ces actes de Mésidor visent à leur permettre de nous exploiter comme travailleurs occasionnels! Alors que certains d'entre-nous ont dix, quinze, vingt ans d'emploi ici!

OUVRIERS, TRAVAILLEURS, PROGRESSISTES DU CAP: SOLIDARISONS-NOUS AVEC LES TRAVAILLEURS DU PAM QUI MÈNENT UNE LUTTE LÉGITIME!

versa dès le mois de septembre. En 1994, il fut rétabli au pouvoir sous la pression de l'administration de Bill Clinton (qui menaçait d'une intervention militaire) à la condition qu'il renoncât à récupérer les années perdues lors de l'intermède militaire. Il quitta alors la présidence en 1995 et fut réélu en 2000... pour appliquer fidèlement les directives du FMI... Après plusieurs mois de manifestations populaires et de pressions exercées par la communauté internationale, plus particulièrement par la France et les États-Unis, Aristide fut contraint à l'exil par des militaires des États-Unis, le 29 février 2004, lorsque des forces armées constituées d'opposants et d'anciens militaires qui contrôlaient le nord du pays menacèrent de marcher sur la capitale Port-au-Prince.

AUJOURD'HUI

À la veille du tremblement de terre le pays était sous la tutelle internationale, par le biais de la Mission des Nations Unies pour la Stabilité en Haïti (MINUSTAH). Cette MINUSTAH est d'ailleurs sous le coup d'accusations pour des exactions qu'elle aurait commises lors de différentes tentatives de «sécurisation» qu'elle mène depuis 2005 dans le plus grand bidonville de Port-au-Prince, Cité

Soleil. Ces mêmes casques bleus ont supervisé les élections de 2006 qui ont vu la victoire de René Préval, l'actuel chef du gouvernement.

Mais pour le peuple haïtien rien n'a vraiment changé, la misère est toujours aussi grande. Quelques chiffres pour saisir l'ampleur de l'enfer haïtien: l'espérance de vie est de 52 ans, la mortalité infantile de 76 pour mille (5 pour mille en Europe), l'analphabétisme concerne 50% des adultes, plus d'un habitant sur deux n'a accès ni à l'eau potable ni à l'électricité, et Haïti détient le record mondial des inégalités: 1% de la population possède 50% des richesses. L'aide internationale est un élément structurel de l'économie. Elle représente la moitié du budget de l'état, plus de 250 ONG fournissent aides alimentaires et médicales. Certaines sous couvert d'humanitaire professe un prosélytisme religieux.

On le voit c'est à cause de ces facteurs que la catastrophe du 12 janvier a été aussi dramatique, faut-il rappeler qu'un tremblement de terre est prévisible et que des pays comme le Japon s'accommodent très bien d'une activité sismique régulière?

Les ennuis des haïtiens ne

semblent pas être terminés et la reconstruction risque de se transformer en une mise sous tutelle pour la plus grande joie des «investisseurs» étrangers

Un simple coup d'œil sur une carte des Antilles permet de comprendre l'enjeu tactique de la petite île pour les États-Unis. Pour la surveillance de l'accès du canal de Panama, pour la surveillance de Cuba post castriste et encore plus pour celle du Venezuela, le

contrôle d'Haïti est d'une importance stratégique primordiale. On comprend donc qu'ils soient aux premières loges dans les opérations en cours. C'est pourquoi ces opérations ressemblent d'ailleurs plus à des opérations militaires qu'humanitaires

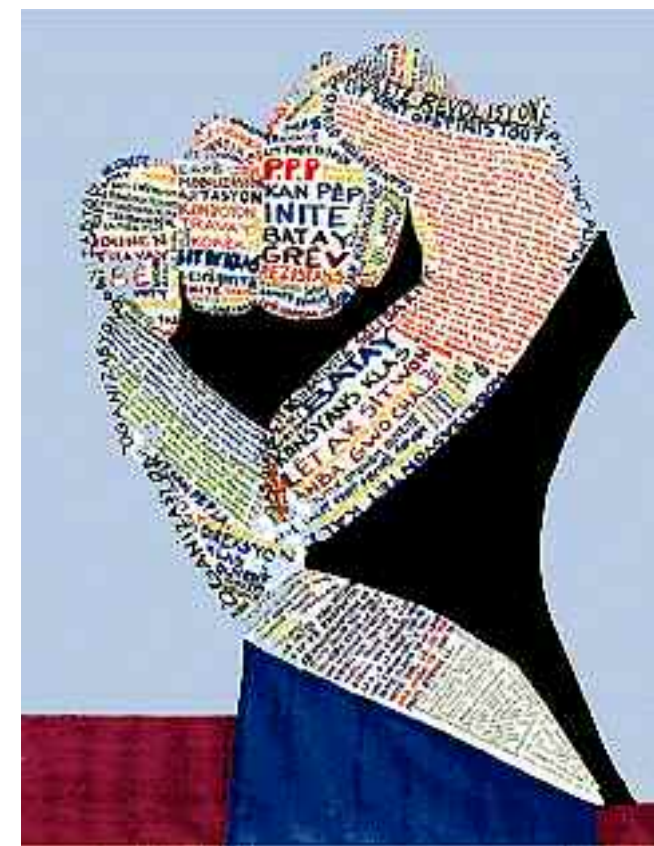
Deux siècles après son indépendance, Haïti n'en a donc toujours pas fini avec le colonialisme

Jean Mouloud
27 janvier 2010

La Solidarité internationale contre l'humanitarisme

L'Organisation Communiste Libertaire de Lyon appelle à la création d'un collectif « Solidarité avec le Peuple Haïtien » (SPH) ayant pour but de mener des actions concrètes de solidarité. Nous nous adressons en priorité aux groupes et aux individu(e)s parties prenantes des mouvements libertaire et alternatif, mais aussi à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans la démarche décrite ci-dessous. Il y a des causes sociales, économiques et politiques à l'effondrement des maisons et des bâtiments: l'effondrement de l'économie haïtienne consécutive à des décennies de dépendance, de dictatures sanglantes soutenues par les grandes puissances, de mesures du FMI qui ont accéléré la destruction de l'agriculture et la bidonvillisation des principales villes, à commencer par sa capitale Port-au-Prince aujourd'hui pratiquement rasée. L'aide qui va arriver se fera dans un cadre capitaliste. Des «opportunités» de business, d'enrichissement, de profits vont pulluler, seront saisies par tous les requins disponibles (en matière de BTP, en France, on connaît, mais la rapacité capitaliste est sans frontière) et laisseront le pays et ses habitants dans une situation aussi exsangue que maintenant. Alors que les médias d'Amérique du Nord et d'Europe (ceux des pays «développés») mettent en scène les corps souffrants des Haïtiens, les destructions des bâtiments officiels (ONU, ambassades, palais présidentiel, grands hôtels pour occidentaux...) et insistent bien sur l'action humanitaire de ces mêmes pays «développés» et de leurs chefs d'Etat (Sarkozy, Obama...), il semble tout à fait justifié et logique que des gestes et des propositions de solidarité se fassent jour de manière indépendante, pour allier l'efficacité d'une aide directe à ceux qui en ont besoin et la dénonciation de l'hypocrisie des grandes puissances de la planète au sujet d'Haïti. Il nous semble même décisif que des démarches multiples, organisée par des gens eux-mêmes, par des mouvements de base, par des structures syndicales, associatives, groupes politiques locaux ou par des regroupements créés pour l'occasion, essaient de donner un caractère politique et social à une aide directe. Aide de personnes à personnes, de mouvements à mouvements, dans le cadre de mobilisations collectives de sensibilisation (organiser des événements – fêtes, concerts, collectes et prises de paroles... – pour recueillir des fonds, par exemple), d'une solidarité internationaliste, en envoyant des fonds (et toutes autres choses utiles) à des collectifs, à des mouvements, à des organisations haïtiennes se battant depuis des années pour la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie, pour l'émancipation sociale et politique. Ces mouvements, déjà en grandes difficultés avant la catastrophe, sont à aider dans leurs tâches de reconstruction en même temps que doit se reconstruire les projets et les possibilités d'un Haïti différent, solidaire, où les Haïtiens pourront, enfin, reprendre leur destin en mains et décider eux-mêmes du type de société qu'ils souhaitent construire. Dans ce cadre général, beaucoup de forces, organisées ou non, peuvent converger, s'ajouter, acquiescer rapidement une visibilité, une utilité et une efficacité. Contact : ocl-lyon@la poste.net

Sur le site de l'OCL, un appel et les modalités de soutien pour une organisation de lutte de base «Bataille ouvrière»:
Batay Ouvriye B.P. 13326, DELMAS, HAITI (W.I.), TEL/FAX:
(509) 222-6719, Batayouvriye@hotmail.com
<http://www.batayouvriye.org/Francais/Accueil.html>



Afghanistan Huit ans de guerre.

L'entreprise guerrière impérialiste trouvait sa justification au lendemain des attentats de New-York et Washington. Le gouvernement taliban d'Afghanistan était désigné comme l'épicentre du terrorisme international. N'avait-il pas abrité le groupe terroriste Al Qaïda avec leur chef Oussama Ben Laden ? La lutte contre le terrorisme, est décrétée par le président Bush et le pays sera envahi en 2001.



Manifestation de RAWA, organisation de femmes révolutionnaires afghanes à Islamabad (Pakistan), avril 2006

AU LENDEMAIN
DU 11 SEPTEMBRE 2001...

Les USA et leurs alliés, sous couvert de l'ONU, apportent dans leurs paquetages la paix, la liberté et la démocratie. Ils débarrasseraient le pays des dictateurs islamo-terroristes. Déguisés en colombes, ils aident à installer alors au pouvoir le gouvernement fantoche d'Hamid Karzai, tout fraîchement sorti de leurs valises.

Si les mensonges justifiant l'intervention militaire de la coalition en Irak sont aujourd'hui avérés, reconnus et publics, les prétextes pour justifier l'agression contre les afghans par les forces impérialistes perdent chaque jour de leur crédibilité.

La guerre contre le terrorisme répondait au choc instrumentalisé des attentats perpétrés sur le sol américain. Prétexte que prit le président G Bush, pour déclarer le gouvernement (taliban) afghan complice des terroristes d'O. Ben

Laden, car sensé les abriter. Or, durant ces huit années de guerre anti-terroriste, et d'occupation de l'Afghanistan, (mais aussi de l'Irak depuis 2003), ils n'ont rien éradiqué du tout. Les groupes islamistes radicaux se sont disséminés et renforcés, non seulement dans ces deux pays, mais aussi dans la vallée du Swat au Pakistan, d'où ils menacent le gouvernement d'Islamabad, ou encore au Yémen et dans les régions subsahariennes du Maghreb. Certes ils ont été chassés du pouvoir, mais s'étant ressaisis, ils ont su frapper les pays alliés des Américains: l'Espagne, à Madrid en 2004, et la Grande Bretagne, à Londres, en 2005. En Afghanistan même, les talibans ont rassemblé de nouvelles forces, réfugiées de part et d'autre de la frontière avec le Pakistan. Ils ont aussi su tirer profit des rancœurs et sentiments nationalistes contre le pouvoir de Kaboul, brutal corrompu et collabo des étrangers. Ils ont aussi su instrumentaliser les victimes de la répression du pouvoir en place,

comme voici peu dans la province du Helmand, où l'armée afghane et les soldats américains ont tiré sur des manifestants civils devant une base militaire U.S, ainsi que des morts civils engendrés par les bombardements aveugles des frappes aériennes occidentales.

ELECTIONS ET DÉMOCRATIE SUR FOND DE GUERRE.

Le 20 août 2009, a eu lieu la deuxième élection présidentielle afghane, depuis l'occupation du pays. En lieu et place de liberté et de démocratie, nos bourgeoisies n'ont apporté aux populations que misère, insécurité et violences, exacerbées tant par le pouvoir et ses souteneurs étrangers, que par les attentats ou reprèsailles menés par les talibans.

Loin de maîtriser la situation malgré leur marionnette au pouvoir à Kaboul, les forces d'occupation peinent à trouver des alliés et appuis politiques afghans sûrs. Après huit ans, elles en sont réduites à traiter avec leurs ennemis: les talibans modérés ou les chefs de guerre locaux, soit par la répression, soit en les soudoyant. Une stratégie qui conduit à fortifier les chefs de ces cliques locales et à renforcer les milices à leur service.

En 2007, avec 68 000 soldats étrangers opérant dans le pays, la production d'opium (base de l'héroïne) a battu tous les records. A cette économie régionale des chefs de clans, est venue s'ajouter la culture de 70 000 hectares de cannabis.

Selon les responsables de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord): «Les Etats-Unis n'ont pas réussi à se concentrer sur les besoins et sur la sécurité du peuple afghan (...) le gouvernement afghan et l'aide internationale n'ont même pas réussi à répondre aux besoins essentiels des afghans». Pendant que la propagande alliée soulignait ses victoires contre les talibans ou Al-Qaïda, le pays et ses habitants échappaient au contrôle de Kaboul.

On peut considérer aujourd'hui que l'OTAN et la FIAS (Force Internationale d'Assistance à la

Sécurité) ont perdu le contrôle dans la plupart des régions du pays, où la résistance insurgée et talibane a su en tirer profit. Les forces internationales étaient responsables de 20% de morts civils, durant les dix premiers mois de 2009. Dans l'ensemble, le nombre de victimes civiles a augmenté de près de 11%, comparativement à la même période de 2008, soit 2038 morts civils, officiellement recensés. D'après l'ONU, c'est quatre fois plus que le nombre de soldats de la coalition tués en 2009. Notons que d'après le rapport des Nations Unies ces chiffres attribuables aux forces de la coalition sont en diminution de près de 50%.

En guise d'élections démocratiques, ce sont tractations entre le pouvoir central de Kaboul (sous l'œil des américains) et les seigneurs régionaux, qui négocient des postes ou avantages de toutes sortes. Ainsi Helematiar, taliban et chef d'une organisation islamique, poursuivi comme terroriste par les américains pour avoir combattu les troupes d'occupation avec d'autres, s'est engagé à déposer les armes, contre des postes ministériels ou de gouverneurs et des moyens financiers. Derrière la démocratie et la paix affichées des occidentaux s'abritent la brutalité et la corruption du régime. Par ailleurs, quel crédit de démocratie peut-on donner à un président élu, lors d'élections sous contrôle de forces d'occupation ? Comment croire à cette farce démocratique, quand dans de nombreuses zones rurales, le scrutin n'a pu avoir lieu, ou que le nombre de bulletins exprimés est supérieur au nombre de personnes en âge de voter ? L'homme des Américains est certes réel, mais, tous les observateurs conviennent que la farce électorale est un fiasco.

L'ANGE DE LA PAIX PROPAGE LA GUERRE.

Le 10 Décembre 2009, B. Obama reçoit le prix Nobel de la Paix. Passées les mythifications électoralistes, l'ange porteur d'espoir des humiliés, est redevenu ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le représentant « démo-

crate » de la bourgeoisie et, à ce titre, le garant des intérêts américains dans le monde. Aussi, c'est en tant que commandant en chef de l'armée US, qu'il confirme l'envoi de 30.000 soldats supplémentaires en Afghanistan, tout en assurant de leur retrait pour 2011, après la stabilisation du pays. Perspective que ses généraux n'envisagent même plus, occupés à proposer à des factions insurgées talibanes de venir s'asseoir à la table des négociations.

Pendant que les bourgeoisies célébraient un des leurs à Stockholm, le nouveau prix Nobel poursuivait la sale besogne de son prédécesseur et s'engageait à défendre leurs intérêts économiques et politiques derrière la bannière étoilée.

B. Obama veut le bien-être des populations. B. Obama doit gagner la guerre! Mais il s'agit d'abord de garantir les intérêts américains pour l'après-guerre. Ses bonnes intentions humanistes ne peuvent contrecarrer le lobby militaro-industriel engagé dans cette aventure. Les décisions qu'il doit prendre, lui sont dictées par le réalisme, défini et déterminé par le haut état-major U.S. et/ou son équipe. Equipe composée d'anciens recyclés du gouvernement Bush et de démocrates partisans de l'intervention militaire (H. Clinton, J. Biden, Holbrook, etc.). Tous partisans de renforcer les 70.000 GI's et les 40.000 soldats sous la bannière de l'OTAN. Tel est le sens de la demande du général Mc Chrystal qu'Obama a avalisé par l'envoi des 30.000 hommes supplémentaires. Renforts qui seront complétés par les alliés: 500 britanniques mais aussi des slovaques, des coréens...

Pour l'Europe et la France, les annonces se feront fin janvier lors du sommet de Londres consacré à l'Afghanistan. C'est à ce moment-là que notre président flanqué de son ministre Kouchner nous fera connaître ses intentions.

«Nous ne pouvons pas accepter le retour des talibans et d'Al-Qaïda à Kaboul. La défaite nous est interdite» déclarait péremptoirement le président français sachant que c'est Washington qui décidera ce qu'il conviendra de faire. L'Afghanistan, comme l'Afrique ou ailleurs (les opérations extérieures) est le domaine réservé du chef de l'état Chef des armées. La France est le 7^e contingent, sur 40, de troupes mises à disposition de l'OTAN et deviendrait le 4^e pays contributeur de

l'ISAF (force internationale d'intervention et de sécurité). Suite aux attentats du 11 septembre 2001 d'Al Qaïda, ce sont le président Chirac et son Premier ministre de cohabitation L. Jospin, qui avaient engagé la France dans cette agression militaire contre le peuple afghan. Ce consensus était légitimé par la position de l'ONU, qui en a assumé la responsabilité. Les talibans virés du pouvoir, un régime démocratique avec à sa tête un certain H. Karzaï, devait avec l'aide internationale reconstruire et sortir le pays de la misère...etc. etc... Bilan: huit ans de guerre, de misère et de chaos pour les populations afghanes et trente-neuf soldats français tués à ce jour, sur plus de 1600 soldats étrangers tués depuis 2001. Si l'ISAF est sous mandat des Nations Unies, c'est l'OTAN, avec à sa tête le général Mc Chrystal, qui assure la direction des opérations sur le terrain. Déjà en novembre 2009, Paris avait envoyé 150 gendarmes vers Kaboul, renforçant les quelques 3.900 hommes sur le terrain, soutenus de près ou de loin par les avions rafales et mirages 2000, basés au Tadjikistan, ou la marine qui sillonne l'océan indien. Même si le président Sarkozy attend le prochain sommet de Londres, pour donner la réponse de la France, nous pouvons être certains que le petit caporal français ne pourra refuser la demande du général Obama. Il en va de la grandeur de la France. Mais, de ces engagements militaires, dépendront les postes de commandement octroyés dans les structures de l'OTAN que Paris, via Sarkozy, vient de réintégrer.

UN ENJEU IMPÉRIALISTE.

L'Afghanistan serait-il devenu l'abcès de fixation des impérialismes? Avec la chute du mur de Berlin, les Etats-Unis sont devenus LA première super puissance militaire. L'occupation (1979-1989) puis l'éviction de l'URSS du pays, illustraient l'incapacité de la Grande Bretagne à assumer seule, son rôle d'impérialisme militaire historique dans ce pays, carrefour stratégique entre le moyen et l'extrême orient. De toute évidence et en toute continuité, la puissance américaine a pris le relais, dans ce pays. Lieu d'acheminement et de contrôle des matières vitales, pour le devenir de l'économie occidentale: pétrole, gaz etc. La découverte de nouvelles richesses minières et les bénéfices à en reti-

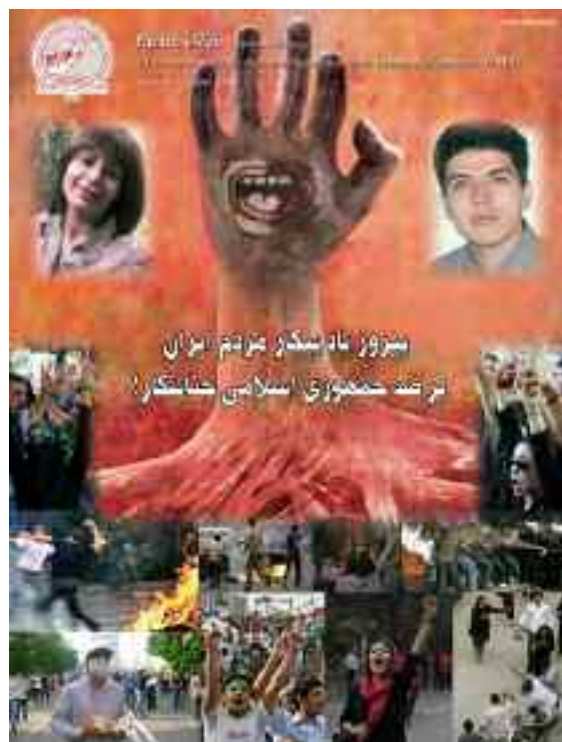
ner permettront sans doute de trouver quelques chefs de clan ou talibans, pour s'accommoder d'une présence étrangère plus allégée et ramasser leur mise.

Quand notre ministre B. Kouchner déclare: «Nous sommes d'accords sur l'Afghanistan et sur le fait que la solution n'est pas militaire... mais il faut des moyens militaires pour que la sécurisation de l'Afghanistan se poursuive», il résume, là, le fond de pensée de l'intervention «obligée» des alliés occidentaux dans ce pays, comme en Irak, pour le partage de profits futurs. Petits chefs de gang alliés guettant les faiblesses du Parrain? Peu importe le prétexte évoqué pour y débarquer. L'ONU a servi d'emballage, en y accolant: «Paix Liberté Démocratie». Peu importe le chaos, la misère ou les violences engendrées par cette occupation, il y aura toujours les médias pour relater les atrocités des talibans contre les femmes ou les enfants, voire contre nos soldats libérateurs. L'essentiel est de garder la main mise sur les ressources nécessaires à nos économies de demain. Il ne s'agit pas que de profits immédiats (qu'enregistre le complexe militaro-industriel de chacun des pays engagés), mais de la survie des bourgeoisies capitalistes de demain, pour qui aura su en prendre le contrôle aujourd'hui. Peu importe si l'armée se désengagera demain ou après-demain, peu importe si le pays sera contrôlé par les ennemis

d'hier. L'essentiel est de garder le leader cheap en devançant les autres puissances économiques montantes (Chine), ou impérialistes déclinante (Russie). D'autant qu'après la découverte de gisements de cuivre, on évoque des gisements d'uranium, d'argent... De quoi attiser et susciter des convoitises personnelles entre alliés occidentaux, et raviver les rivalités, sans contrarier le plus puissants d'entre eux. D'où les chassés-croisés de R. Gates, le secrétaire de la défense US, entre le Pakistan, sous pression américaine et inquiété par les talibans, et l'Inde déjà engagée dans le soutien au pouvoir de Kaboul. Voici peu d'ailleurs, R. Gates affirmait à New Delhi, que «[les USA] n'abandonneraient pas l'Afghanistan, malgré l'existence d'un plan de retrait progressif de l'armée, de ce pays». Pensait-il à la Chine qui s'est invitée discrètement en Afghanistan? En effet, un consortium chinois, en rachetant le droit d'exploitation d'une mine de cuivre à soixante kilomètres de Kaboul aurait mis la main sur le deuxième gisement mondial.

Coincé entre les bourgeoisies maffieuses internationales et chefs de cliques régionales, le peuple afghan risque d'attendre encore longtemps, dans la misère et l'insécurité, la Paix, la liberté et la démocratie tant promises par nos «belles démocraties».

MZ. Caen le 24 01 2010.



Affiche de Rawa

L'Algérie des Pieds rouges Une histoire Méconnue

Alors que les pieds-noirs fuient en masse l'Algérie devenue indépendante depuis le 3 juillet 1962, les Pieds rouges font le chemin inverse. Combien furent-ils ces hommes et ces femmes en grande majorité français(es) ? 20 000, 30 000 ? Difficile à dire. Ils étaient anticolonialistes, essentiellement des militants d'extrême gauche: des communistes et des socialistes (hétérodoxes ou en rupture de parti), des trotskistes (en particulier pablistes), des chrétiens (de gauche), des libertaires aussi (tendance Fontenis). Pour nombre d'entre eux(elles) ce fut la suite logique de leur engagement durant la guerre de libération (soutien logistique au FLN ; désertion ; insoumission).

C. Simon, à partir des témoignages de 80 d'entre eux (elles) nous raconte une histoire militante méconnue qui s'est déroulée entre l'euphorie de l'été 62 : tout un pays en liesse, où tout le monde parle avec dans la rue et y manifestent leur allégresse; et l'extraordinaire fête que fut à Alger en juillet 69 le Festival culturel panafricain (« un cycle s'achève symboliquement avec le Festival panafricain, une période pendant laquelle le champ des possibles a été ouvert »). Mais entre ces deux dates, c'est le coup d'Etat victorieux de Boumediene et le «champ des possibles» se rétrécit considérablement. Les «coopérants» vont bientôt remplacer les pieds-rouges devenus «socialistes en peau de lapin» dans les propos des représentants du nouveau régime. Le livre de C. Simon nous remet donc en mémoire les débuts de l'Algérie indépendante quand il ne nous en fait pas découvrir certains épisodes largement ignorés. Voyons brièvement quelques événements, comme incitation à la lecture.

Le 17 janvier 63 s'ouvre le congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA). Des commandos de quelques centaines de nervis transportés par camions font irruption dans la salle, se ruent vers la tribune, en expulsent les dirigeants puis les jettent dehors ainsi que ceux qui dans la salle protestent. Une fois l'assemblée sous contrôle et que la police a entouré le bâtiment, «on fait voter» à main levée le nouveau bureau du congrès» témoigne T. Grumbach. Le surlendemain, *El Moudjahid* lance un «Salut au congrès de l'UGTA» et à sa nouvelle direction. Le coup de force mis au point par le n° 1 du FLN (M. Khider) et/ou le chef de l'Etat (A. Ben Bella) met fin aux velléités d'autonomie du mouvement syndical.

En mars 63 l'Assemblée nationale constituante adopte le Code de la nationalité. Est «algérien» toute personne dont au moins deux ascendants en ligne paternelle étaient nés en Algérie et y jouissaient du statut musulman. Sont donc exclus les pieds-noirs

et autres européens de confession ou de culture chrétienne ou juive, dont l'Algérie est la terre natale, qu'ils aient ou non participé à la lutte de libération nationale. Exclues également les juifs du M'Zab et des oasis, qui non compris dans le décret Crémieux (1), deviennent du coup des apatrides. En juin la Constitution de la nouvelle République (approuvée à 98 % des voix par référendum) sanctionne ce que le Code de la nationalité avait esquissé: l'Algérie «tient sa force spirituelle essentielle de l'Islam» qui est proclamé «religion de l'Etat».

Vers avril 63 des pieds-rouges et des algérien(ne)s échafaudent le projet de monter un maquis inspiré des focos d'Amérique latine afin de «donner un coup d'accélérateur» à la «Révolution algérienne». Ce sera le maquis de Dra-EL-Mizan (village de Grande Kabylie). Mais «maquis» est un bien grand mot pour désigner ce qui s'est plutôt apparenté à un «camping». Certes il y avait des armes «2 ou 3 fusils qui se couraient après» et «le processus déclenché induisait l'affrontement», mais «rien de sérieux», les Services de renseignements n'étaient pas sans le savoir. Ben Bella lui-même déclarera qu'il s'agissait «plutôt (d')un groupe, car un maquis c'est trop dire». Néanmoins, quand le pouvoir sent la nécessité de lancer un coup de semonce à tous ses opposants; de désigner à la vindicte les indispensables ennemis de l'Algérie (les étrangers, en particuliers juifs à la solde du sionisme); de montrer du doigt la rétive Kabylie (2) la Sécurité Militaire monte l'affaire de Dra-EL-Mizan avec déploiement militaire savamment orchestré, exploitation médiatique des plus réussies et intervention du chef de l'Etat. Le «maquis» est démantelé en août 63 entraînant l'arrestation, lors de l'assaut des forces de sécurité, de plus de trente personnes dont une dizaine de «non-algérien(ne)s» et la mort d'une militante quelques jours auparavant dans des conditions jamais élucidées.

Le 8 mars 65, c'est la fameuse, la célèbre manifestation des femmes à Alger, où, par milliers elles vont défiler du Front de mer à Bab-el-Oued. Au départ c'est une manifesta-

tion officielle de l'Union Nationale des Femmes Algériennes (UNFA) pour célébrer la journée de la femme, mais leurs revendications spontanées, reprises à l'unisson, couvrent bientôt les mots d'ordre officiels lancés par haut-parleurs. Il est question d'égalité avec les hommes, d'accès au travail, de droits spécifiques. À l'arrivée de la manifestation, elles ont pratiquement toutes jeté leur voile. Chez les hommes, c'est la panique. Ils sont furieux. Les dirigeantes de l'UNFA sont convoquées et sermonnées. Leur participation à une manif de rue est jugée «indécente». Des imams s'en mêlent, qui accusent les manifestantes de «débauche». Aux hommes est adressé le message suivant : «Si tu ne sais pas tenir ta femme, c'est que tu n'es pas un homme» et également «Si tu tiens à ta place, tiens ta femme». La répression va s'exercer au sein des familles. Battues, chassées du foyer familial, les répudiées du 8 mars se comptent par centaines. Cette démonstration d'émancipation ne fut pas la seule. Celle qui accompagna la projection du «Sel de la terre» à Colomb-Béchar est un pur moment de bonheur, un de ces moments magiques de l'histoire.

Algérie, les années pieds-rouges est à lire, pour ce qu'il nous révèle des débuts méconnus de la jeune Algérie indépendante qui permettent une meilleure compréhension de l'Algérie d'aujourd'hui.

Scylla, (OCL-Lyon)

(1) Le décret Crémieux, désigne les décrets n° 136 et 137, du 24 octobre 1870, ayant trait à la citoyenneté française pour les «Israélites indigènes de l'Algérie», les «Indigènes musulmans» et les «Étrangers résidant en Algérie» (appelés plus tard les «Européens d'Algérie»).

(2) La première manif contestant la légitimité du régime benbelliste est la marche sur Tizi-Ouzou, en septembre 63, aux cris de «Nous voulons la démocratie», «À bas la dictature», «Elections libres». La répression s'abattit sur la Kabylie avec arrestations, torture «à grande échelle», vols, incendies de récoltes... La «pacification» relative prendra un an et demi.

Catherine SIMON 2009. *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*.

La Découverte.



Le « succès » du bracelet électronique

EOP... Copinage!

En Angleterre et au Pays de Galle le port du bracelet électronique peut être imposé dès l'âge de 10 ans ! En 2008, près de 20 000 adolescents de 15 à 17 ans en ont ainsi porté un. Mais, plus de la moitié ont essayé d'échapper à cette surveillance électronique, soit en retirant le bracelet, soit en violant le couvre-feu et les restrictions qui lui sont associés. Cette résistance ne date pas d'aujourd'hui, déjà en 2006, 2000 bracelets avaient été vandalisés ou retirés par ceux qui les portaient.

A noter qu'entre 1999 et 2008, plus de 400 000 britanniques ont été surveillés au moyen de bracelets électroniques. Des études ont révélé que :

La surveillance électronique a un effet neutre au niveau de la récidive.

Le signal permettant de géolocaliser les porteurs peut être bloqués par certains immeubles, des arbres sans parler des zones où tout signal GPS ou GSM ne passe pas.

Malgré tout, pour le ministère de la Justice britannique le bracelet est moins onéreux qu'un enfermement. Mais là-bas, comme en

France, on ne peut que constater qu'une majorité de porteurs de bracelet n'était pas condamnée à des peines de prison ferme pour le même type de délit voici encore 10 ans. Le bracelet apparaît finalement comme un nouveau type de peine psychologiquement très difficile à supporter !

En France, le ministère de la Justice a annoncé que l'objectif, en 2010, était de parvenir à 6 500 personnes placées sous surveillance électronique contre près de 4 000 en octobre 2009. Il faut rappeler que la surveillance électronique existe pour certains bébés (il faut l'accord des parents) dans certaines maternités et qu'il est aussi question de mettre sous bracelets un certain nombre de patients des hôpitaux psychiatriques. Ce projet fait d'ailleurs bondir tous les psychiatres qui y sont farouchement opposés. En effet, ce type de surveillance électronique existe déjà à l'étranger et les médecins ont pu constater chez leurs patients des angoisses massives, une dépersonnalisation, une transformation de l'image corporelle et des automutilations pour se débarrasser du bracelet.

«Les Français aiment leur flics» ! C'est sous ce titre que le Siné-Hebdo du 13 janvier propose un dossier de 7 pages sur la Police : salaire, primes, bavures, garde-à-vue, impunité, déontologie, quadrillage des quartiers, performances du chiffre... Même si le côté people du «sondage exclusif BVA» qui charpente l'enquête nous a fait marrer, le tout est bien fait, et donne quelques arguments pour gueuler «mort aux vaches» en toute légitimité ! Tant que nous en sommes au

rayon des cognes, profitons en pour rappeler l'existence de l'**Observatoire des libertés publiques** (<http://quefaitlapolice.samizdat.net/>) qui ne connaît pas de chômage technique dans le recensement de la bavure ou de la malversation en uniforme, tout comme le réseau **Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires**, qui publie le bulletin éponyme, disponible sur le site <http://resistons.lautre.net/>.

Croisement des fichiers sociaux : Le RNCPS est créé !

Le Répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS), dont on vous avait déjà parlé sous cette rubrique, a été officiellement créé le 18 décembre 2009. Il ne s'agit pas d'un nouveau fichier mais d'un logiciel permettant de croiser les bases de données de l'assurance maladie, de l'assurance retraite, des prestations familiales et des minima sociaux comme le RSA, des accidents du travail (c'est-à-dire les 4 branches de la Sécurité Sociale) auxquelles il faut y ajouter les données de Pôle emploi pour l'assurance chômage. Outre l'état civil (nom, sexe, date et lieu de naissance, ...), ce répertoire centralise les données concernant les prestations sociales perçues par chaque assuré et l'adresse correspondante. Les données peuvent être consultées en temps réel par des agents habilités de toutes les branches de la Sécurité sociale, de Pôle emploi et des Urssaf, les organismes qui recouvrent les cotisations sociales. Les collectivités locales et les centres communaux d'action sociale y ont également accès pour les aides sociales qui sont de leur ressort (RAS, aides aux personnes âgées et handicapées).

L'administration fiscale ne fournit pas de données au répertoire et elle ne peut pas le consulter. Mais cela ne durera pas car en 2011 une autre base de données permettra de faciliter les échanges d'informations entre le fisc et les organismes de la Sécurité Sociale (à noter que ces échanges ont déjà ponctuellement lieu).

Ce logiciel permettant de croiser des fichiers, a soi-disant été créé pour lutter contre la fraude. Or, la Caisse nationale d'Allocations Familiales a procédé en 2008 plus de 81 millions de contrôles et détecté 9 397 fraudes. Le montant total de cette fraude s'est élevé à 79,77 millions d'euros, ce

qui représente moins de 1/1000 par rapport au total des prestations versées. Cette fraude des particuliers est dérisoire par rapport à celles des entreprises concernant la fiscalité (TVA évitée, impôts sur les bénéfices des sociétés minorés, ...).

A noter que l'accès au RNCPS pour les conseils généraux et les Centres Communaux d'Action Sociales devront se faire par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignation. Cela étonne beaucoup les personnes qui bossent dans ces services sociaux car techniquement ils n'ont plus besoin de cet intermédiaire.

En fait, certaines émettent une autre explication à la présence de la Caisse des Dépôts et Consignation. En effet, aujourd'hui elle a pour la mission « d'appui logistique à l'informatisation, en réseau des administrations, collectivités locales ». Un député, Warsmann, a fait voter en première lecture (le texte passera au Sénat plus tard) un projet soi-disant « pour la simplification et l'amélioration du droit ». On peut y lire que « les autorités administratives échangent entre elles toutes informations ou données strictement nécessaires pour traiter les demandes présentées par un usager ». Si cet article 2 de la loi Warsmann est voté, tous les fichiers sociaux détenus par des administrations seront à la merci d'un décret d'application susceptibles de devenir accessibles à toutes les autres administrations... On devine la future mission de la Caisse des Dépôts et Consignations qui pourrait être d'interconnecter le RNCPS et ce nouveau logiciel d'interconnexion. A terme, s'il n'y a aucune mobilisation, ce sera le retour du projet « safari » des années 70. Pour en savoir plus : <http://www.ldh-toulon.net/> et <http://antidelation.lautre.net>

Luttes contre les nanotechnologies (voir CA 196)

Le gouvernement français tente d'organiser des « débats citoyens » dans des grandes villes (17 étaient prévus) afin de faire accepter les nanotechnologies. Ces débats sont organisés par la commission nationale du débat public (CNDP) avec un numéro vert pour poser des questions par téléphone et retransmission sur Internet. En fait, ces débats ont pour fonction de faire accepter le plan « nano-innov » qui pour 70 millions d'euros prévoit la construction de deux nouveaux centres de recherche, à Toulouse et Saclay, après celui de Grenoble créé en 2006.

Cette opération de propagande, du même type que celles que nous avons connu pour nous faire aimer et désirer le nucléaire civil ou les OGM, est très mal partie. La CNDP essuie échec sur échec : débats annulés par les opposants à Lille, Grenoble, Rennes et Marseille, perturbés à Clermont Ferrand, Toulouse, ... des dizaines de personnes empêchées d'accès aux réunions à Caen ou Besançon. La résistance s'organise pour annuler d'autres réunions, le 26 janvier à la faculté d'Orsay, le 16 février à Nantes, et le 23 février à la Cité des Sciences et de l'industrie de La Villette. Soyons tout de même certain que pour l'Etat français, ces débats

citoyens auront été positifs !

La nanotechnologie est cette technologie qui manipule la matière, vivante ou inerte, à l'échelle de l'infiniment petit. Elle permet donc par exemple de miniaturiser l'électronique pour fabriquer des mini-puces comme les RFID (identification par radio fréquence) capables de stocker de grandes quantités de données personnelles et lisibles à distance. La nanotechnologie est donc, à bien des égards, l'arme technologique par excellence de la surveillance généralisée de toute population. Cette technologie intéresse au plus haut point l'Etat pour son armée, sa police et ses administrations. En complément, cette elle intéresse aussi le capital car il produit déjà des nanoparticules incorporables à des centaines de produits pour en modifier les caractéristiques (verres autonettoyants, tissu anti-tâche, ...) et ouvrir de nouveaux marchés... Comme nous pouvons nous en douter, ces nanoparticules peuvent être extrêmement dangereuses comme les nanotubes de carbone qui attaquent les poumons de la même façon que l'amiante.

Pour en savoir plus : www.nano-monde.org et www.pieceset-maindoeuvre.com

Le fichier « ELENA » en Allemagne

Au départ, en 2008, ce fichier recensait au niveau de l'Allemagne les salaires de tous les salariés. Maintenant, ce fichier comptabilise aussi leur temps de grève, la légitimité ou non d'une grève, les rappels à l'ordre à l'égard des employés, des temps de lock-out et ... les raisons d'un licenciement (faute grave, refus de suivi d'ordre, etc.). C'est le fichier des « bons » et des « mauvais » salariés, sorte de livret ouvrier du XXI^e siècle

La justification de ce beau fichier est une « simplification » des démarches administratives, un gain de temps et d'argent, une sécurité contre la fameuse fraude dans la demande de prestations sociales et un « avan-

tage » pour les salariés qui auraient rapidement besoin d'une attestation de travail !

En théorie, les entreprises n'auraient pas accès à ces données. Par contre, l'agence fédérale pour l'emploi qui gère ce fichier en a besoin ! En effet, elle ne se cache pas de dire, par exemple, qu'elle a besoin de connaître le temps de grève non légitime... pour déduire ce temps de l'allocation de chômage auquel un licencié a droit.

En France on avait « Edwige », les Allemands ont « ELENA », plus poétique que « Elektronischer Einkommensnachweis » qui peut être traduit par « preuve électronique des revenus »

Résistance à Base-élèves : Un an après...

Le Collectif National de résistance à Base Elèves a soufflé sa première bougie. En effet, en novembre 2008, une première réunion à Paris avait alors permis de regrouper des directeurs isolés et des parents offusqués pour organiser la résistance à la mise en place du fichier central de l'enfance scolarisée.

Depuis, le collectif a soulevé des montagnes :

- Deux cents directrices et directeurs d'école continuent à refuser de renseigner la Base Elèves malgré les sanctions financières, les déplacements et les pressions de toutes sortes.

- Près de deux mille parents ont déposé une plainte au Tribunal parce qu'ils étaient dépossédés de leur droit d'opposition à l'immatriculation forcée de leur enfant.

- Une trentaine de collectifs locaux ont interpellé sans relâche les élus, les responsables syndi-

caux et associatifs, la presse...

- Un dossier a été déposé auprès du Comité des droits de l'enfant à l'ONU.

- Une enquête est en cours au Conseil d'Etat.

Le collectif a soulevé aussi un lièvre : la Base Nationale des Identifiants Elèves (BNIE) qui, sans aucun encadrement légal, permet de conserver les données des élèves pendant trente-cinq ans. Le collectif a soulevé des questions notamment sur les systèmes informatiques qui enferment les élèves dans une évaluation permanente et un carcan implacable : fichage - traçage - marquage.

Ces montagnes... ce lièvre... ces questions... ont été au cœur de la rencontre du Collectif National de Résistance à Base Elèves qui s'est déroulé les 23 et 24 janvier à Bobigny. Nous en reparlerons le mois prochain.

Sur le SITE de l'OCL <http://oclibertaire.free.fr/>

Outre les articles de Courant Alternatif et nos productions, le site de l'OCL propose de l'information, de l'analyse, des documents, des émissions de radio, et des forums de discussion. Petite sélection de ces dernières semaines

Des articles :

- **IRAN** : un tournant dans la lutte pour en finir avec la dictature islamique

Appel à la solidarité internationale
La journée du dimanche 27 décembre a été la plus sanglante depuis le début du soulèvement en Iran. Une situation qui ne peut que susciter la solidarité partout où cela est possible, comme le demandent diverses organisations de l'opposition laïque et révolutionnaire, dont le Parti Communiste Ouvrier d'Iran (non stalinien)

- **TGV - TAV Lyon Turin**

La lutte "historique" contre le TAV Lyon-Turin redémarre ces jours-ci dans la Val de Susa et à Turin.

- **Haïti : Batay Ouvriye : APPEL À LA SOLIDARITÉ**

Un appel de l'organisation de base «Bataille ouvrière»

- **Haïti : Une catastrophe pas naturelle !**

Appel à la solidarité ouvrière : La solidarité des peuples contre l'humanitarisme

1) Appel à la solidarité du Réseau de Solidarité avec Batay Ouvriye Haïti

(New York) et du collectif « Autonomie et Solidarité » de Miami.

2) Traduction d'un texte de José Antonio Gutierrez D. (Anarkismo)

- **La question kurde et l'anarchisme**

Interview d'une organisation Anarchiste d'Istanbul : OHA

Depuis un siècle, le peuple kurde, une nation divisée sous la domination des États turcs, irakiens, iraniens et syriens, n'a pas le droit d'exister. Ils ont été privés du droit à l'autodétermination, de s'organiser comme ils l'entendent, de posséder leur propre terre, de vivre selon leur culture, même de parler leur langue, tout en étant écrasés sous le poids d'une organisation semi-féodale extrêmement arriérée et autoritaire créée à des fins de contrôle social. (...) Et des informations sur la répression en Turquie

- **Cuba : Appel contre les obstructions et les interdictions**

Le signe tangible d'une première vraie dissidence de « gauche » à Cuba ?

Des brèves d'Actualité, des communiqués ou des tracts :

- * 25 janvier - Succès de la manifestation anti-LGV d'Hendaye

- * 24 janvier - CRA de Rennes : La mobilisation enrayer les expulsions !

- * 23 janvier - Mohamed a été expulsé

- * 23 janvier - Déclaration internationale contre les Lignes à grande vitesse

- * 20 janvier - Poitiers : contre le fichage ADN

- * 20 janvier - Des nouvelles des luttes

contre les LGV / TAV, manifestation le 23 janvier à Hendaye

- * 16 janvier - Semaine de la Solidarité avec les inculpés de l'incendie du CRA de Vincennes

- * 13 janvier - Communiqué du Collectif «Arrêt du TGV» !

- * 11 janvier - Poitiers : relaxe pour tous les militants condamnés !

- * 10 janvier - Rencontres Zapatistes à Paris

Des émissions de Radios à écouter ou télécharger :

- L'Egrogore du 4 Janvier 2010

Quelques nouvelles du meilleur des mondes - Iran - JO Vancouver

- L'Egrogore du 11 Janvier 2010

Iran en luttes

- L'Egrogore du 18 Janvier 2010

Retour d'Amiens - Lutte contre la LGV au Pays Basque

- L'Egrogore du 25 Janvier 2010

Lutte contre la LGV retour sur la manif - Haïti

- Emission "Vive la sociale" du 21 janvier 2010 (Fréquence Paris Pluriel). Avec trois camarades iraniens : Fereidoun, Cambiz et l'écrivaine Chahla Chafiq sur la situation actuelle en Iran

Des journaux locaux ou brochures

- **Chat Noir N°23, janvier 2010**

Journal communiste libertaire et d'écologie sociale de Champagne Ardennes.

- **A propos de la grève générale**

Une brochure de 12 pages.

- **PODEMOS ! Nous pouvons vivre**

sans le capitalisme

Une brochure qui traduit une bonne partie des textes de la publication ¡Podemos ! Nous pouvons vivre sans le capitalisme, publié par des activistes catalan réunis autour d'Enric Duràn, dit le « Robin des banques ».

Des Messages de forums laissés par les internautes...

- * 22 janvier - Des nouvelles des luttes contre les LGV / TAV

- * 20 janvier - [Marseille] Débat public nanos encore raté !

- * 19 janvier - [Iran] : Les iraniennes font connaître leurs revendications

- * 16 janvier - [Lyon] Le débat public sur les nanos ANNULÉ !

- * 6 janvier - Grippe : manips et fric

- * 6 janvier - A propos du prix « Ni dieu, ni maître » et d'Onfray...

- * 5 janvier - Médecins étrangers , une immigration « choisie »

- * 30 décembre - A propos du prix « Ni dieu, ni maître » et d'Onfray...

Le site est bien sûr libre de droit et gratuit mais n'existerait pas sans Courant Alternatif, alors...

ABONNEZ-VOUS ! RABONNEZ-VOUS !
(conditions en page 2)

Répression et actions solidaires avec les répriméEs Au Pays Basque

L'année 2009 aura vu une escalade notoire dans l'expression des moyens de répression des Etats européens, en particulier des Etats français et espagnol.

Le contexte des luttes autonomistes et indépendantistes au Pays Basque fait que la répression et le combat anti-répression y ont des aspects spécifiques. Il sera question essentiellement dans cet article des formes de la répression au Pays Basque Nord et des résistances qui lui sont opposées.

Un contexte combatif sur de nombreux terrains

Les luttes ou les réalisations concrètes mises en place par les abertzale (militant-es luttant pour l'autodétermination du Pays Basque), que ce soient les gaztetxe (maisons des jeunes autogérées), les bars alternatifs, le GFA mutuel (groupement foncier agricole), la Chambre d'agriculture auto-créée et autogérée, des médias autonomes spécifiques ainsi que bien d'autres pratiques, sont les signes d'un dynamisme populaire et collectif évident. Certaines de ces structures autonomes inquiètent le pouvoir central ainsi que ses relais locaux; en effet, loin d'être des coquilles vides, elles fonctionnent très bien et répondent à de réels besoins; elles révèlent aussi de façon exemplaire combien la volonté d'autodétermination est vivace et large et, de plus, elles apparaissent comme des exemples positifs propres à étendre et accroître la sensibilité autonomiste ou indépendantiste. C'est pourquoi elles attirent l'attention répressive du pouvoir.

C'est ainsi par exemple que police et justice se sont faites, en 2009, le bras armé du préfet, représentant de l'Etat, pour harceler pénalement des militants paysans. Les uns du GFA pour pseudo-violence contre les flics, un autre pour refus de livrer son ADN, un autre encore du syndicat paysan ELB (syndicat lié à la Confédération paysanne) parce qu'il est le représentant déclaré d'une Chambre d'agriculture du Pays Basque considérée par l'administration française comme une manifestation concrète d'autonomie insupportable.

Par ailleurs, un autre élément du contexte propre au Pays Basque Nord est le recours aux actions de sabotage; celles-ci ont repris depuis quelques années, après une interruption assez longue marquée par la décision du groupe Iparretarrak de sus-

pendre, en 2000, la lutte armée. Ce sont les intérêts touristiques et immobiliers (hôtels-restaurants de luxe, golfs, agences immobilières), dénoncés par ailleurs au cours d'actions et de mobilisations pas du tout clandestines, qui, comme dans les années 80-90, ont à nouveau été visés par des attentats. Les autorités disent en avoir fini avec le groupe Irrintzi, le 18 décembre dernier, après l'arrestation et la mise en détention provisoire de deux jeunes gens. Mais il semble que d'autres personnes commettent aussi, parallèlement, des sabotages, sur le thème «Le Pays Basque n'est pas à vendre».

C'est aux jeunes générations surtout que l'Etat s'en prend, ce qui n'est pas nouveau, ni non plus spécifique au Pays Basque. L'objectif policier est clair: il s'agit de mettre à jour les fichiers de nouveaux militants potentiels et surtout de faire pression sur les jeunes et leurs familles, de leur faire peur afin qu'ils soient dissuadés d'agir. Les interpellations et gardes à vue successives qui se sont faites en 2009 ont eu une ampleur rare, sur le mode de véritables rafles qui ont touché des centaines de jeunes gens, y compris des mineurs. Ces gardes à vue massives ont débouché le plus souvent sur des remises en liberté mais aussi sur des emprisonnements et des poursuites judiciaires. Le cas le plus récent a été l'interpellation, assortie de poursuites pénales, de deux jeunes militants pour « vol de drapeau » le 11 novembre.

Par ailleurs, la répression contre les indépendantistes est co-organisée par les deux Etats, français et espagnol. Les policiers français, secondés par la Guardia Civil présente sur le territoire hexagonal, ainsi que par la Ertzaintza, (cette police du gouvernement basque reçoit également des ordres du gouvernement de Madrid) qui vient récemment d'obtenir le feu vert pour opérer en Pays Basque nord (seuls les inté-



rêts patronaux et policiers ont tout loisir de faire tomber les frontières !), poursuivent plus que jamais leur chasse aux militant-es présumés d'ETA. Sans compter le retour à des pratiques para-policieres, avec des enlèvements de militants, comme celui subi par Jon Anza (cf. CA 194), disparu depuis le 17 avril 2009, enlevé et éliminé sur le territoire hexagonal, vraisemblablement par des policiers ou agents spéciaux espagnols, avec la complicité des autorités françaises restées aveugles et muettes.

Un combat anti-répressif solidement organisé

Le combat anti-répressif est évidemment au coeur de la lutte indépendantiste au Pays Basque. Il n'est pas humanitaire mais fondamentalement politique: c'est en réponse à l'engagement de militantEs dans la lutte pour l'autodétermination ou pour l'indépendance que les Etats français et espagnol enrichissent leur arsenal de lois scélérates qui, sous couvert d'« anti-terrorisme », permettent d'interdire des organes de presse, des opinions, des manifestations, des partis politiques, des listes électorales..., comme c'est le cas au Pays Basque sud ! Et de déboucher sur une pléthore de gardes à vue, de jugements et d'emprisonnements: en dix ans le nombre de prisonniers politiques basques est passé de 463 (dont 76 dans l'hexagone) à 750 prisonniers (dont 170 dans les geôles françaises).

Le combat anti-répressif s'inscrit dans la durée. Le collectif Etixerat (« Retour à la maison » ce collectif existe aussi au Pays

Basque Sud, mais il est menacé d'être interdit) est une association de soutien aux familles des prisonnierEs. L'association Askatasuna (interdite au Pays Basque Sud) fédère le soutien et la défense des réprimés et emprisonnés ; elle mène des actions d'information et des appels à la solidarité (argent, manifestations); elle se fait aussi le porte-voix du Collectif des prisonnierEs (qui structure et assure une aide logistique et matérielle aux prisonnierEs indépendantistes) ; celui-ci a entamé un nouveau cycle de luttes de longue haleine à partir de janvier(1).

Comme ceux et celles qui sont incarcérés sur le territoire espagnol, les prisonnierEs du Nord exigent que leur soit reconnu un statut de prisonnier-E politique; ils-elles revendiquent depuis de longues années leur regroupement et leur rapprochement au Pays Basque (les prisonnierEs sont dispersés dans 84 prisons espagnoles et françaises), refusant que leurs familles et amiEs aient à parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour leur rendre visite, et se battent, entre autres, contre les mesures d'isolement. Lorentxa Guimon (2), originaire d'Anglet, arrêtée en janvier 2003, a débuté une grève de la faim depuis le 2 janvier dernier pour dénoncer ses conditions de détention à Roanne; elle demande la fin de son isolement, le rapprochement de son compagnon, incarcéré à Lannemezan et la restitution immédiate de ses permis de visite.

Les revendications portées par les mouvements contre la répression ont profondément changé au fil du temps. Il ne s'agit plus, comme dans les années 80, de réclamer l'amnistie des prisonnierEs. Les rapports de force se sont nettement dégradés, affaiblissant le camp de ceux et celles qui luttent, que ce soit au Pays Basque ou au niveau international. Les espoirs d'une résolution politique rapide du conflit ont été déçus plusieurs fois au point qu'une issue positive, permettant la libération des prisonnierEs, n'est envisagée qu'à long terme. Les revendications portent ainsi sur ce qui peut améliorer la condition des emprisonnés mais aussi, et cela va de pair, sur ce qui peut favoriser le maintien des liens entre les prisonnierEs et ceux-celles qui luttent dehors.

L'anti-répression, une dimension populaire

Les structures citées plus haut (Askatasuna, Etxerat, Collectif des prisonniers) mènent un combat anti-répressif dont la stratégie est étroitement liée à celle de la gauche indépendantiste. Elles sont capables de mobiliser très rapidement des dizaines de personnes dans plusieurs villes et villages dès la moindre interpellation et des foules de milliers de manifestants au Pays

Basque Nord (des dizaines de milliers au Pays Basque Sud).

Outre ces structures, existent aussi d'autres initiatives plus ponctuelles: par exemple, la mise en place de comités de soutien, constitués pour telle ou telle personne emprisonnée, bien connue dans son village, son quartier ou son entreprise; l'organisation de repas ou de concerts par des associations de village ou de quartier pour recueillir de l'argent ; l'information, la résistance et la solidarité à propos d'un aspect particulier de la répression, comme le Collectif Oldartu («Révolte»), regroupant des militants politiques, syndicaux et associatifs, qui s'est engagé récemment dans la lutte contre le fichage ADN; l'organisation par des jeunes des gaztetxe de conférences informatives, de projections de films, de débats sur la répression...

L'anti-répression fait partie du «paysage» obligé des luttes au Pays Basque. Vu le nombre d'interpellés et d'emprisonnés, tout le monde ou presque connaît unE voisinE, unE collègue, unE amiE, un membre de la famille touchéE par la répression. De plus, l'information se fait largement sur les arrestations, les procès, les tortures, les conditions carcérales que vivent les prisonnierEs, les souffrances des militantEs et de leurs familles ; tout cela est aussi rappelé à de nombreuses occasions, dans les lieux et les circonstances les plus variés : dans les rues ou sur les routes, par des affiches, graffitis, banderoles; par les médias; au sein de quasiment toutes les manifestations, quel que soit leur thème; mais aussi au cours des fêtes.

La conscience est largement partagée que, à l'engagement politique des militantEs, l'Etat peut répondre par la répression. Cependant ce lien action militante - répression n'est pas pour autant accepté comme un engrenage fatal ou comme une

chose banale. La répression est fortement dénoncée pour ce qu'elle est : la violence étatique utilisée pour tenter de briser des individus et des collectifs ainsi que leurs aspirations, d'étouffer la combativité, d'étrangler les luttes, et de nier la légitimité des revendications.

Et, la seule riposte qui vaille et qui est préconisée, c'est la responsabilisation et l'implication du plus grand nombre, la solidarité active et le renforcement de la lutte collective.

Pays Basque,
le 24 janvier 2010

1 -Le Collectif revendique la libération immédiate des prisonnierEs ayant accompli leur peine (en effet, en vertu d'un nouveau code pénal aggravant les sanctions pour « terrorisme », de nombreux prisonnierEs se voient infliger des allongements de peine et ce de manière rétroactive ; c'est le cas pour Jose Mari Sagardui, incarcéré ainsi depuis 30 ans, ce qui fait de lui le plus ancien prisonnier politique d'Europe); la libération immédiate de ceux qui peuvent bénéficier d'une liberté conditionnelle; celle des prisonnierEs atteintEs de maladie incurable; le Collectif exige en outre le regroupement des prisonnierEs basques, donc la fin de leur isolement politique, et leur rapprochement du Pays basque.

2 - Lorentxa Guimon, Centre de détention, écrou n°488 F, rue Georges Mandel, BP 10008, 42311 Roanne cedex.



Promenade à travers l'antirépression

Réfléchir sur l'antirépression implique que soient abordées quelques questions essentielles : Quelle est la nature de cette répression ? Qui touche-t-elle ? Dans quel contexte s'exerce-t-elle ? Quel sens politique voulons-nous lui donner, quelles stratégies adopter ? Depuis plusieurs mois, de nombreux textes ont circulé, qui abordent tout ou partie de ces interrogations. Nous avons voulu, à travers quelques-uns d'entre eux, dégager certaines positions qui peuvent nous permettre de continuer à réfléchir.

Même si la montée en puissance de la répression ne date pas du 11 novembre 2008, il faut bien reconnaître que « l'affaire de Tarnac a constitué un point d'orgue dans le concert des répressions » (1). C'est ce qui explique que pas mal de textes auxquels nous allons faire allusion partent de cet événement et de ses conséquences pour aboutir à des considérations plus générales concernant des situations plus diverses.

L'Etat de droit

Une question récurrente est celle du rapport à la notion d'« Etat de droit » et de « libertés démocratiques ».

Alain Brossat, dans *Tous Coupats, tous coupables !* (2) est clair et net : « Il s'agit bien, aujourd'hui, non pas de dénoncer des abus, des infractions à l'état de droit, mais de faire face à un intolérable, lequel, sans appeler de longues démonstrations, s'éprouve tout simplement de manière irrécusable. »

C'est précisément ce que Claude Guillon (*Tarnac, ou de l'utilité douteuse des idiots*) (3) reproche à Hazan de ne pas faire, et de « défendre le vieux fonds humaniste-démocratique de la gauche ». C'est, précise Guillon, faire preuve là d'une grande naïveté politique.

A ce niveau intervient l'analyse des juridictions « spéciales » en général, et « antiterroristes » en particulier. Dans *Contribution aux discussions sur la répression antiterroriste* (4), il est affirmé que « si nous sommes solidaires, ce n'est pas parce que ces personnes subissent des procédures dites exceptionnelles comme l'antiterrorisme, mais parce que l'antiterrorisme est un élément parmi d'autres de la justice de classe qui œuvre pour défendre les intérêts des possédants ».

A l'opposé, dans *Contre une « stratégie de la tension » à la française – Le pouvoir teste les défenses immunitaires de la société* (5), Aounit, Besancenot, Braouzec et Mamère considè-

rent que ces défenses immunitaires ce sont ces fameuses libertés démocratiques qui seraient mises à mal. Pourquoi ? Parce que « l'Etat est privatisé au service d'un clan », écrivent-ils. L'analyse classique « marxiste » de l'Etat comme expression de la classe dominante est ainsi oubliée au profit d'une conception selon laquelle l'Etat pourrait être le garant des libertés, au-dessus des classes en somme. La police et la justice redevenant ainsi un « service public » au service... des citoyens (c'est-à-dire des bourgeois et des prolétaires mêlés). Et, dès lors, ce ne serait qu'à « une dérive antidémocratique » que nous assisterions. A leurs yeux, l'antiterrorisme comme juridiction d'exception est contraire au principe démocratique. Outre la naïveté, feinte ou réelle, que cela trimbale, le résultat de cette analyse est d'écarter des pans entiers de la population qui subissent une répression au moins aussi dure que celle qui s'exerce dans le cadre de l'antiterrorisme. On risque donc, « à trop souligner les particularités de l'antiterrorisme, d'enfermer les quelques centaines de personnes qui subissent cette répression dans un cercle restreint. De renforcer une catégorie dont le pouvoir souhaite l'existence : celle des « terroristes » » (*Contribution aux...*).

L'innocentisme

Partant de la critique de l'Etat de droit comme socle des dynamiques antirépressives, le constat est quasi général qu'on ne peut pas baser la stratégie d'un comité de soutien sur l'innocence affirmée des prévenus (ce qui ne signifie nullement les déclarer coupables !). « Les collectifs citoyenistes (...) ne sont que la démonstration de leur incapacité à se défaire du schéma d'un système répressif qu'ils critiqueront occasionnellement, se référant alors aux valeurs d'une hypothétique démocratie républicaine, jusqu'à venir pleurer une vraie justice contre les vrais coupables », affirme *Considérations sur les dynamiques antirépressives* (6).

« Ainsi, le principe de défense de tout acte à caractère politique doit primer, et tout individu doit être défendu quoi qu'il fasse (de l'antipub jusqu'à la manifestation du 10 octobre 2009 en passant par la réquisition de logements vides) » (*A propos du comité antirépression de Poitiers*) (7).

Il faut à tout prix éviter d'entériner un « fonctionnement normal » de la justice qui se réfère à un mythique Etat de droit. C'est qu'un comité antirépression a aussi une fonction d'autoformation collective pour parvenir à une meilleure compréhension des mécanismes qui régissent notre société – une fonction, pourrait-on dire, pédagogique. « Le comité antirépression est un moyen – comme un autre – de « conscientisation » politique d'un nombre de personnes méconnaissant les dispositifs de contrôle et de gestion des affects et des corps par la Police et de sa Justice au moment de lutte et/ou mouvement social réprimé durement » (*A propos du...*).

« On peut parfaitement comprendre que les familles des inculpés, désireuses avant tout de les sortir de ce mauvais pas, s'activent à présenter les inculpés sous le jour le plus inoffensif : « A Tarnac, ils plantaient des carottes sans chef ni leader. Ils pensent que la vie, l'intelligence et les décisions sont plus joyeuses lorsqu'elles sont collectives » [*Lettre des parents*], mais l'on ne peut s'empêcher de relever le vif conflit de ce genre de formule avec ce qui s'énonce, dans *L'insurrection...* à propos de l'idéologie écologiste et du discours environnementaliste moyens – les habits neufs du Capital, ni plus ni moins [*IQV, p. 63*] », nous dit Brossat, soulignant ainsi l'utilisation de ce qu'on peut « vomir » (voir plus bas) par ailleurs. Et finalement, mieux vaut se déclarer coupable des mêmes actes que ceux qui sont reprochés (même à tort) aux inculpés plutôt que de faire appel à l'Etat de droit (c'est ce que firent, nous rappelle Brossat, les signataires du manifeste des « 121 » ou celui des « 343 salopes »).

La ligne de partage

Donc, il ne faut pas se laisser prendre dans les filets du juridique. Mais une fois cette affirmation faite, tout n'est pas pour autant résolu, et il faut être conscient que cela peut rester une belle formule.

A ce propos, *Contribution aux...* souligne la difficulté qu'il y a à articuler les éléments juridiques et le discours public (donc politique).

Ainsi, certains, comme le dénonce encore Guillon, toujours à propos de Hazan, ont tendance à faire le grand écart à la moindre occasion : « Samedi, je publie *L'insurrection* qui vient, texte qui ridiculise le droidelhomisme ; dimanche, je proteste au nom des droits de l'homme contre l'arrestation de ses auteurs supposés ; lundi, je

désavoue ma protestation de dimanche. »

Dans le même registre, un autre texte, *Retour sur un aveuglement politique. L'affaire dite « de Tarnac »* (La Guerre de la Liberté) (8) constate « le paradoxe que les inculpés [de Tarnac] furent soutenus par ce qu'ils ont le plus vomis au monde et dans les termes de la défense de l'Etat de droit ».

C'est bel et bien que ce genre de paradoxes, d'errements ou de difficultés, n'est pas seulement dû (il l'est même très peu !) à la médiocre qualité de leurs auteurs, mais avant tout à la difficulté de la question dans un contexte politique particulier et qui reste à définir.

Même les très citoyennistes Aounit-Besancenot-Mamère-Braouzec le constatent, nous ne sommes plus dans une période où les pleurs suffisent. « L'indignation devant l'accumulation des mesures liberticides ne suffit plus. La seule défense possible contre l'Etat sécuritaire, c'est le développement d'un mouvement massif pour la défense des libertés. » Mais ensuite ils se réfèrent à ce qui fut fait jadis contre le FN, un front, un comité de vigilance... Et cela avait donné quoi ? Un quitus (dû au vote massif en sa faveur) offert à Chirac en 2002, et qui a permis à la bourgeoisie de reprendre un avantage qui lui avait été contesté depuis 1995... et qui a favorisé l'ascension de Sarkozy et de la répression que l'on connaît.

Il faut donc chercher d'autres pistes.

Si un comité ne s'en tient pas au droit – « Les luttes, concrètement, n'ont pas pour objet des droits. Si la Bastille a été prise, ce n'était pas pour obtenir le droit de vote mais parce que c'était un dépôt d'armes... Voir dans le droit la finalité de toutes les luttes passées et présentes empêche tout renversement de perspective qui viserait la critique de l'Etat... » (*Contribution aux...*) –, ce comité peut devenir ce lieu d'élaboration et de confrontation politiques dont nous manquons tous plus ou moins.

« C'est pourquoi ce serait intéressant qu'il [le comité] devienne une force d'action et d'analyse politique, de proposition, et un lieu de débats plus conséquents sans pour autant devenir un groupe politique à proprement parler ou bien une organisation, mais (...) un outil rodé qui est là, présent, prêt à être utilisé à tout instant face à l'oppression. Et si possible loin des querelles de chapelles » (*A propos du comité antirép Poitiers*).

Et c'est bien sûr là que se pose la question de l'élargissement.

L'élargissement

C'est probablement sur ce point qu'il y a le plus d'interrogations et d'approches contradictoires. Aux deux extrêmes, la conception frontiste dont nous avons parlé plus haut (Aounit, Besancenot, etc.), et celle

qui est émise dans *A air libre, notes sur la répression et ses contours* (9), et selon laquelle il vaut mieux se retrouver à cinquante anarchistes bien homogènes qu'à cent en se mêlant avec des ennemis (les ennemis étant, bien sûr, celles et ceux qui sont les plus proches et donc... les plus dangereux !). « Si les épigones des forces autoritaires qui ont étouffé tant d'élan subversifs sont, en tant que nombre et projet, mal en point, pourquoi les aider à sortir de leur désastre ? Pourquoi s'attarder parmi les momies alors que le vent souffle fort ? Eux font des calculs politiques, nous pas », précise *A air libre*. *Tout doit partir* (10), commentant cette position, compare ces alliances avec de pseudo-révolutionnaires au pacte proposé par le PC italien aux fascistes en 1936 ! Rien de moins. Alors ? Pas d'alliances, pas d'élargissement de la solidarité vis-à-vis de la répression ? Cette position étant intenable, il nous est quand même conseillé de « sortir de l'isolement », de ne pas agir entre convaincus, mais d'« agir sur des bases claires qui permettent de rencontrer des compagnons de lutte ». Pas de problème, semble-t-il, puisque « nous sommes partout » !

Des potentiellement réprimés (11) ouvrent quelques perspectives pour sortir de ce dilemme du tout ou rien (ou presque) : fixer une limite à ne pas franchir. « Tout comme la notion de "criminalisation" n'est pas nôtre, les concepts de coupable ou d'innocent ne devraient pas faire partie de notre vocabulaire. » En effet, avec des groupes, partis ou syndicats qui les utilisent il n'est ni possible ni souhaitable d'envisager cet élargissement. Mais, ajouterons-nous, il ne faut pas oublier quand même que ces forces si détestées sont aussi composées d'individus, d'êtres humains qui, dans l'action, peuvent évoluer. Nous ne sommes pas nés radicaux, anticapitalistes, révolutionnaires, communistes, anarchistes et ne le resterons pas forcément !

D'où l'intérêt de collectifs d'individus de préférence à des cartels !

Le contexte, dans quelle période sommes-nous ?

Sur ce point aussi, les analyses divergent.

Les autoritaires seraient mal en point, le vent souffle fort, comme le prétend *A air libre* (voir plus haut). En mettant bout à bout les émeutes de banlieue et la Grèce, on en arrive à une vision très tromphaliste de la situation. L'épisode de Tarnac a été maintes fois présenté comme un moment victorieux dans « la guerre civile en cours » qui opposait de « jeunes paysans communistes » (!) à l'Etat, selon Hazan.

Sans entrer dans les détails, le constat était fait que la montée de la répression était la conséquence d'une montée de la révolte, et ce à l'échelle du monde. L'Etat et

le patronat seraient « au bout du rouleau », le capitalisme au bord de l'effondrement, les structures intermédiaires et pacificatrices comme les syndicats ne contrôlèrent plus rien. Discours triomphaliste mais parfois tempéré de désespoir : « Rien ne paraît moins probable qu'une insurrection, mais rien n'est plus nécessaire » (IQV).

Brossat d'une certaine manière va dans le même sens, nous serions à « l'aube d'un nouveau 1789 ».

A l'opposé de cette vision de feu et de sang, *Retour sur... (La guerre de la liberté)* pose la question : la répression s'exerce-t-elle véritablement en proportion de la dangerosité de la révolte contestataire ? Selon eux, l'Etat n'est plus menacé depuis longtemps, et la société capitaliste n'est pas au bord du gouffre : « Non. Le pouvoir n'est pas aux abois, encore moins au bord du vide. » Ce n'est pas parce que l'Etat dirige ses coups sur ces milieux que ceux-ci sont radicaux. La mouvance autonome (issue des classes moyennes) ne présente aucun danger pour l'Etat. Toujours selon eux, l'affaire de Tarnac est « une vaste pantalonade politique comme la République sait en produire chaque décennie ». Il s'agit d'une vaste composition jouée par l'Etat, la police, la justice et... les inculpés. Le texte se livre ensuite à une très intéressante critique de l'antidémocratie primaire qu'il faudra bien un jour aborder... A suivre, donc.

Martin

(1) Carsita, Collectif antirépression et de soutien aux inculpés de Tarnac et d'ailleurs créé en mai 2009 à Besançon.

(2) Brossat : <http://rebillyon.info/Tous-Coupats-tous-coupables.html>

(3) http://claudeguillon.internetdown.org/article.php?id_article=273

(4) Contribution aux discussions sur la répression antiterroriste : http://infokiosques.net/imprimersans2.php?id_article=761

(5) Aounit, Besancenot, Braouzec, Mamère : <http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/230109/contre-une-strategie-de-la-tension-a-la-francai>

(6) Considérations sur les luttes antirépressives : <http://antirepression.unblog.fr/2010/01/07/considerations-sur-les-dynamiques-antirepressives/>

(7) A propos du comité antirépression de Poitiers : <http://antirepression.unblog.fr/>

(8) *Retour sur un aveuglement politique. L'affaire dite « de Tarnac »* (signé La guerre de la liberté) <http://laguerredelaliberte.free.fr/rev3/rev3art1.php>

(9) Voir <http://infokiok.net/IMG/pdf/airlibre-light.pdf>

(10) *Tout doit partir* : <http://www.nonfides.fr/IMG/pdf/tdp4.pdf>

(11) Des potentiellement réprimés : <http://grenoble.indymedia.org/2009-04-06-A-propos-de-la-repression-de-nos>

Compétences individuelles contre culture commune !

Le mouvement de réforme pédagogique appelé «approche par compétences» s'est développé en Europe à la fin des années 1990. Il a pour objectif d'«amener les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place dans la vie économique, sociale et culturelle». Ainsi se trouvent affirmées les nouvelles exigences en matière d'enseignement: poser officiellement l'enseignement obligatoire au service de la «vie économique». Dans cette logique, ont été adoptés, en France à partir de 1999, «les socles de compétences» pour l'enseignement primaire et le début du secondaire, les «compétences terminales» à atteindre à la fin du lycée. Et enfin plus récemment des référentiels de compétences ont été mis en place pour l'évaluation des élèves.

Qu'entend-on par Approche Par Compétences (APC)

Par compétence on entend la capacité qu'a l'apprenant à mobiliser toutes les ressources (connaissances théoriques et pratiques) qui lui sont disponibles pour résoudre une situation-problème, pour mener une tâche à son terme.

Dans l'APC, les objectifs d'enseignement ne sont donc plus de transmettre des contenus mais d'entraîner à la capacité d'action, afin que l'élève (et plus tard le travailleur) puisse se débrouiller dans des situations nouvelles, inédites.

L'APC au service du monde de l'évolution du marché du travail

L'A.P.C. n'a pas surgi à notre époque par hasard. Cette terminologie issue du monde de l'entreprise indique bien ce qu'elle est: une volonté de rapprocher le monde scolaire du monde du travail pour une plus grande adaptabilité du futur travailleur. Même si le monde scolaire s'est toujours préoccupé de rester en adéquation avec l'évolution du marché du travail, l'APC propose un élément de réponse possible dans un contexte économique nouveau.

Dans les réformes de l'enseignement, le concept de «compétences» est devenu non seulement incontournable mais a obtenu un succès planétaire, nous explique Nico Hirtt dans un article de la revue L'école démocratique (septembre 2009). Que recouvre exactement ce discours autour des compétences et quels en sont les enjeux en matière d'enseignement? Le texte qui suit présente une synthèse d'éléments choisis développés dans l'article sus-cité.



«Le moteur de ces mutations est l'interaction des deux termes d'un couple destructeur: la crise de surproduction capitaliste et l'innovation technologique. D'une part, l'accumulation de capitaux et de moyens de production entre en contradiction avec la difficulté de trouver des débouchés solvables. C'est l'essence de toute crise économique sous le capitalisme. Mais d'autre part, pour combattre les effets de cette crise, les entreprises et les nations investissent de plus en plus dans l'innovation technologique. Elles espèrent ainsi améliorer leur compétitivité et créer de nouveaux marchés. Cependant, à l'échelle «globale», leur action ne fait qu'augmenter derechef la surcapacité de production et donc approfondir et accélérer les cycles récurrents des crises locales et mondiales: crises dites «pétrolières» en 1973-1979, crises financières locales en Europe, au Mexique, en Asie et en Russie de 1993 à

1998, dégonflement de la «bulle internet» en 2000-2001, crise financière de 2007-2008 et aujourd'hui (2009) une nouvelle crise économique mondiale».

Cette situation génère une impossibilité de prévoir les nouveaux marchés, une impossibilité d'anticiper les besoins en terme de qualification pour les futurs emplois. De plus s'opère en même temps une redéfinition de l'organisation du travail qui demande beaucoup plus de polyvalence, une grande capacité d'adaptabilité liée notamment aux développements des technologies de l'information et de la communication, de fait le salarié doit être en situation d'apprentissage permanent pour pouvoir aborder l'innovation y compris des processus complexes.

A cette situation il faut ajouter le fait que les besoins en niveaux de formation et de qualification se polarisent. On assiste à une dualisation du marché du travail sur des créations d'emplois, soit de management ou d'emplois professionnels et techniques de très haut niveau, ou bien au contraire dans les emplois du secteur des services exigeant une qualification moyenne ou faible. «Selon les projections de l'agence européenne Cédefop, cette tendance s'amplifiera à l'avenir. L'économie de la connaissance conduit à une croissance des emplois à haut niveau de connaissance, comme les managers et les professionnels hautement qualifiés. Mais

d'un autre côté, le nombre de postes dans les *elementary occupations* (emplois qui ne nécessitent pas ou peu de qualifications) continue d'augmenter: dans les 25 pays de l'UE, il est passé de 8,6% en 1996 à 10,9% en 2006 et on prévoit 11,8% en 2015». Dans ces conditions l'ambition des années 80, avec la démocratisation de l'école secondaire, d'amener les élèves le plus loin possible n'est plus à l'ordre du jour et représente même un gaspillage selon l'OCDE, car «tous n'embrasseront pas une carrière dans le dynamique secteur de la «nouvelle économie»;..

Dans cette logique de conception des programmes et pratiques d'enseignement adaptées aux nouvelles lois de l'économie capitaliste, l'approche par compétence trouve tout son sens dans un objectif de rapprochements du monde de l'enseignement et celui de l'entreprise avec comme enjeux l'adaptabilité et la mobi-

Évaluation des élèves Contrôle des personnels



lité des travailleurs.

Donc exit les savoirs qui ne seraient d'aucune utilité sur le marché du travail ou les savoirs techniques, aux qualifications professionnelles qui s'avèrent éphémères, trop vite obsolètes pour justifier un enseignement. L'APC doit apporter l'efficacité immédiate et notamment dans les secteurs de services où il s'agit moins de mobiliser des connaissances précises que de s'adapter au hasard des situations.

Enfin l'APC établit à l'école une hiérarchie dans les apprentissages, par l'établissement d'une liste de «compétences de base» qui serait le plus petit dénominateur commun exigible en matière de référentiel de compétences afin de constituer un bagage minimum à tous les apprenants.

Ce bagage minimum qui comprend des compétences en langue et en communication, en culture scientifique, technologique et mathématique, inclut aussi l'utilisation d'un ordinateur et des compétences transversales comme l'adaptabilité et l'esprit d'entreprise.

«Aujourd'hui, le travailleur réputé sans qualification doit pouvoir lire et écrire, effectuer une multiplication et une addition, baragouiner quelques mots d'anglais et de néerlandais, utiliser un traitement de texte, effectuer une recherche sur Google, transférer un fichier sur une clé USB, s'exprimer poliment, faire la conversation aux clients, posséder un permis de conduire et trouver sa route avec un GPS. On attend aussi

de lui qu'il ait l'esprit d'entreprise et le sens du travail d'équipe, qu'il soit disponible le week-end, qu'il sache se serrer la ceinture, qu'il puisse prendre des initiatives quand c'est nécessaire, qu'il n'en prenne surtout pas quand il ne faut pas, qu'il soit discipliné au travail, qu'il fasse copain-copain avec son supérieur lors du barbecue de fin d'année et qu'il y apprenne avec le sourire qu'il sera viré à la rentrée.

L'approche par compétences, le travail sur des projets de mini-entreprises scolaires et le recentrage sur les compétences de base énumérées ci-dessus doivent transformer les travailleurs «non qualifiés» en ces espèces de «bonnes à tout faire» du marché du travail. Leurs compétences de base éparses, partagées par tous, ne devront pas être reconnues comme telles sur le marché du travail, ni donc valorisées. Actuellement, selon la Commission européenne, 75 millions de travailleurs européens (soit 32%) ne possèdent pas ces compétences de base. Dès lors, ils restent en marge du marché du travail et ne participent pas à la rotation rapide de la main d'oeuvre. Si demain le réservoir dans lequel on peut puiser les «travailleurs non qualifiés mais compétents» augmentait de 75 millions d'unités, imaginez les pressions que les employeurs pourraient exercer sur les salaires et les conditions de travail...

L'approche par compétences renforce les inégalités.

Dans l'APC l'acquisition de savoirs ne peut représenter une fin en soi puisque ces contenus doivent être compris comme ressources mobilisables en fonction de situations données. Ceci revient à dire que les connaissances ne sont enseignées que dans la mesure où elles favorisent le développement d'une compétence exigée. Certains verront ici une contradiction. En effet comment mobiliser des savoirs qui n'ont pas été préalablement acquis? Par ailleurs ne s'agit-il pas de privilégier la communication au détriment de la connaissance, puisque avec un peu d'entraînement les élèves pourraient réaliser de très belles affiches ou présentations sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas. Selon cette logique on passe plus de temps à vérifier l'opportunité de la mise en œuvre d'une procédure arithmétique que dans l'acquisition de cette procédure elle-même ou bien encore on apprend à lire un document historique mais on n'apprend pas l'histoire. Et pourtant est-il possible d'analyser un document historique sans avoir une connaissance de l'histoire ?

De plus puisqu'il faut trouver du temps pour enseigner ces fameuses compétences, la question se pose de la faisabilité lorsqu'on a déjà un temps scolaire relativement lourd. L'allègement des programmes s'impose alors comme unique solution, ce qui revient à supprimer des acquisitions de notions au profit d'un entraînement à la mise en place des compétences. Face à cette situation les enseignants se détermineront, cependant il est à craindre que le choix dépende du type d'élèves qu'ils ont devant eux et des difficultés qu'ils rencontrent. «Dans un tissu scolaire fortement polarisé sur le plan social, [...] ceci vient inexorablement renforcer l'étroite liaison entre dualité sociale et dualité des performances scolaires.»

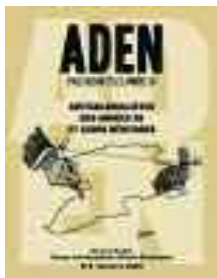
En bref les élèves les plus cultivés par leur parcours personnel, et dotés des moyens d'y parvenir de par leur origine sociale, se verront offrir par les enseignants un complément de connaissances simultanément à leur acquisition de compétences, alors qu'au contraire les autres en resteront à l'aménagement systématique de connaissances interchangeables, séparées de toute globalité intelligible.

OCL Nantes janvier 2010

**A lire également dans
l'Ecole démocratique :
"La réforme managériale
et sécuritaire de l'école"
par Christian Laval.
[http://www.skolo.org
/spip.php?article1138](http://www.skolo.org/spip.php?article1138)**

REVUES :

ADEN (Paul Nizan et les années 30) anticolonialistes des années 30 et leurs héritages



25 euros. Commandes et abonnement (3 numéro 69 euros) à Aden, c/o Anne Mathieu, 11 rue des Trois Rois, 44000 Nantes

Après *Pacifisme et antimilitarisme* paru en octobre 2008 et dont nous avons rendu compte dans *Courant Alternatif*, voici un autre gros dossier de 450 pages consacré aux « anticolonialistes des années 30 et leurs héritages ».

Le titre indique bien ce qu'il en fut : « anticolonialistes », est-il précisé, et non « mouvements anticolonialistes ». C'est qu'il s'agissait bien d'un ensemble d'individus, certes actifs et déterminés (comme Madeleine Paz, Andrée Viollis, Daniel Guérin, Marceau Pivert, Louzon ou Péra), agissant au sein de petits regroupements tels l'Union anarchiste, la Révolution prolétarienne ou la gauche révolutionnaire (de la SFIO), mais qui ne parvinrent jamais à imposer cette question à des pans plus larges de la société, ni même du monde politique « progressiste ».

Après la première guerre mondiale, la première organisation politique à poser la question coloniale est la fédération anarchiste de la région parisienne qui, en 1923, crée un « comité pour la défense des indigènes ». Mais à partir de 1925 c'est la *Révolution prolétarienne* (la RP, syndicaliste révolutionnaire et fidèle à la CGT d'avant guerre) qui devient le lieu principal de critique du colonialisme par de multiples articles signés Péra, Louzon ou Finidori).

Les trotskystes, quant à eux, en insistant sur le danger que peut représenter la séparation entre le national et le social et en critiquant le caractère capitaliste et bourgeois des revendications nationalistes, hésitent à se positionner clairement sur ces questions. Finalement un consensus sera trouvé entre la RP, la majorité des trotskystes et les socialistes de gauche (Pivertistes) autour du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

La SFIO (parti socialiste de l'époque) ne veut évidemment pas entendre parler d'indépendance, d'insurrection ni de tout autre velléité de « séparatisme ». Elle est pour l'intégration, et, dans un premier temps, seulement pour les plus « évolués » des indigènes!

Le PC, quant à lui s'est rallié à l'union nationale et ne soutient aucun projet

indépendantiste.

Daniel Guérin, qui fut à la RP puis militant de la gauche révolutionnaire piverliste dans la SFIO a joué un rôle important dans l'évolution de l'anticolonialisme. C'est lui (avec Louzon) qui liera le plus clairement le colonialisme à l'impérialisme. Autrement dit il s'agissait de comprendre le colonialisme comme un stade particulier d'un mode de production et non pas seulement de l'appréhender sur un mode « humaniste » comme le faisaient les anarchistes la plupart du temps. Un apport important pour le mouvement communiste libertaire !

A travers tous les textes de la revue, et en particulier celui de Benjamin Stora on se replongera avec précision dans cette période dont de nombreux aspects annoncent les formes que prendront l'anticolonialisme dans la seconde moitié du xx^e siècle. Un anticolonialisme tout aussi faible socialement en France, mais beaucoup mieux étayé et surtout relayé massivement par les colonisés eux-mêmes.

Ne ratez pas les prochains numéros (c'est une revue qui s'y prend à l'avance !) : octobre 2010, *Intellectuels, écrivains et journalistes aux côtés de la République espagnole (1936-1939)*, et, en octobre 2011, *Artistes, engagez-vous !*

RÉFRACTION Revue de recherche et d'expression anarchistes

L'entraide, un facteur de révolution

Automne 2009 –
12 euros.



Commandes et abonnement (45 euros, 4 numéros) aux Amis de Réfraction, c/o Publoco, 145 rue Amelot, 75011, Paris

Le dossier, qui tourne autour de Kropotkine, touche à des questions beaucoup plus actuelles et importantes pour le monde militant qu'il n'y paraît à la seule évocation d'un auteur que très peu ont lu.

Par exemple, J.-C. Angaut, dans *Que faire du naturalisme de l'entraide?* aborde la question clé du rapport à la science dans les argumentaires révolutionnaires ou simplement émancipateurs. Appuyer une position politique sur la science, une démarche que l'on croise chaque jour, peut « induire un certain nombre d'effets d'autorité » qui positionnent cette dernière comme étant capable de légitimer ou de disqualifier une affirmation. Nous ajouterions qu'il n'y a rien de plus volatile que les certitudes scientifiques qui changent en fonction de l'Etat des découvertes mais aussi des modes et des rapports de force idéologiques dans la société. A-t-on d'une preuve scientifique comme quoi les « races n'existent pas »

pour abominer le racisme ? Nos affirmations proviennent de notre désir d'égalité, de nos projets, de nos volontés collectives et ne sont nullement déduites d'une connaissance scientifique (c'est un leurre de le croire, encore ne faut-il pas faire « comme si... »). Me prouverait-on que le cerveau de tel ou tel est plus petit, ne contiendrait pas ceci ou cela que ça n'entacherait nullement la volonté égalitaire. Me prouverait-on qu'il n'y a jamais eu de « communisme primitif », que je resterai communiste pour l'avenir. Et il en est ainsi du fondement des valeurs morales traitées dans l'article suivant.... Puis dans nature et culture.

Le scientisme a toujours été présent dans les mouvements révolutionnaires, y compris anarchiste et Kropotkine en est une belle illustration. Comme si ces mouvements ne se sentaient pas suffisamment légitimés pour affirmer leur projet sans avoir recours aux spécialistes, « à ceux qui savent et étudient ». Le mauvais côté des Lumières et de l'Encyclopédie! le danger est évidemment, en partant de ce constat, de faire exactement l'inverse, ne tenir compte de rien de ce qui est autour de soi pour ne s'en tenir qu'à ses seuls désirs et à soi-même (ce que font les mauvais critiques de Marx). De quoi réfléchir donc, dans ce numéro de Réfraction.

En revanche, hors dossier, les commentaires sur le sommet de l'OTAN à Strasbourg ne peuvent qu'être, à nos yeux bien sûr, à côté de la plaque! Ne serait-ce que par les positions non-violentes affirmées et par le remake traditionnel sur les « agents provocateurs ». Comme toujours il n'y a pas que du faux dans les critiques émises, mais l'angle d'attaque global nous paraît proche du point de vue de Sirius. Lisez, faites-vous une opinion!

LIVRES:

Jann-Marc Rouillan Paul des épinettes et moi (Sur la maladie et la mort en prison),



Agone, coll. Éléments, 2010, 256 p., 10 €

L'observation des faits de société amène à constater que, si tuer un exploité entraîne l'impunité pour « ceux qui auront dans un ultime sursaut de vraie vie révolvérisé un membre du cénacle », cela vaut perpétuité (1) ¹.

Au bout de 23 ans de détention, le régime de semi-liberté de J.M. Rouillan a été révoqué en octobre 2008. Une phrase montée en trouble de l'ordre public a pourvu aux nécessités de la polémique de la semaine et du traquenard d'État. Aux méthodes légales de

persécution, la juridiction spéciale privilégie l'arbitraire : elle ne juge plus les actes mais des mots valant récidive. De ces dix mois vécus à Marseille de décembre 2007 à l'automne 2008 d'une autonomie réduite des matins aux crépuscules, il reste six textes expédiés de la Maison d'arrêt des Baumettes après sa réincarcération. Placé sur la frontière entre l'intérieur et l'extérieur, le semi libéré apprivoise la redécouverte éblouie des modestes délices du quotidien : le bonheur, cela consiste à ne pas être en prison. Ces retrouvailles lui donnent aussi la mesure des séquences indélébiles imputables aux longues peines. Le choc du ré-enfermement substitue à cette parenthèse le périple médical, enchaîné et sous escorte armée, d'où déboule « le nom du mal qui allait mettre le mot fin à mon histoire personnelle », une maladie rare insoignable en prison. Le retour entre les murs renouvelle également le chantage au repentir. Cette exigence conforte sa résolution de demeurer fidèle à l'aventure sociale et humaine de sa jeunesse : « nier ce que j'ai été et vivre sans passé c'est disparaître beaucoup ». Le reniement, facteur de discrédit, apporte l'oubli. En son absence, les mots de Rouillan recèlent un danger potentiel craint par un pouvoir ne concevant l'aliénation populaire que totale.

Ecrité il y a sept ans dans la Centrale d'Arles, la deuxième partie du livre traite de la maladie et de la mort en prison par le biais d'un court polar carcéral: *Paul des épinettes*.

Vigie en ligne de front de la guerre sociale, l'univers pénitentiaire transmuté son hôte en Cassandre des oubliettes panoptiques: « ils font cesser de vivre avant que l'on soit mort ». Ces conditions de non vie, dépassant la cruauté des galères de jadis et des camps de concentration inspirés des abattoirs de Chicago, existent dans plusieurs dizaines de « zoos électroniques » américains. Les condamnés à vie – parmi eux le Français Zacarias Mousaoui et l'Anglais Richard Reid – sont confinés 23 heures sur 24 dans des cellules blanchies de 6 m², et aménagées d'éléments en béton et acier scellés au mur dans un isolement total sans journaux ni livres, la nourriture distribuée par un trou dans la porte. L'heure de promenade s'effectue menotté et les fers aux pieds. Mais en ces lieux, la torture principale consiste en un silence absolu et permanent. Sur le chemin de cet enfer où la force psychique importe davantage que la résistance physique, la France se montre brillante disciple. Grâce à sa destruction de la sociabilité carcérale, elle remporte en 2009 la palme des suicides de détenus devant tous les autres pays d'Europe de l'Ouest.

Le traitement carcéral des problèmes sociaux dus à la mondialisation du capitalisme élimine une part croissante des déshérités de l'Occident. Cela ne date pas d'hier! « Quand les temps sont durs et que le travail manque, les gens deviennent désespérés. Mais ceux dont

les richesses tentent les pauvres prennent peur et ne ménagent pas les délinquants» notait un héros de Jack London en 1910.

Dans *Le Vagabond des étoiles* (1915), le même Jack London soutint de son renom d'écrivain international l'anarchiste Ed. Morrell en lutte contre les supplices sans fin en vigueur dans le pénitencier de Saint-Quentin. Affaibli par la maladie, Rouillan doit ramener lui-même sur l'encre afin de dessiller les yeux de ses contemporains sur les barbaries de leur temps. Aveugles aux formes nouvelles d'un asservissement inégal nous laissons s'accomplir, pour lui et pour d'autres, la mort en exemple «de la défaite féroce des misérables». L. N.

(1) Jann-Marc Rouillan, *Les Viscères polychromes de la peste brune*, La Différence, 2009, p. 27

APPEL POUR LA LIBÉRATION DE GEORGES CIPRIANI ET JEAN-MARC ROUILLAN

« Bien qu'ayant accompli leur peine de sûreté depuis février 2005, et après l'élargissement des autres prisonniers d'Action Directe, Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan sont maintenus en prison. Nous demandons des soins appropriés immédiats pour Jean-Marc Rouillan et leur libération dans les plus brefs délais. »
Signatures à envoyer au mail : sout.ad@orange.fr

Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire

Sarah Kaminsky, Calmann-Levy, 2009, 259 p.



L'itinéraire de Adolfo Kaminsky nous est raconté sous l'angle du témoignage, sans défendre un positionnement ou une stratégie politique. Il raconte le parcours d'un homme qui met ses talents de contrefacteur au service de la cause, comme on dit, allant jusqu'à aider des courants parfois opposés dans la même lutte.

Kaminsky ne choisit pas sa vie de faussaire. A 18 ans, après être passé au camp de Drancy, il met ses talents appris, jeune adolescent, dans une teinturerie de l'Orne pour produire des faux papiers – évidemment de manière totalement clandestine. Comme un pied de nez pour un fils juifs d'émigré russe né en Argentine dont aucun Etat ne veut ! A l'inverse de ses expériences futures, la résistance le marquera par la mort qui

l'entoure, qui le menace.

Après guerre, il refuse d'intégrer l'armée française pour mener la guerre coloniale en Indochine. Il se met au service de la fuite des juifs enfermés dans les camps vers Israël. Kaminsky refusera de s'y établir lui-même, lui qui rêvait d'un Etat mixte et laïc. En 1957, il « replonge », dans le réseau Jeanson pour soutenir les indépendantistes algériens. Son expérience s'arrêtera une quinzaine d'années plus tard alors qu'il soutient les luttes socialistes dans le tiers-monde (Amérique latine, Afrique de Sud) et qu'il sent que les conditions de sécurité requises par sa pratique clandestine ne sont plus réunies.

Outre cet itinéraire qui traverse des luttes majeures de l'après-guerre, le plaisir de la lecture est d'être emmené jusque dans son laboratoire. On y découvre les petites techniques pour reproduire les papiers, décolorer une encre ou refaire un tampon. Des frissons pour militants bien rangés, ironisera-t-on ; mais peu importe, cette vie de faussaire ô combien palpitante se révèle tout autant réjouissante quand on voit Kaminsky déjouer tous les systèmes de sécurité qui ne cessent pourtant de se perfectionner.

B&G

de la librairie Quilombo (Paris)

La librairie Quilombo – 23 rue voltaire 75011 Paris - accueillera Sarah et Adlofo Kaminsky, le mercredi 24 février à 19h45. Pour tout renseignements : 01 43 71 21 07 / quilombo@globenet.org

FILM :

La domination masculine



Le 25 novembre le film/documentaire de Patric Jean « La domination masculine » est sorti dans les bonnes salles de cinéma. Ce film réalisé par un homme mérite notre attention. Illustré d'exemples, drôles ou tragiques, pris dans trois pays différents, la France, le Québec et la Belgique, il revient sur les formes de la domination masculine dans les sociétés occidentales.

A partir d'une forme de colère et par la mise en question de ses attitudes Patric Jean interroge ce qu'il appelle son « flagrant délit de mec ». « Après le déterminisme social, la criminalisation des pauvres, et des parcours de migrants (ses précédent films), il était impossible de ne pas travailler au plus

grand rapport de domination : celui des hommes sur les femmes. Avec l'envie de filmer le continuum : des jouets à la violence totale. Faire un film politique en mosaïque, un patchwork où le spectateur a sa place. Mais qui porte mon point de vue comme une démonstration. Quitte à provoquer. »

« Peut-on croire qu'au 21 siècle, des hommes exigent le retour aux valeurs ancestrales du patriarcat : les femmes à la cuisine et les hommes au pouvoir ? Peut-on imaginer que des jeunes femmes instruites recherchent « un compagnon dominant » ? Que penser d'hommes qui subissent une opération d'allongement du pénis, « comme on achète une grosse voiture » ? Si ces tendances peuvent de prime abord sembler marginales, le film nous démontre que nos attitudes collent rarement à notre discours. L'illusion de l'égalité cache un abîme d'injustices quotidiennes que nous ne voulons plus voir. Et où nous jouons tous un rôle. »

Ainsi, il montre comment, dès l'enfance, nous sommes soumis à des stéréotypes genrés qui conditionnent par la suite nos comportements, nos choix de vie et les rapports entre hommes et femmes. Outre les comportements que chaque enfant doit normalement avoir, et qui sont acceptés s'il est un garçon, et rejetés si elle est une fille ; sont également évoqués les jouets et la littérature de jeunesse qui constituent tant une illustration de la domination masculine qu'une explication de cette même domination.

Dans ce film, on entend aussi des témoignages de femmes victimes de violences dans le cadre conjugal. Pour citer Patric Jean : « L'homme n'a que rarement peur de la violence physique ou sexuelle de la femme. L'idée est presque cocasse. L'inverse est tout autre chose... Est-il nécessaire d'aller au-delà du pied qui frappe le sol, ou de la main sur la table, ou de la voix qui gronde et menace pour exprimer une violence virtuelle que bon nombre de femmes reconnaissent sans peine. » Un événement marquant de la fin des années 1980, au Québec, y est également évoqué. Le 6 décembre 1989, un homme a abattu quatorze femmes à l'école polytechnique de Montréal, simplement parce qu'elles étaient des femmes et qu'elles n'avaient pas leur place dans cette école traditionnellement réservée aux hommes. Donc au nom de la haine des femmes et du féminisme.

La dernière partie alerte sur le développement de l'antiféminisme et des mouvements dits « masculinistes », notamment au Québec. On constate alors qu'un grand nombre des avancées obtenues de haute lutte par les mouvements féministes sont de plus en plus violemment remises en cause par des groupes d'hommes, qui tiennent, face à la caméra, des propos particulièrement virulents à l'égard des

femmes et du féminisme. Mais aussi en France avec l'interview furtive de Eric Zémour, entre autre connu comme chroniqueur de l'émission de Ruquier sur France 2, le samedi soir : « On n'est pas couché » et qui exige l'interdiction du film de Patric Jean.

Deux liens utiles et intéressants à consulter, avec notamment un dossier pédagogique : <http://www.ladominationmasculine.net> et <http://www.patricjean.net>

Montagut - Guillou - Bensaïd

En quelques jours de ce début de 2010 trois camarades du Nanterre de 1968 viennent de disparaître.

Dans l'ordre Jean-Pierre Montagut, Michel Guillou, Daniel Bensaïd.

La seule tristesse ne m'aurait pas incité à écrire ces lignes si je n'avais pas vu dans ces disparitions (annoncées !) un symbole que la proximité des dates fait apparaître. Ils étaient tellement représentatif de ce que fut le mouvement du 22 mars dans sa profondeur et sa diversité !

Ils représentent à eux trois ce que peut être la naissance d'un mouvement révolutionnaire alliant diversité, radicalité et non dogmatisme. Tout cela me paraît terriblement actuel.

Jean-Pierre Montagut, l'anarchiste, un des piliers du groupe de la faculté de Nanterre. Daniel Bensaïd, le trotskyste, un des piliers de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR).

L'anarchiste et le trotskyste, symboles du binôme qui constitua le fondement de la naissance du mouvement du 22 mars. Le même accent et la même verve du Sud-Ouest, des provinciaux montés à Paris pour les besoins de la cause et le plaisir de la subversion.

Michel Guillou, le prof radical et libertaire qui, avec quelques autres de ses collègues (très peu !) rejoignirent ce mouvement en lui donnant des allures qui dépassaient très largement le cadre groupusculaire. C'était l'époque où les combats idéologiques n'éradiquaient pas obligatoirement l'affectif... Ce fut sans doute une des clés de la réussite nanterroise.

Ils avaient raison de s'apprécier au-delà de leurs divergences.

Un prof pas entièrement prof, un trotskyste pas entièrement trotskyste, un anarchiste pas entièrement anarchiste, que demander de plus ?

Ce fait de n'être pas « entièrement », d'être des esprits critiques et caustiques, c'est ce qui leur a certainement permis de pas se renier. Aucun des trois ne s'est laissé prendre par les sirènes du pouvoir qui hurlaient si fort après 1968.

Jean-Pierre Duteuil

H1N1 & Firmes pharmaceutiques : un financement à clarifier

La grippe H1N1v, (nom de code de la grippe A) s'est mise en vacances de fin d'année. En décembre 2009, la gravité modérée de la grippe A est confirmée et les effets indésirables des vaccins grippaux H1H1v ne sont pas connus à long terme. Jusqu'à la fin de novembre 2009, en France métropolitaine, 4 millions de personnes ont eu la grippe (déclarés, sans contrôle séro-diagnostic). Les complications graves de la grippe A sont rares, de l'ordre de 1 cas pour 8000 malades (1). Les médias mettent l'accent sur ces cas.

Conflits d'intérêts

Du côté des firmes pharmaceutiques, l'innovation du médicament se fait rare. Crise de la recherche : celle-ci leur coûterait trop chère dans leur rapport à court terme et l'investissement/retour de bénéfices insuffisant. Imaginons que l'invention d'une nouvelle maladie tombe à pic. Mieux vaut dire que si cette maladie concerne les pays riches, une maladie fréquente, cela semble très lucratif. C'est le cas de la grippe A. 94 millions de vaccins achetés à 4 industriels pharmaceutiques permet de montrer (ou faire croire) que l'Etat est en mesure de trouver la solution pour protéger la population (2).

La Dame ministre de la santé, pharmacienne de son état, a omis de noter dans son CV officiel qu'elle a été à la solde de firmes pharmaceutiques plus de dix ans comme VRP. Elle a mis tout en œuvre pour la vaccination généralisée, (sans le médecin généraliste) contre la grippe A, et pour cause, les vaccins sont à caser.

La vaccination contre la grippe A a été mise à « la va-vite » sur le marché, sans cohérence ni méthode rigoureuse. En effet, les personnels soignants, parfois encore non diplômés (donc non autorisés à exercer une profession de soignant) ont été réquisitionnés pour vacciner 6 millions de personnes en France.

L'industrie pharmaceutique, même si elle déclare ses intentions de protéger les malades, comme son nom l'indique c'est avant tout une industrie qui produit. Peu philanthropes les managers de l'industrie pharmaceutique seront guidés par les profits à engranger.

Mieux vaut comprendre que l'industrie pharmaceutique pense d'abord le produit « médicament, ou vaccin » en termes de marchandises, donc de bénéfices, chiffrés en milliard d'euros. Son objectif est 20 % de

Dans la confusion médiatique autour de la pandémie annoncée de grippe A, et l'indispensable recours aux vaccins anti-grippaux, il importe d'informer pour voir clair à propos de la marchandisation de notre santé publique en France et ailleurs. Quatre vaccins grippaux autorisés et quatre firmes pharmaceutiques ! À qui cela profite ?



retour d'investissement sur le marché. L'industrie pharmaceutique doit prouver que le produit apporte un bénéfice aux patients et de son utilité. Balivernes !

L'industrie pharmaceutique arrose les acteurs décideurs à tous les niveaux de la conception, à l'administration du vaccin en passant par sa mise sur le marché.

Première étape : l'essai clinique.

C'est l'étape qui permet d'étudier le bénéfice du vaccin et ses effets indésirables. La durée de l'essai clinique est comprise entre un à deux ans. L'essai est réalisé sur des volontaires et conduit avec une « rigueur scientifique » par des médecins, des professeurs. Les grands de la médecine sont indemnisés par l'industrie pharmaceutique, pour participer à cette phase alors qu'ils devraient être indépendants.

L'essai clinique du vaccin grippal A, a été conclu après douze semaines. Les trucages, les manipulations des résultats sont pratiques courantes. Il est facile d'orienter les conclusions d'essais cliniques en interprétant les statistiques dans le sens souhaité. Les principes de transparence ou de précaution, en fonction de l'intérêt financier, ne sont plus respectés. La publication des

résultats a été transmise partiellement aux différentes commissions (sénatoriales, professionnelles etc.). C'est ce qui a expliqué les confusions autour de ce vaccin, avec notamment un adjuvant (albumine d'œuf) connu pour ses complications pour les femmes enceintes, les enfants, les vieux*.

Deuxième étape : Autorisation de la Mise sur le Marché

L'AMM, comme son nom l'indique, est une autorisation pour le médicament d'être commercialisé. C'est l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), entourée d'experts, qui délivre cette autorisation (3). Les experts sont souvent les mêmes professeurs que lors des essais cliniques. Entre les experts indemnisés par l'industrie et la commission, il est difficile pour eux, de juger un produit proposé par leurs financeurs!

L'AFSSAPS est subventionnée, par qui ? L'argent des contribuables et de l'industrie pharmaceutique. L'AFSSAPS suit en général, les recommandations de l'Agence du médicament européen (AME). C'est ce qu'elle a fait pour le vaccin contre la grippe A, mais rien ne l'obligeait. Ce certificat AMM de mise sur le marché obtenu, l'industrie pharmaceutique peut commercialiser directement son produit sans l'accord ni le taux de remboursement de la Sécurité sociale. Le Comité économique des produits de santé (CEPS) fixe le prix du médicament, souvent celui proposé par les firmes. Enfin il revient à la Caisse nationale d'assurance maladie d'en fixer le taux de remboursement.

Pour le vaccin antigrippal A, quatre industriels pharmaceutiques sont en concurrence et en course. Que le plus rapide gagne. Même des médicaments anciens, connus pour une efficacité prouvée, telle l'aspirine par exemple, changent de nom pour être vendus plus cher. Il suffit de leur additionner une poudre de « Perlimpinpin ». Le bénéfice du médicament sur la santé des patients n'est pas prouvé, mais le bénéfice

* Le vaccin nommé **Celvapan®** est cultivé sur des cellules de singes ; les trois autres vaccins autorisés le sont sur des œufs. Selon le Ministère de la santé, **Celvapan®** est exclusivement réservé aux personnes présentant une allergie aux protéines aviaires, et il est uniquement disponible « dans les centres hospitaliers régionaux et au centre hospitalier de Cayenne ». Où est l'équité ?



de la santé de l'industrie pharmaceutique, lui est bien démontré.

Troisième étape : Amélioration du Service Médical Rendu (ASMR).

Cette commission de contrôle est réalisée par la Haute (et pourquoi Haute ?) Autorité de Santé (HAS). Comme son nom l'indique l'amélioration thérapeutique du vaccin, du médicament autorisés est recherchée. Les effets indésirables sont identifiés. C'est cette commission qui interdit un produit dangereux, permet de modifier le remboursement ou prescrire le déremboursement du médicament. Les médecins sont dans l'obligation de déclarer les effets indésirables. Devant des « oublis » ou des manques, depuis 2009 les malades ont la possibilité de faire la déclaration des effets indésirables qu'ils observent. Le formulaire sur le site de AFSSAPS est renseigné par le malade avec les résultats d'examen ou le compte-rendu médical et les effets indésirables observés. Mais les associations de malades ne se mobilisent pas pour faire connaître cette possibilité.

Malgré leur déclaration d'indépendance et malgré une interdiction de recevoir de la part de l'industrie pharmaceutique des salaires ou des cadeaux, tous les grands experts de la médecine participant à ASMR sont sous influence de l'industrie pharmaceutique.

Et enfin étape : « marketing » ou de la promotion du vaccin.

Il est assuré directement par l'industrie pharmaceutique auprès des médecins traitants prescripteurs dont 90% de ceux-ci voient leur formation assurée par les firmes.

Le budget de l'industrie pharmaceutique réservée aux visiteurs médicaux auprès des médecins, représente 25 000 euros par an et par médecin. Considérons que chaque année, elle investit la somme de 2 milliards d'euros sur la performance de leur réseau de visiteurs médicaux. Il va de soit que cet investissement de la part des industries pharmaceutiques n'est pas philanthropique. Le but est de faire de chaque médecin le prescripteur le plus fidèle et rentable (malgré lui souvent) pour le bien-être des patrons de la firme pharmaceutique (4).

La campagne de vaccination réalisée par « sante.gouv.fr », l'a été en partenariat avec Sanofi-Avantis France. Faut-il préciser le PDG de la dite compagnie pharmaceutique, est membre de l'UMP et grand ami du Président de la « raie publique ». Le champion français Sanofi-Avantis a prévu, rien que sur le vaccin de la grippe A, 8 milliards d'euros de profits, pour un chiffre d'affaires de 25 milliards. Belle rentabilité sur un marché dont les ressources proviennent essentiellement de l'argent des contribuables.

Industrie pharmaceutique, une idée fixe : vendre. Merci l'Europe !

Depuis 2007, la Directive européenne du médicament permet de proposer à l'industrie pharmaceutique, de s'implanter dans les commissions auprès des professionnels de la santé (5). L'industrie pharmaceutique a déjà de larges droits d'accès au grand public, notamment le droit de publier des informations sur les pathologies, le droit de parrainer des émissions audiovisuelles, de promouvoir leurs médicaments auprès des journalistes grand public, de s'impliquer dans les publications mises à la disposition du public dans les salles d'attente des médecins et les officines de pharmacies, etc. Elle se fait même un « devoir » de transmettre au public des informations qu'elle est censée détenir sur ses médicaments. Rien ne l'arrête. Son idée fixe est vendre.

Vaccins à vendre

La résiliation de la commande des 50 millions de doses de vaccins contre la grippe A, sur un total de 94 millions de doses, aux 4 géants de l'industrie pharmaceutique aurait pu provoquer une baisse des actions boursières (6). Rien de tel. La hausse de 20% des actions a été enregistrée.

Les stocks seront écoulés vers les pays du Qatar, l'Egypte... Les spécialistes disent que le prix de vente des doses a été surévalué et ainsi les laboratoires pharmaceutiques ont pu financer, grâce à la grippe A, leurs capacités de production de vaccins, y compris pour celui de la grippe saisonnière.

Enfin, faisons les comptes : près de 800 millions d'euros pour acheter les vaccins,

2,5 milliards d'euros pour financer le programme de vaccination. Mais quel est le rôle de l'État et du ministère de la santé (pas publique) ? L'État est-il au service de l'industrie pharmaceutique ?

MV (07)

Déclarant n'avoir aucun conflit d'intérêt

Sources :

1- INVS « Points de situation au 1 décembre 2009 » Bulletin grippe A (H1N1) 2009 : 1 page.

2- "Vaccins grippaux H1N1v (suite)" Rev Prescrire 2010 ; 30 (315) : 13-14.

3- Afssaps « Recommandations sur la vaccination grippale A » site de l'afssaps

4- « Les médicamenteurs » film de Stéphane Horel, Annick Redolfi, et Brigitte Rossignaux. Production BCI Communication. 25 rue Coquillière 75001 Paris/ bcicom@bcicom.org

5- « Commissioner makes final plea for drug information directive » site www.euractiv.com

6- "Une bonne dose de profits" Politis n° 1085 14 janvier au 20 janvier 2010.

Quiz

En visitant les sites de chacune des agences citées dans ce texte, prenez le nom d'un expert qui apparaît et répondez aux questions suivantes :

Quelle est sa mission publique ?

Dans quelle industrie pharmaceutique a-t-il été expert ?

Rémunération ?

Pour en savoir plus :

[http:// état-exception.blogspot.com](http://état-exception.blogspot.com)
un blog général intéressant et informatif



Irlande : dans le cloaque des institutions catholiques

Depuis trente ans se sont multipliés en divers endroits du monde¹ les scandales concernant la pédophilie au sein de l'Eglise catholique. Chaque fois, cette Eglise s'est ingéniée à dissimuler les abus sexuels commis par des religieux sur les enfants afin de conserver son emprise sur les croyants et de protéger son immense fortune. Pareille attitude a frisé la caricature en Irlande, comme le montrent deux rapports récemment publiés sur les institutions publiques gérées par le clergé ; ils font de plus ressortir la fonction de contrôle social qu'il exerce dans ce pays sur les classes populaires, et la complicité active que lui offre l'Etat en remerciement.

Les premières révélations publiques en Irlande de sévices sexuels infligés par des ecclésiastiques à des enfants remontent à 1994. Des centaines d'adultes ont au cours des années suivantes fait connaître ce qu'ils et elles avaient subi dans leur jeunesse au sein d'établissements tenus par l'Eglise catholique – collèges, orphelinats, centres d'apprentissage, maisons de redressement ou hôpitaux. En 2002, plus de 3 000 personnes se disaient prêtes à témoigner lors de procès, des prêtres commençaient à être jugés ou emprisonnés... Quand un documentaire télé a accusé l'évêque de Ferns de n'avoir donné aucune suite aux plaintes formulées dès les années 80 contre le père Sean Fortune², le pape a accepté, pour calmer les esprits, la démission que lui présentait cet évêque, et le gouvernement a chargé un juge d'enquêter sur les actes pédophiles dont étaient accusés d'autres curés. Puis l'Eglise et l'Etat se sont entendus pour proposer aux victimes de religieux (14 500 répertoriées à ce jour) une indemnisation en échange de l'abandon de toute poursuite judiciaire. La somme globale prévue devait s'élever à 500 millions d'euros, pour un quart versé par les 18 principaux ordres ; elle est montée à 1,3 milliard en 2009 sans que l'institution catholique ait revu sa quote-part en dépit de ses gigantesques richesses. Résultat : ce sont les pouvoirs publics (à travers l'organisme Residential Institutions Redress Board) qui ont déjà dédommagé pour elle 12 500 personnes.

L'Eglise catholique – du Vatican à ses instances irlandaises – a beaucoup déclaré « regretter » ou « déplorer » le « terrible mal » causé par ses curés pédophiles... quand la voix de leurs victimes est enfin parvenue à atteindre la place publique. Mais Sa Sainteté, aussi « profondément troublée et bouleversée » soit-elle, a surtout fait savoir qu'elle compatissait pour la « situation douloureuse » [!] de sa filiale irlandaise. De plus, cette contrition à bon compte a été servie pour la première fois à l'occasion de la messe

commémorant le bicentenaire des Frères chrétiens – l'ordre qui constitue le pilier du système éducatif en Irlande, avec les Sœurs de la miséricorde, et qui se trouve au cœur même des pratiques dénoncées ! Et l'Etat a adopté la même défense – ses représentants successifs, à partir du Premier ministre Ahern en 2001, multipliant les formules creuses et moralisantes jusqu'aux « excuses sans réserve » présentées par son actuel porte-parole.

Croix de bois, croix de fer...

Semblable alignement s'explique par l'énorme influence de l'Eglise catholique en Irlande – visible non seulement à travers l'observance de ses préceptes (46 % d'Irlandais assistent à la messe une fois par semaine



et 65 % une fois par mois), mais aussi dans le fonctionnement même des institutions publiques en matière d'éducation et de santé. L'absence d'investissements étatiques dans ces secteurs fait que l'enseignement dans le primaire, par exemple, reste assuré à 98 % par le clergé³. Or, comme la loi autorise ce dernier à admettre en priorité les enfants baptisés, non seulement les Irlandais-es non-croyants doivent hésiter à l'afficher pour ne pas voir pénaliser leur progéniture dans ses études, mais encore les petits d'immigré-es n'y ont pas forcément accès puisque tout dépend de la confession familiale. Pas éton-

nant que dans les statistiques officielles 93 % de la population irlandaise soient catholiques !

Si cette religion imprègne la morale sexuelle et familiale en Irlande – notamment pour ce qui est de l'avortement, rejeté en 1993 par 67 % des votants lors d'un référendum sur sa légalisation, et toujours présenté et vécu à la fois comme un crime et une honte (voir l'encadré) –, c'est en grande partie parce que son Eglise gère le « service public » éducatif. Et le boom économique qui a fait du pays, en un temps record, le plus riche de l'Union européenne en termes de produit intérieur brut par habitant dans les années 90⁴ n'y a rien changé car les équipements publics n'ont pas suivi. Les centres urbains récemment apparus ne bénéficient par exemple d'aucune structure médicale ou scolaire ni de crèches (ces dernières sont toutes privées), et pas davantage de commerces ou de moyens de transport.

Illustration du problème : à la rentrée 2007, dans une ville au nord de Dublin, une centaine d'enfants appartenant à la communauté africaine n'ont pas obtenu de place en maternelle. Confronté à la demande de scolarisation croissante (avec la forte natalité de la population irlandaise et de la main-d'œuvre étrangère – son taux atteignant alors 9 %), le gouvernement avait fait appel trop tard aux services de Educate Together, l'association fondée en 1975 pour mettre en place des écoles non confessionnelles, et qui en a depuis créé 44 dans le primaire... sur un total de 3 200.

L'Etat irlandais est théoriquement neutre en matière de religion : il ne subventionne aucun culte, et depuis 1972 l'Eglise catholique est séparée de lui. Mais la Constitution, qui date de 1937, reconnaît la « sacro-sainte Trinité de laquelle découle toute autorité » et porte l'empreinte de la morale catholique tant en ce qui concerne la famille que la propriété privée.

La mainmise du catholicisme sur les institutions sociales remonte au XIX^e siècle : lorsque la Couronne anglaise occupait l'île tout entière, elle a chargé son Eglise de faire la police dans la population – à majorité catholique, nationaliste et pauvre. Les blanchisseries Magdalene, qui avaient été créées à l'origine pour « réhabiliter » les prostituées, ont été transformées en couvents-prisons tenus par les Sœurs de la miséricorde et on y a enfermé mères célibataires, femmes atteintes de handicaps mentaux ou accusées de vagabondage et petites filles de familles « indigentes »⁵. De même ont été envoyés

dans les « écoles industrielles » des petits garçons et adolescents dont le seul tort était d'être miséreux.

Des dizaines de milliers de jeunes appartenant aux milieux les plus démunis sont ainsi tombés à la merci de curés et de bonnes sœurs qui, entre 1930 et 1990, ont contribué à leur « salut » par les pires brutalités, humiliations et abus de pouvoir. Cette situation a perduré parce qu'elle servait les intérêts des classes possédantes irlandaises. En effet, malgré les explosions sociales qui ont précédé l'indépendance de l'Eire, en 1921, c'est elle la plus réactionnaire du mouvement nationaliste, liée aux propriétaires fonciers, qui s'est imposée au terme d'une sanglante guerre civile ; et, grâce à elle, l'Eglise a pu participer à la rédaction de la Constitution encore en vigueur et continuer d'assurer l'essentiel des fonctions sociales de l'Etat pour contrôler les classes populaires tout en défendant au mieux ses propres intérêts.

... si je mens (ou si je mens)...

Mais soudain, pour elle, les jeux n'ont plus été faits : le 20 mai 2009, après une enquête de neuf ans, la commission dirigée par le juge Ryan a rendu public un rapport de 2 600 pages accablant pour le clergé catholique. Sur près de 35 000 enfants placés dans ses écoles, ateliers, maisons de correction ou autres établissements pour handicapés, plus de 2 000 ont déclaré avoir souffert d'abus physiques et sexuels – dont des viols collectifs et autres flagellations – perpétrés par des éducateurs, en particulier des prêtres. Le rapport parle de sévices sexuels « endémiques » : entre 1930 et 1990, constatent ses auteur-e-s, des prêtres et des moines ont battu et violé des enfants dans 216 institutions, et « les autorités religieuses savaient que les abus sexuels [y] étaient un problème persistant » ; l'Eglise n'a pas « écouté les personnes qui se plaignaient d'abus sexuels survenus par le passé » ou ne les a pas « crues en dépit de preuves recueillies dans des enquêtes policières, de condamnations criminelles ou de témoignages ». Le document décrit les tortures mentales, physiques et souvent sexuelles que leur infligeaient des tortionnaires délibérément protégés par la hiérarchie religieuse. Il dénonce aussi l'incurie de l'Etat – un mot bien faible puisque ce dernier a en fait contribué à masquer ce scandale et continue de le faire. Ainsi, la haute cour a imposé à la commission de taire les noms des coupables ; il n'est pas question de poursuites à leur encontre, pas plus qu'à celle des dignitaires religieux ni des politiciens qui les ont couverts.

La Gardai (police irlandaise), lorsqu'elle était alertée, avait tendance à considérer que

les délits commis par des ecclésiastiques n'étaient pas de son ressort et à remettre les plaintes dont elle était saisie entre les mains de l'Eglise – et celle-ci n'a signalé à cette Gardai aucune des agressions sexuelles qu'elle est venue à connaître avant 1995...

De telles révélations ont fortement choqué la population irlandaise, mais d'autres ont suivi six mois plus tard. En 2006, alors que de nouvelles et multiples accusations avaient été formulées contre des prêtres,



avec à la clé de nombreux procès et quelques condamnations, une autre commission d'enquête – présidée par la juge Murphy – avait en effet été désignée pour examiner les cas de sévices sexuels recensés dans le diocèse de Dublin entre 1975 et 2004. Et cette commission a publié son rapport le 26 novembre 2009 – amplifiant l'impact du précédent. Le ministre de la Justice Dermot Ahern l'a qualifié de « catalogue d'actes maléfiques », et a souligné « l'ironie cruelle d'une Eglise qui, motivée en partie par le désir d'éviter le scandale, en a en fait créé un autre, d'une ampleur incroyable ».

Le rapport Murphy ne cherche pas à établir les faits de pédophilie ; il met en cause la responsabilité de la hiérarchie catholique elle-même en soulignant : « Il se peut malheureusement que le rôle éminent joué par l'Eglise dans la société irlandaise soit la raison précise pour laquelle des abus commis par une minorité de ses membres ont pu continuer impunément. » Cette responsabilité est accablante pour les quatre derniers archevêques de la capitale, qui ont caché pendant trente ans la plupart des violences sexuelles. Mais – bien pratique – trois d'entre eux sont morts, et le survivant, Desmond Connell – qui a attendu sept ans après être arrivé à son poste pour autoriser la police à se pencher sur les dossiers de 17 affaires d'abus sexuels –, a juste déploré que des « manquements » de sa part « aient contribué aux souffrances des victimes »...

La commission a vainement demandé au Vatican de lui communiquer les pièces en sa

possession relatives aux prêtres pédophiles (il lui a été répondu que « toute communication portant sur des documents officiels [devait] passer par le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade d'Irlande ») ; de plus, son champ d'investigation a été limité à l'archevêché de Dublin, alors que de nombreux faits de pédophilie se sont produits ailleurs en République d'Irlande et ont été dissimulés de même par la hiérarchie catholique.

L'enquête présente le cas de 46 prêtres (un échantillon représentatif qui, selon elle, traduit « très clairement » une pratique répandue) accusés d'actes pédophiles sur un total de 320 enfants. La plupart de ces prêtres sont encore en vie et quatre d'entre eux toujours en poste. « La préoccupation de l'archevêché de Dublin, au moins jusqu'au milieu des années 90, était le maintien du secret, la peur du scandale, la protection de la réputation de l'Eglise et la préservation de ses biens, constate le rapport. Toutes les autres considérations, y compris le bien-être des enfants et la justice pour les victimes, étaient

subordonnées à ces priorités. » Aux évêques qui, au moins jusqu'aux années 90, plaidaient l'ignorance, le document fournit la preuve que dans bien des cas les sévices étaient connus. Ainsi, en 1987, « les évêques Kevin McNamara, Dermot Ryan et John Charles McQuaid avaient des informations concernant des plaintes contre au moins 17 prêtres ». Un prêtre a avoué avoir « abusé sexuellement de plus de 100 enfants » ; un autre a admis l'avoir fait « une fois toutes les deux semaines pendant son ministère qui a duré plus de vingt-cinq ans » ; un autre encore a violé un serviteur d'autel de 9 ans après la messe puis lui a offert « un T-shirt et un livre de prières » (!).

« C'est la fin d'une longue route (...), en particulier pour ceux qui ont protesté pendant de nombreuses années et qui ont été diffamés par l'Eglise et qualifié de menteurs, a commenté Marie Collins, victime d'abus dans les années 60. Ce rapport (...) montre que tout ce que nous avons dit sur le fait que ça avait été étouffé était vrai », et également que les prêtres violeurs étaient transférés « d'une paroisse à l'autre » et ainsi « autorisés à commettre encore plus d'abus ».

Tout le monde savait, personne n'en parlait ; mais la commission Murphy est convaincue que l'assurance souscrite par le diocèse de Dublin en 1987 visait à prévenir les futurs procès – afin d'échapper à la faillite qu'aurait pu entraîner l'indemnisation des victimes de ses prêtres (plusieurs diocèses américains, dans les années 2000, en ont fait l'expérience).

Mgr Diarmud Martin, actuel archevêque de Dublin et ancien diplomate du Vatican, a dit à la publication du rapport Ryan : « J'offre à chacun des survivants mes excuses, mon chagrin et ma honte pour ce qui s'est passé. » Mais lui qui incarne paraît-il la volonté de changement de l'Eglise n'a pas pour autant participé à la manifestation organisée par l'association Survivants des abus dans les institutions en Irlande (SOIAI), le 10 juin à Dublin (7 000 personnes selon la police, 15 000 selon *Irish Times*) : il a invoqué la nécessité de sa présence à une réunion des évêques... sur le rapport Ryan.

Le rapport dénonce non seulement le silence, mais aussi l'extrême lenteur avec laquelle l'Eglise a réagi lorsque le scandale a été dévoilé. « Sa décision de mettre en place des services d'aide aux plaignants n'a pas été entièrement suivie d'effet », écrivent les auteur-e-s, même si, depuis 2003, « toutes les plaintes d'abus sexuels sont désormais transmises à la police ».

... je vais en enfer !

Les effets de telles révélations se font sentir à différents niveaux. Ainsi, après avoir longtemps colporté le bruit que les victimes de maltraitance et de viols cherchaient plus à obtenir des sous qu'à faire établir la vérité et avoir soutenu que leurs récits étaient « manifestement erronés ou mensongers », les Frères chrétiens ont révisé leur position et annoncé qu'ils verseraient 161 millions d'euros supplémentaires en signe d'« acceptation des conclusions » du second rapport, et pour exprimer leur « honte » et leur « tristesse ». Le 9 décembre à Dublin, les évêques irlandais ont quant à eux « demandé pardon » et reconnu que les pratiques dénoncées étaient « le signe d'une culture (!) qui était répandue au sein de l'Eglise ».

Amnesty International a appelé à un référendum national pour inscrire les droits des enfants dans la Constitution afin d'empêcher de tels abus à l'avenir – son directeur O'Gorman en ayant lui-même subis de la part de prêtres. Et les associations de victimes demandent des sanctions et la démission des évêques incriminés, ainsi que des investigations sur l'ensemble du territoire (une enquête est aujourd'hui en cours dans le diocèse de Cloyne). Avec les partis de la gauche laïque, elles revendiquent une réelle séparation de l'Eglise et de l'Etat – que le clergé cesse de se mêler tant de l'éducation que de la santé, et que l'Eglise cède gratuitement tous ses bâtiments et terrains scolaires et hospitaliers.

On assiste de plus à une montée en puissance du sentiment anticlérical, notamment dans les classes moyennes des centres urbains. Le site Count Me Out (Rayez-moi des listes) propose par exemple de télécharger l'acte formel de défection qui, dûment rempli et envoyé à la paroisse où l'on a été bap-

tisé, permet de ne plus être compté comme catholique.

Mais on aurait tort de croire l'Eglise catholique vraiment affaiblie : si, au sein de sa hiérarchie, certains ont compris qu'il fallait lâcher du lest – d'autant qu'il y a une crise des vocations (ne subsiste que 3 000 curés, 9 000 nonnes, et 80 élèves dans le dernier séminaire en activité), beaucoup d'autres, pour conserver le système public de santé et d'éducation sous leur coupe, font valoir que les fonctionnaires seraient incapables de le gérer vu leur incompétence. De leur côté, les culs-bénits radicaux – tels les membres de l'association Pure in Heart (Purs en leurs cœurs) qui prône la chasteté chez les adolescents – resserrent les rangs autour de l'institution catholique, et nombre de religieux pensent qu'il faut avant tout « aider ceux qui ont commis des crimes à se racheter ». Et puis, quand en 1996 les évêques d'Irlande avaient présenté un programme, intitulé « Protection des enfants », recommandant la dénonciation obligatoire des prêtres pédophiles aux autorités civiles, le texte n'a-t-il pas été refusé, au prétexte qu'il était « contraire à la discipline catholique » (et donc passible d'excommunication)... par le cardinal Ratzinger, alors président de la Congrégation pour la doctrine de la foi et aujourd'hui connu sous le nom de Benoît XVI ?

Enfin, une loi entrée en vigueur sur le sol irlandais ce 1^{er} janvier interdit le blasphème ainsi que la formulation de critiques « trop sévères » contre les textes « sacrés » (de toutes les religions), sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 25 000 euros.

On le voit, la bête est malheureusement loin d'être morte...

Vanina

L'argument anti-IVG contre l'Europe

Quand, en juin 2008, a eu lieu en Irlande un référendum sur le traité de Lisbonne – visant à « améliorer le fonctionnement de l'Union européenne » –, la crainte de voir autoriser l'avortement dans ce pays si le « oui » passait a poussé l'Eglise à faire campagne contre. Rejeté à 53,4 %, le texte a néanmoins été adopté lors d'un nouveau vote, en octobre 2009, à 67,13 % (avec 59 % de participation)... Dans l'interval, en effet, la crise financière et économique mondiale avait éclaté, et le gouvernement de l'Eire – soutenu par les chefs d'entreprise et la puissante Association des fermiers irlandais, mais aussi par la quasi-totalité des syndicats et des partis parlementaires (hormis le Sinn Féin) – avait promis que l'adoption du traité conduirait au retour de l'emploi et de la bonne santé économique.

Du côté du « non » – où on s'est, à juste titre, indigné de devoir revoter –, le Sinn Féin, People Before Profit et le Parti socialiste (trotskiste) ont dénoncé l'Europe libérale (la « grande coalition » entre les élites européennes, le patronat et la majorité des médias, selon la formule du président du PS Higgins). Les ultra-conservateurs de Libertas et de Coir, eux, ont affirmé que la signature du traité entraînerait la conscription obligatoire et la baisse du salaire minimum, ainsi que l'acceptation de l'euthanasie et de l'avortement ; enfin, le parti indépendantiste britannique Ukip a prédit qu'il en découlerait une immigration galopante et l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Le revirement de l'opinion est donc une conséquence de la crise, l'UE étant soudain apparue comme une bouée de sauvetage ; mais le « oui » a aussi été obtenu par les garanties que le gouvernement irlandais a arrachées à ses partenaires européens sur les « spécificités celtiques » : un taux d'imposition réduit, le maintien de la neutralité militaire et... l'interdiction de l'avortement.

Ce gouvernement a depuis dû répondre de sa législation anti-avortement : le 9 décembre 2009, deux Irlandaises et une Lituanienne qui avaient dû se rendre au Royaume-Uni pour subir une IVG (selon le Planning familial irlandais, 6 000 femmes doivent ainsi faire le déplacement chaque année) l'ont entraîné devant la Cour européenne des droits de l'homme. Mais l'attorney general chargé de le représenter a fait valoir que le maintien de cette législation avait été une « condition préalable » à la tenue du second référendum sur le traité de Lisbonne.

1. A très grande échelle aux Etats-Unis, au Canada et en Australie.

2. Celui-ci s'est suicidé en 1999 après avoir été inculpé d'abus sexuels sur 66 enfants et en avoir poussé quatre au suicide.

3. Les religieux gèrent pas mal d'établissements dans le secondaire aussi – la majorité des écoles étant par ailleurs non mixte – et, dans l'enseignement supérieur, nombre de professeurs portent encore la soutane. En Irlande du Nord, l'influence des religions sur l'éducation est également marquée : si la majorité des enfants protestants fréquente des écoles publiques, la plupart des catholiques sont scolarisés dans des institutions appartenant à l'Eglise catholique mais fonctionnant grâce aux aides financières publiques. Les *integrated schools*, qui accueillent 5 % des élèves protestants et catholiques depuis 1981, ne sont que 50 (aux deux tiers dans le primaire). A la suite d'une requête officielle émise en 1991, les quatre plus importantes confessions religieuses (les Eglises catholique, presbytérienne, anglicane et méthodiste) ont préparé un tronc commun pour l'éducation religieuse qui a été adopté par le Department of Education en 1993 ; les athées ont donc peu de chances d'y échapper.

4. L'Irlande a eu une croissance plus de deux fois supérieure à celle de la France, le taux de chômage le plus bas d'Europe, une dette presque nulle et un budget en équilibre... jusqu'au début de la crise actuelle. Elle a alors été le premier Etat européen à entrer en récession, en raison de sa très forte dépendance à l'égard des secteurs de la finance et de la construction ainsi que de l'économie américaine, et du très gros endettement des ménages : le chômage a atteint 12,5 % fin 2009 ; le déficit budgétaire, 11 % du PIB.

5. Le film *Magdalena Sisters* traite de ce sujet. Il faudra attendre 1996 pour que le dernier couvent-pri son ferme ses portes. On estime que 30 000 Irlandaises déclarées de « mauvaise vie » et parfois âgées de 15 ou 16 ans y ont vécu un quotidien fait d'insultes et de maltraitance ; et beaucoup d'entre elles, dans les années 70, durent leur libération non à la perte d'influence des autorités religieuses mais à la large diffusion de la machine à laver !

Projet d'aéroport de Notre Dame Des Landes, quoi de neuf depuis l'été ?

Les tentatives d'implantation d'un aéroport international à Notre Dame des Landes près de Nantes, remonte aux années 70. Dernièrement la menace s'est concrétisée et les différentes procédures administratives épuisées, les premiers carottages sur le site ont démarré au printemps dernier et les appels d'offres sont en cours. La mobilisation sur le terrain reste forte et multiforme. Cet été, un Camps climat international regroupant une mouvance radicale et une Semaine de la résistance organisée par des forces politiques plus institutionnelles se sont côtoyées sur place au même moment dans une ignorance réciproque plutôt que dans un esprit de convergence des initiatives. Aujourd'hui l'échéance des régionales vient perturber les lignes politiques traditionnelles au sein même des forces politiques coalisée à la tête de la région (PS-PC-Verts). Petit aperçu de la situation



Durcissement des positions des tenants du projet d'aéroport ...

...qui continuent de poser les jalons de sa réalisation : la déclaration d'utilité publique ayant logiquement débouché sur l'appel d'offres, 3 concessionnaires potentiels ont été retenus : Taranis, Vinci et Aemera (Bouygues). Les trois s'engageant à faire tenir dans une enveloppe de 581 millions d'euros un projet estimé à plus de 2 milliards... et consistant à implanter un barreau routier et un aéroport sur 2000 ha de bocage et de terres habitées.

Pour échapper aux contradictions que pourraient susciter les discours du Grenelle de l'environnement ou du sommet de Copenhague, le front commun PS-PC-UMP assène à la population qu'il ne s'agit pas d'un nouvel aéroport, mais du simple transfert de celui existant -Nantes-Atlantique, au Sud Loire.

Et s'engage dans une campagne de communication basée sur la peur (les avions qui vont s'écraser sur Nantes), la promotion de l'écologie -sans rire-, puisque sur les zones naturelles qui sont à proximité du site « libéré » accueilleraient une forêt urbaine (-et soit dit en passant un beau projet urbain entre Nantes et Pornic !), sans oublier l'incontournable promesse du développement économique. Le tout délayé dans les mots clefs sans

lesquels on n'est rien: «avenir, emploi générations futures, ambition, développement et progrès durables, créations d'emplois, acte fort, intérêt stratégique, développement durable...».

Soutenue par les majorités de gauche du conseil Régional et de Nantes Métropole, cette propagande ne suffit plus au Conseil Général, dont le président est aussi celui du Syndicat mixte rassemblant les collectivités qui portent le projet. Il vient donc de souscrire pour 200.000 euros auprès d'une agence de communication, la possibilité de réagir «aux propos fallacieux et tendancieux des opposants, qui ne doivent pas être les seuls à occuper le terrain». Le syndicat mixte disposait d'un site internet et d'une lettre d'information, arsenal jugé insuffisant pour mobiliser population et élus en faveur de cette belle idée. Et ça marche: 18 maires PS du secteur de l'actuel aéroport viennent de se regrouper et signer un appel pour le transfert, tandis qu'injonctions et menaces diverses arrivent par courriers chez les élus du département qui pourraient être tentés de rejoindre les opposants organisés.

Bataille d'élus ?

Pour ou contre l'aéroport, les collectifs fleurissent, les documents de synthèse, les communiqués et les déclarations se multiplient... Les protagonistes ou signataires sont souvent les mêmes: les élus.

Les 17 maires de Nantes métropole (voir plus haut), les 450 élus regroupés en association contre le projet, et recrutés dans les 9 départements des 2 régions Bretagne et Pays de la Loire, les élus Verts et les Alternatifs de Loire-Atlantique qui multiplient les déclarations et sont aujourd'hui rejoints par ceux de

Parti de Gauche et du Modem. Les Verts menacent (liste Europe Ecologie autonome au premier tour des régionales, pas d'engagement pour la suite).

L'approche du scrutin de mars favorisant la confiscation de l'action et de la mobilisation sur le terrain au profit des discours et autres déclarations d'intention... Force est de constater que depuis la semaine de Résistance sur le site en août, il est difficile de se faire entendre depuis le bocage de Notre Dame des Landes. Le tourbillon médiatique (alimentant le côté binaire pour/contre) et la «prise en charge» par quelques ténors de l'Ecologie de la question de la lutte anti-aéroport ne doivent pas faire oublier les réalités du terrain, avec des paysans qui se battent, des familles qui refusent les expulsions, et une solidarité active.

Ceux qui résistent

Progressivement, il semble également que certaines formes d'action privilégiant l'humour et le côté clowns, y compris dans des face à face avec les flics, et visant surtout à attirer les médias, déstabilisent des militants anti-aéroport. De même que la dilution de la question de l'aéroport dans un discours de néo-décroissance, même si tout le monde s'accorde sur l'impératif de sauver les terres cultivables.

Certaines forme de la mobilisation s'inscrivent dans la tradition et la durée: les réunions régulières et la fabrication de matériel d'information au lieu-dit «La Vache rit», bâtiment mis à disposition par un paysan de NDDL; la «Vigie» qui consiste à interpeller silencieusement les Conseillers généraux et les habitants de Nantes continue. Tous les jours, de 8 h à 18 h, des opposantEs lambda se relaient avec pétitions, pancartes et tracts devant le Conseil Général depuis un an et demi.

Ce qui continue à fonctionner, c'est ce qui cimentait traditionnellement des habitants locaux et du département, depuis les actions contre les projets de centrales nucléaires du Pellerin ou du Carnet: le refus du matraquage, de la force, de l'agression sur les terres et les maisons.

On réussit à mobiliser rapidement et quotidiennement s'il le faut contre les forages (1) (sondages de terrains par des laboratoires, encadrés par une centaine de gendarmes et CRS). Ainsi en avril 2009, 2 paysans sont passés en procès à Saint-Nazaire pour «vol de terre», «bris de matériel» et «refus de prélèvement ADN» après avoir dispersés les échantillons des forages sur le site : 2 mois de prison avec sursis pour les faits et 2 mois avec sursis

pour refus ADN pour chacun d'entre eux... Actuellement des enquêtes sont en cours contre des opposantEs qui ont bloqué des engins des ponts et chaussés en septembre sur leur lieu de garage...

En marge de l'ACIPA, le collectif qui regroupe les populations et organisations opposées au Projet, il y a le collectif «Les habitants qui résistent», un groupement principalement constitué autour de la défense des maisons. Il faut effet savoir que le Département est désormais propriétaire de 27 maisons dans le périmètre concerné, qu'il les louait sans vergogne et en l'état à des personnes qui les ont entretenues et sont devenues expulsables depuis le 31 décembre. Il s'agit pour l'essentiel d'anciennes fermes délabrées avec du terrain autour, pour lesquelles des loyers de 170 à 350 euros ont depuis longtemps remboursé l'investissement! L'Etat lui-même était propriétaire d'une maison occupée depuis 1996. La famille vient d'être informée, via la Direction générale de l'aviation civile, que la maison a été vendue (avec eux dedans?). Une autre demeure est squattée par des jeunes qui ont vainement tenté d'obtenir une convention de location par les voies légales ; développant potagers et petits élevages, ces habitants devenus «sans-droits» se battent contre les expulsions et la destruction des maisons.

Au-delà de la perte de logement, chacun sait que désertifier la zone revient à laisser le champ libre au démarrage des travaux.

Enfin, une grosse action est prévue en mars, intitulée « La régionale tracto-vélo contre le projet d'aéroport » avec une grosse manifestation à Nantes le 6 mars.

M.C.

St-Nazaire, 23 janvier 2010

(1) cf <http://www.codelib.info/2009/04/mobilisation-le-28-avril-2009.html>

Plusieurs structures animent la lutte dont l'ACIPA (Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes) <http://acipa.free.fr/>

Le site Indymédia nantes propose un suivi régulier de la lutte

<https://nantes.indymedia.org/article/15973>

Le PCF s'éclate au Palais de région!

Traditionnellement favorable aux développements des infrastructures industrielles et de transport au nom du développement de l'emploi, du productivisme, de la croissance, et parfois même de la grandeur de l'industrie nationale, le PCF de Loire Atlantique était jusqu'alors un allié de premier ordre pour la région socialiste et la mairie de Nantes dans leur projet pharaonique. D'autant que, dans une région tournée vers l'aéronautique (Airbus Nantes et Saint-Nazaire), construire des aéroports à quelque chose de cohérent dans une logique capitaliste de débouché des investissements à court terme.

Cependant faisant liste commune dans le Front de gauche avec les alternatifs et le NPA pour les régionales le PCF 44 est devenu beaucoup plus discret sur l'aéroport. Les quelques élus qui craignaient pour leur siège et refusaient de quitter l'alliance avec le PS pour les régionales viennent de se faire retirer l'autorisation d'utiliser l'étiquette du parti pour la prochaine élection. Enfonçant le clou, le PC de Vendée vient de pondre le 21 janvier un communiqué où il se déclare :

«Dès les années 1970, le PCF avait porté un avis plutôt critique sur ce projet. Ensuite sa position n'a jamais été clairement affirmée. Seuls les communistes de Loire-Atlantique ont pris position « Pour », sans que le Comité Régional ait pu en débattre.(...)»

La première réunion de la liste «Tous ensemble, la gauche vraiment», à Bouguenais, le samedi 19 décembre, nous a permis de nous positionner rapidement par rapport à ce sujet. Le Parti Communiste Français a d'ailleurs ce jour-là créé la surprise en précisant que nous ne soutenions pas ce projet, faisant référence entre autres, au fait que trois de nos élus avaient voté contre le projet, au moment d'un vote important à ce sujet. D'autant, qu'un camarade PCF de Loire-Atlantique a développé l'idée que l'on pouvait, si besoin en était, faire une piste transversale, pour parer à toute question de sécurité ou de développement du trafic, ce qui n'est pas le cas actuellement bien au contraire. Notre position s'appuie essentiellement sur notre idée de rendre l'argent utile et d'envisager la croissance à condition qu'elle soit centrée sur la réponse aux besoins et aux droits des Humains. La question du développement industriel, de la création d'emplois et de la recherche est cruciale pour nous, mais nous ne pouvons pas l'envisager sans la réflexion indispensable sur l'avenir de la planète (quoi produire, comment, pour répondre à quels besoins ?). Oui la position du Parti Communiste Français évolue sur ces questions.»

Pas à dire le vent tourne autour de l'aéroport, et les vestes aussi ! Au vent qui sème la tempête...

OCL St-Nazaire



Appel à La MANIF La régionale tracto-vélo en mars

La coordination des associations et mouvements politiques opposés au projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes organise du 1^{er} au 6 mars 2010 un tour de la Région des Pays de la Loire en tracteurs et vélos pour :

- **Informers la population** de la région (tractages, réunions...) sur l'aberration de ce projet du siècle passé qui ne correspond pas aux réalités et enjeux de notre monde d'aujourd'hui

- **Protéger la terre et lutter contre le réchauffement clima-**

tique en associant les opposants à d'autres projets dévastateurs de terres agricoles, énergivores ou gaspilleurs d'argent public dans la région

- **Interpeller les responsables politiques et les électeurs** en vue des élections régionales à venir. Appeler les électeurs à ne pas donner leurs voix à ceux qui soutiennent le projet d'aéroport.

- **Amplifier notre lutte au niveau régional et national.** L'aspect original et sympathique de cette marche dans la région doit

permettre d'y associer de nombreux partenaires localement mais aussi dans les communes et villes traversées. Elle aura un retentissement au niveau national dans le prolongement de la Semaine de Résistance de l'été 2009.

Le Tour partira de **Notre-Dame-des-Landes** le 1^{er} mars 2010 et se terminera le 6 mars 2010 à **Nantes** (où un rassemblement accueillera les participants) en passant par **Blain - Redon - Guer - Rennes - Vitré - Laval - Château-Gontier (ou Sablé) - Angers - Cholet - La Roche sur Yon et St Philbert de Grandlieu.**

A la fin de chaque étape journalière de 75 km environ, une ani-

mation rassemblera élus, associations, paysans et citoyens qui accueilleront cette « Régionale Tracto-Vélo contre le projet d'aéroport ».